



NATIONS UNIES



SOIXANTE ANS AVEC L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES

Distr.  
GÉNÉRALE

LC/G.2361(CRM.10/8)  
14 avril 2008

FRANÇAIS  
ORIGINAL: ESPAGNOL

---

**RAPPORT DE LA DIXIÈME CONFÉRENCE RÉGIONALE SUR LES FEMMES DE  
L'AMÉRIQUE LATINE ET DES CARAÏBES**

Quito, Équateur, 6-9 août 2007

## TABLE DES MATIÈRES

	<i>Paragraphe</i>	<i>Page</i>
I. PARTICIPATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX.....	1-11	1
Lieu et date de la réunion .....	1	1
Participation .....	2-8	1
Élection du Bureau .....	9	2
Documents.....	10	2
Ordre du jour .....	11	2
II. DÉROULEMENT DE LA RÉUNION.....	12-92	3
Séance d'ouverture .....	12-83	3
Présentation de la Rapporteuse .....	84-85	18
Séance de clôture.....	86-92	18
CONSENSUS DE QUITO .....	-	19
Annexe 1 Déclaration de Saint John's.....	-	29
Annexe 2 Explication de la position du Chili .....	-	31
Annexe 3 Explication de la position de la Colombie.....	-	32
Annexe 4 Explication de la position du Costa Rica.....	-	33
Annexe 5 Déclaration d'El Salvador sur le Consensus de Quito.....	-	34
Annexe 6 Explication du vote de la République dominicaine.....	-	35
Annexe 7 Lettre du Président du Pérou .....	-	36
Annexe 8 Déclaration des femmes autochtones des Amériques.....	-	37
Annexe 9 Liste des participants .....	-	40
Annexe 10 Documents de travail .....	-	71

## I. PARTICIPATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX

### Lieu et date de la réunion

1. La dixième Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes a été convoquée par le Secrétaire exécutif de la CEPALC en application de la résolution 619(XXXI) de la CEPALC et a été tenue à Quito, Équateur, du 6 au 9 août 2007.

### Participation<sup>1</sup>

2. Des représentants des États Membres suivants de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes ont participé à la réunion: Antigua et Barbuda, Argentine, Belize, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Dominique, Équateur, El Salvador, Espagne, Grenade, Guatemala, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Panama, Pérou, République bolivarienne du Venezuela, République dominicaine, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Suriname et Uruguay.

3. Étaient également représentés les membres associés suivants de la CEPALC: Antilles néerlandaises, îles Turques-et-Caïques et Porto Rico.

4. La Directrice générale adjointe de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) était également présente à la Conférence. La Sous-Secrétaire générale et Conseillère spéciale pour la parité des sexes et la promotion de la femme ainsi que des membres de l'Instance permanente sur les questions autochtones ont également assisté à la réunion en représentation du Secrétariat des Nations Unies.

5. Étaient également présents des représentants des programmes, fonds et organismes suivants des Nations Unies: Fonds de développement des Nations Unies pour la femme, Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Fonds des Nations Unies pour la population, Institut international de recherches et de formation de la femme, Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et Fonds des Nations Unies pour le développement.

6. Les institutions spécialisées des Nations Unies ci-après étaient également représentées: Organisation internationale du travail, Organisation panaméricaine de la santé/Organisation mondiale de la santé, Banque mondiale, Organisation mondiale de la propriété intellectuelle et Fonds international de développement agricole.

7. Des représentants des organisations intergouvernementales suivantes ont également participé à la réunion: Banque interaméricaine de développement, Commission européenne, Communauté des Caraïbes, Faculté latino-américaine des sciences sociales et Organisation internationale pour les migrations.

8. Des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social et d'autres organisations non gouvernementales étaient aussi présentes.

---

<sup>1</sup> Voir l'annexe 9.

### **Élection du Bureau**

9. La Conférence a élu le Bureau suivant:

Présidence: Équateur

Vice-présidences: Argentine  
 Brésil  
 Colombie  
 Costa Rica  
 Cuba  
 Espagne  
 Guatemala  
 Haïti  
 Honduras  
 Îles Turques-et-Caïques  
 Jamaïque  
 Mexique  
 Panama  
 Paraguay  
 Porto Rico  
 République dominicaine  
 Suriname  
 Uruguay

Rapporteur: Chili

### **Documents**

10. La liste des documents de travail présentés par le Secrétariat à la dixième Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes figure dans l'annexe 10.

### **Ordre du jour**

11. À la première séance plénière, la Conférence a adopté l'ordre du jour suivant:

1. Élection du Bureau
2. Adoption de l'ordre du jour provisoire
3. Activités menées par le Secrétariat de la CEPALC et le Bureau de la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes depuis la neuvième Conférence régionale
4. Présentation du document de position "La contribution des femmes à l'égalité en Amérique latine et dans les Caraïbes"

5. Analyse de la contribution des femmes à l'économie et la protection sociale, en particulier en ce qui concerne le travail non rémunéré
6. La participation politique et l'égalité entre les sexes à tous les niveaux des processus de prise de décision
7. Examen et adoption des accords de la Conférence
8. Questions diverses

## **II. DÉROULEMENT DE LA RÉUNION**

### **Séance d'ouverture**

12. Les discours d'inauguration ont été prononcés par Mme María Fernanda Espinosa, Ministre des Relations extérieures de l'Équateur, M. José Luis Machinea, Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Mme María Teresa Fernández de la Vega, première Vice-Présidente de l'Espagne; Mme Michelle Bachelet, Présidente du Chili, et M. Rafael Correa, Président de l'Équateur.

13. La Ministre des relations extérieures de l'Équateur a affirmé que son pays avait amorcé un processus résolu de construction d'une société plus équitable et démocratique pour parvenir à un pays plus humain et plus juste. Ceci implique de reconnaître le rôle essentiel de la femme dans tous les domaines et de garantir sa participation politique paritaire à l'aide de mécanismes concrets, y compris les quotas. De tels mécanismes ne doivent pas être vus comme une concession de la société masculine mais bien un droit. Les femmes exigent la reconnaissance de leur effort, de leur talent, de leur courage et de leur engagement vis-à-vis des causes justes et de la solidarité dans un combat commun et partagé avec tous les hommes démocratiques.

14. L'équité et la démocratie passent par l'éradication de la pauvreté en Amérique latine. La Ministre a notamment abordé le thème des femmes migrantes qu'elle a considérées comme des "exilées de la pauvreté" ainsi que leur contribution aux économies de leur pays d'origine. Elle a également souligné la nécessité d'élaborer des politiques qui dépénalisent la migration et dignifient les migrants; elle a ainsi évoqué les programmes de retour volontaire mis en œuvre en Équateur ainsi que les accords sur la régularisation et les courants migratoires soutenus par le gouvernement espagnol.

15. En guise de conclusion, la Ministre a appelé les participants à la dixième Conférence à imaginer, dans ce pays traversé par la ligne imaginaire de l'Équateur, un avenir plus humain et plus juste construit sur la base de l'effort commun de toutes les femmes de la région.

16. Le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes a rappelé les deux thèmes centraux de cette Conférence, qui non seulement sont très importants du point de vue des politiques de parité entre les sexes mais également des politiques sectorielles et de toutes les mesures qui ont une incidence sur la croissance économique, l'éradication de la pauvreté et la cohésion sociale.

17. Dans le premier cas, le Secrétaire a affirmé qu'une telle parité exige que de nouveaux efforts soient consentis pour que les femmes soient représentées dans tous les domaines de la prise de décision. En ce sens, beaucoup reste encore à faire en termes de démocratisation interne des partis politiques et d'ouverture des systèmes électoraux, même si des progrès notables ont été accomplis au cours de ces dernières années au niveau de la participation des femmes au pouvoir exécutif. Par ailleurs, les femmes sont de plus en plus présentes dans les ministères traditionnellement réservés aux hommes, de même que dans des fonctions publiques de premier rang, ce qui leur a permis de mettre leurs talents au service d'un meilleur exercice du pouvoir.

18. Aborder l'analyse de la contribution des femmes à l'économie et à la protection sociale par rapport au travail non rémunéré est un pas crucial pour le développement des pays de la région. On a longtemps considéré que le travail rémunéré et l'accès des femmes au marché de l'emploi constituent un symbole de progrès. Ceci est particulièrement vrai dans les familles qui ont bénéficié de cet accès, mais ceci est loin d'être le cas lorsque les sociétés n'ont pas adopté les mesures nécessaires pour atténuer la charge totale de travail des femmes, pour reconnaître le travail au foyer dans les politiques de protection sociale et pour renforcer l'autonomie économique des femmes conçue comme la capacité d'obtenir des revenus propres dans des conditions dignes.

19. Le Secrétaire exécutif a conclu son intervention en réaffirmant que la CEPALC poursuivrait son effort pour promouvoir et soutenir l'adoption de politiques plus justes et efficaces en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes et en renouvelant l'engagement de toute l'institution, en particulier de l'Unité Femmes et développement dans la réalisation de toutes les tâches nécessaires à cette fin.

20. La première Vice-Présidente de l'Espagne a exprimé le soutien de son gouvernement aux politiques publiques destinées à promouvoir l'égalité des femmes. Ces dernières doivent assumer, même dans les sociétés européennes, le double fardeau de l'injustice; en effet, elles sont non seulement traitées de manière inégale mais elles doivent également supporter les préjugés d'un monde construit selon un modèle patriarcal au sein duquel elles sont considérées comme des citoyennes de seconde classe. Les manifestations les plus visibles et les plus dramatiques de la persistance du modèle de domination sont la violence de type sexiste et la féminisation de la pauvreté.

21. Les femmes se sont rebellées contre ces injustices; cette rébellion a progressé à des rythmes qui varient d'un pays à l'autre mais qui suivent la même feuille de route et le même objectif de parvenir à une société juste et décente. Les principaux défis consistent à trouver la manière de partager, entre les hommes et les femmes, les responsabilités domestiques des soins traditionnellement réservées à celles-ci alors que les responsabilités publiques et politiques étaient, jusqu'à présent, presque exclusivement aux mains des hommes. Il était donc essentiel de faire passer les tâches liées aux soins, qui sont importantes pour toute la société et ont une forte influence sur sa cohésion, du domaine de la responsabilité privée à celui de la responsabilité politique. En ce qui concerne l'enjeu de la parité dans la représentation politique, l'égalité réelle, traduite dans la législation, est une condition indispensable à la consolidation de la démocratie.

22. Par ailleurs, les femmes doivent mettre fin à la règle de l'exception et renforcer leur présence dans tous les domaines de la responsabilité politique, économique et académique; ceci est la seule façon de piloter le processus d'évolution vers une société égalitaire. Pour conclure, la Vice-Présidente a signalé que, tout comme elle devait sa fonction aux nombreuses femmes qui s'étaient battues dans le passé pour parvenir à ce type de responsabilité, chaque fois qu'une femme fait un pas en avant, ce sont toutes les femmes qui avancent. En effet, les véritables protagonistes sont toutes les femmes, y compris celles qui ne sont pas présentes et celles qui ignorent la tenue de cette Conférence.

23. La Présidente du Chili a souligné les efforts consentis pour ouvrir des espaces d'analyse de la situation des femmes ainsi que l'importance de toutes les activités menées en ce sens qui ont permis d'inscrire la politique relative à l'égalité entre les sexes, sous toutes ses formes, au centre de l'agenda des pays de la région. D'où son intérêt pour participer à la séance inaugurale de cette Conférence où il sera question d'équité au sein des sociétés de la région qui doivent devenir plus humaines et plus justes, combattre les abus de pouvoir et permettre l'égalité des chances entre toutes les personnes.

24. En ce qui concerne le pouvoir et les politiques publiques, elle a affirmé que son expérience personnelle démontre que le fait qu'un pays soit dirigé par une femme pouvait servir de catalyseur du changement social et même l'accélérer. La possibilité d'aborder le domaine public d'une perspective féminine est une aventure difficile mais intéressante, en particulier lorsqu'il s'agit d'intégrer la vision féminine et la vision masculine, ainsi que d'harmoniser les efforts qui portent sur les résultats et ceux qui portent sur la façon de réaliser des objectifs. En tout état de cause, il est indéniable que les hommes, tout comme les femmes, rejettent maintenant les routines vides de sens et souhaitent modifier le modèle qui a prévalu jusqu'à présent.

25. Il est indispensable que les femmes soient présentes en plus grand nombre dans le domaine public; c'est pourquoi il est particulièrement satisfaisant de constater que cette Conférence aborde l'étude des mesures d'action positive. L'incorporation nécessaire des femmes à la politique passe par l'adoption de mesures spéciales, qui se justifient pleinement parce qu'elles ont une valeur en soi et parce qu'elles permettent la contribution de la perspective sexospécifique aux politiques publiques dans tous les domaines d'action de l'État. Convaincu que la participation des femmes en politique contribue à une meilleure représentativité des institutions, le Gouvernement du Chili se propose d'adopter, dans les prochains mois, des mesures concrètes pour faciliter l'accès des femmes aux fonctions publiques.

26. En ce qui a trait à l'autre thème central de la Conférence, la Présidente a affirmé que la contribution des femmes au monde du travail est fondamentale. L'une des carences de la région sur le plan compétitif qui entrave le développement des pays est précisément la discrimination à l'égard des femmes qui se manifeste par le nombre important d'obstacles qui freinent son intégration dans le domaine du travail. La société actuelle n'est pas une société d'hommes et de femmes libres: la liberté exige avant tout de mettre l'accent sur le changement culturel pour lequel de nombreuses générations de femmes se sont battues et qui est aujourd'hui plus que jamais à notre portée.

27. Le Président de l'Équateur a fait part de sa grande admiration à l'égard des personnalités féminines qui ont joué un rôle déterminant dans le processus d'indépendance et que l'histoire officielle du pouvoir passe sous silence, des femmes qui se sont distinguées dans les domaines littéraire, artistique, social, politique et du combat féministe de la région, ainsi que les femmes pionnières qui ont occupé des fonctions de premier plan dans l'administration publique de leur pays. Toutes ces femmes ont marqué de leur empreinte un processus grâce auquel, malgré leur marginalisation traditionnelle, elles sont devenues des protagonistes de l'histoire qui les avait ignorées.

28. Le Président a ensuite énuméré une série de mesures concrètes adoptées par son gouvernement pour favoriser l'égalité entre les sexes et contribuer à une société plus juste et solidaire. À titre d'exemples, il a cité l'exigence de parité dans les listes présentées à l'Assemblée nationale constituante et l'attribution de la moitié des fonctions ministérielles à des femmes; l'octroi d'un bon d'insertion sociale destiné à reconnaître le travail ménager des femmes les plus pauvres et vulnérables; l'augmentation du salaire minimum des employées de maison afin de l'aligner sur celui des autres travailleurs; la mise en œuvre de programmes productifs et la création de crèches, également orientés vers les femmes à moindre

revenu, ainsi que les projets de réduction de la mortalité maternelle et de prévention et traitement du VIH/sida, dont la plupart des victimes sont des femmes.

29. Le Président a terminé son intervention en soulignant que le changement culturel nécessaire à l'éradication définitive des inégalités est un processus quotidien et permanent qui doit se baser autant sur la législation que sur l'action des femmes; il a lancé un appel pour que les citoyens et citoyennes s'unissent dans l'effort de construction d'un avenir de dignité, d'équité et de démocratie.

30. Cette intervention a mis fin à la cérémonie inaugurale.

31. La Directrice générale adjointe de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a ensuite pris la parole pour aborder essentiellement trois thèmes. Le premier est l'importance de la coopération interinstitutions et la collaboration entre les États. L'OIM a travaillé en étroite collaboration avec la CEPALC et les pays de la région dans la prestation de services d'assistance technique sur les droits humains des migrants, en particulier sur les droits des femmes qui émigrent de leur pays d'origine. En deuxième lieu, elle a signalé que l'une des principales préoccupations de l'OIM est la vulnérabilité des migrantes qui sont quotidiennement victimes de la discrimination, privées de protection sociale et d'accès aux services de santé et d'éducation. Les femmes migrantes, en particulier lorsqu'elles travaillent dans le secteur informel, sont celles qui réalisent les tâches les plus dévalorisées, les plus difficiles et les plus dangereuses, celles dont personne ne veut se charger dans le pays de destination.

32. Elle a ajouté, en troisième lieu, que le moment était venu de reconnaître la valeur du travail domestique non rémunéré des femmes. Plusieurs gouvernements avaient déjà commencé à envisager la possibilité d'établir un salaire minimum pour les femmes au foyer; pour ce faire, ils doivent d'abord déterminer le montant qu'ils sont disposés à payer. La sécurité salariale est, à cet égard, un aspect prioritaire, de même que la nécessité de prendre en considération les femmes qui ne sont pas en mesure d'exiger le respect de leurs droits, une politique adéquate en matière de rémunération du travail étant inconcevable en l'absence de normes qui régissent leur situation. Les gouvernements et les ministères chargés de la sécurité sociale et de la politique de l'emploi doivent donc adopter ce nouveau paradigme selon lequel il faut également tenir compte de la contribution des femmes qui restent au foyer. Le moment est venu de conjuguer nos efforts pour provoquer les changements nécessaires; si cette Conférence peut contribuer, à quelque degré que ce soit, à la réalisation de ces changements, elle pourra être considérée comme un grand succès.

Présentation du document de position "La contribution des femmes à l'égalité en Amérique latine et dans les Caraïbes" (point 4 de l'ordre du jour)

33. Le secrétariat de la CEPALC a présenté le document de position intitulée "La contribution des femmes à l'égalité en Amérique latine et dans les Caraïbes". La cheffe de l'Unité Femmes et développement a rappelé aux participants que le Bureau avait décidé d'aborder, pendant cette dixième Conférence régionale, deux thèmes stratégiques: la participation politique et la parité entre les sexes à tous les niveaux des processus de prise de décision, et l'analyse de la contribution des femmes à l'économie et la protection sociale, en particulier en ce qui concerne le travail non rémunéré. Ce document est le fruit des contributions de réseaux de femmes, d'analyses académiques, d'études réalisées par l'Unité Femmes et développement, de deux forums virtuels (un en anglais et un en espagnol) et de trois réunions sous-régionales préparatoires durant lesquelles la teneur du document et les orientations futures de recherche et de politiques ont été examinées en détail. Le document démontre clairement que les deux thèmes choisis sont en réalité les deux faces d'une même médaille; en effet, l'inégalité entre les sexes dans les processus de prise de décision et la



contribution économique des femmes sont étroitement liées à deux grands volets de la société actuelle, à savoir la démocratie et le développement économique et social.

34. L'information relative à la pauvreté et à l'emploi présentée dans le document illustre l'une des formes les plus graves de l'inégalité dans une région qui, par ailleurs, est la moins équitable au monde: l'inégalité dans la répartition du revenu. À une époque où l'écart entre les taux de participation à l'emploi des femmes et des hommes se réduit de plus en plus, la différence entre les taux respectifs de chômage et les rémunérations des deux sexes reste particulièrement préoccupante. Le fait que la moitié des femmes en âge actif ne reçoit aucun revenu fait ressortir une superposition entre l'inégalité économique et l'inégalité dans la distribution du pouvoir. Les femmes qui travaillent ne font pas seulement une contribution à l'économie, ainsi qu'à l'éducation, aux soins et au développement de leur famille; elles contribuent également au développement d'une modalité autonome de citoyenneté et d'une capacité de négociation qui leur permet de dire "non" à la violence et à la maltraitance.

35. Pour autant, la réalisation de la parité est devenue, en définitive, un aspect qui revêt le plus grand intérêt pour la société démocratique, dont la pérennité est menacée par l'exclusion des femmes. Il ne s'agit pas seulement d'un défi pour la démocratie formelle et institutionnelle mais aussi pour la gouvernance dans son ensemble. Le concept évoque un ancien slogan du mouvement féministe, "le personnel est politique" qui faisait référence à la nécessité de mettre fin à la division entre la structure politique-institutionnelle et la famille, et d'avoir recours à des instruments législatifs pour surmonter l'inertie culturelle et confier à l'État la fonction de protéger les droits des femmes conçus comme partie intégrante des droits citoyens. Certes, les lois relatives à l'action affirmative et aux quotas ne sont pas des panacées mais elles constituent néanmoins l'un des instruments les plus efficaces identifiés jusqu'à présent. L'objectif général est de modifier les relations sociales entre les hommes et les femmes, en particulier au sein des institutions fondamentales de la famille, l'État et le marché, dans un contexte amiable dans lequel tous deux puisse partager non seulement le pouvoir mais aussi des responsabilités de prise en charge des soins. Les services de soins répondent à un besoin humain et ne peuvent être remplacés par les progrès technologiques ou par le savoir. Les femmes dont les revenus sont plus élevés peuvent engager des femmes pauvres qui se chargent de ces services et se voient donc dans l'obligation de prendre en charge d'autres familles, en plus de la leur. Certains politiciens ont commencé à se rendre compte que le congé parental, les services de prise en charge des enfants et d'autres bénéfices similaires ne peuvent être conçus comme une sorte d'altruisme à l'égard des femmes considérées comme dépendantes de leurs conjoints, mais bien comme une façon de stimuler le développement simultané des hommes et des femmes.

36. Il est signalé dans le document que la logique présumée de l'altruisme transforme, les tâches de soins en une forme de subordination et que, par conséquent, ce type de prise en charge doit être assumé par les deux sexes. L'examen détaillé de cette question obéit à la nécessité de se concentrer sur l'importance de la redistribution du temps disponible et sur les responsabilités familiales, ainsi que d'aborder la situation des employées domestiques qui constitue un miroir grossissant de toutes les formes d'exclusion abordées dans le texte.

37. M. Carlos Álvarez, Président de la Commission des représentants permanents du Mercosur et Mme Rachel Mayanja, Sous-Secrétaire générale et Conseillère spéciale pour la parité des sexes et la promotion de la femme, ont ensuite commenté le document.

38. Le Président de la Commission des représentants permanents du Mercosur a fait remarquer que des acquis comme la loi sur les quotas sont le fruit de la volonté des femmes de poursuivre un objectif commun au-delà des questions partisans. La présence, au sein des gouvernements, d'interlocuteurs plus flexibles et plus ouverts ainsi que les marges accrues d'autonomie pour formuler des plans de

développement à moyen et à long terme visant à la construction de démocraties élargies et inclusives, et le remaniement des systèmes de partis qui font désormais place à une construction du pouvoir plus collective et proche des gens, s'éloignant des structures traditionnellement machistes, constituent une occasion unique de consolider d'aller plus loin dans les progrès acquis sur la base de stratégies communes.

39. L'orateur a mis l'accent sur l'écart considérable qui sépare les femmes des secteurs à revenus moyens et élevés, qui ont eu de plus grandes possibilités de formation et de développement personnel, de celles qui sont les plus touchées par l'inégalité en raison de leur situation de pauvreté et de marginalité. C'est sur ces dernières que doivent être ciblées les politiques afin de créer des sociétés plus libres et plus justes. Il a ajouté à cet égard qu'à une époque marquée par la transnationalisation des affaires et des finances, les combats politiques et sociaux vont rarement au-delà des frontières nationales, ce qui a modifié les rapports de force au détriment des secteurs les plus défavorisés. Il est donc essentiel que les femmes participent au processus d'intégration dans le cadre d'un programme concret à court terme articulé à l'échelon régional. Il faut également que le débat sur la qualité de la démocratie tienne compte de la contribution que représente la présence de femmes dans les fonctions politiques.

40. La Sous-Secrétaire générale et Conseillère spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour la parité des sexes et la promotion de la femme a mis l'accent sur la participation croissante des femmes au processus de prise de décision au sein des pouvoirs législatif et exécutif. Le système de quotas est le mécanisme qui a le plus contribué à favoriser la participation des femmes au Parlement; il ne constitue certes pas une solution magique mais un mécanisme de soutien qui donne de bien meilleurs résultats lorsqu'il est appliqué conjointement avec d'autres mesures. Pour pouvoir assumer efficacement leurs fonctions au sein du parlement, les femmes doivent apprendre les règles du jeu et les appliquer dans le but de provoquer des transformations. Elles doivent également commencer à modifier ces règles et recevoir une formation en ce sens, tout en apprenant à forger des alliances stratégiques avec d'autres femmes ainsi qu'avec les hommes.

41. La participation au processus de prise de décision est une question de droits humains puisque les femmes ont le droit d'être représentées et de participer, et ce dans tous les domaines y compris la famille, la communauté et le pays, ainsi qu'à l'échelon régional et international.

42. L'intervenante a ensuite évoqué une série de questions sur lesquelles elle a attiré l'attention des participants: la nécessité de créer des conditions qui favorisent le soutien à la femme et facilitent son activité; l'adoption de lois relatives à l'égalité des chances et à la non-discrimination; l'adoption de mesures effectives de lutte contre toutes les formes de violence à l'égard des femmes; l'utilisation de systèmes équitables et transparents de sélection, d'évaluation des résultats et de promotion dans le milieu professionnel; la garantie d'une égalité des chances dans l'accès à la formation; l'adoption de mesures qui garantissent l'égalité des salaires pour un même travail et des horaires flexibles; l'adoption d'un engagement en faveur de l'égalité entre les sexes; la prestation de formation spécialisée pour les femmes en matière de formulation et débat des politiques publiques, création de réseaux, planification stratégique, rhétorique et mobilisation de ressources; la création de réseaux entre femmes qui occupent des fonctions de haut niveau et celles qui souhaitent exercer ces mêmes fonctions; ainsi que la reconnaissance du fait que les dirigeantes doivent, tout au long de leur parcours professionnel, soutenir activement d'autres femmes. À ce propos, plusieurs pays ont déjà créé des registres ou des bases de données contenant des informations relatives aux femmes qui exercent des fonctions de haut niveau, ce qui peut constituer un bon exemple. Finalement, il est souhaitable que les dirigeantes établissent des partenariats stratégiques avec les hommes qui sont disposés à soutenir résolument la participation des femmes et un traitement égalitaire.

Intervention de la représentante des organisations non-gouvernementales

43. Au nom des organisations non-gouvernementales participant à la Conférence, Mme Ximena Machicao, du Réseau d'éducation populaire entre femmes (Red de Educación Popular entre Mujeres) a procédé à la lecture de la Déclaration de Quito du Forum des réseaux, articulations et campagnes féministes de l'Amérique latine et des Caraïbes. Cette déclaration réitère la conviction selon laquelle la démocratie politique et ses institutions peuvent garantir le caractère effectivement universel des droits humains. L'instance offerte par la Conférence régionale a été déterminante pour renforcer l'égalité et l'équité, même si celles-ci restent probablement encore insuffisantes. La présence des organisations réunies dans ce réseau obéit donc au désir de convaincre les participants à la Conférence que les mesures à prendre sont des politiques de redistribution de la richesse plutôt que des politiques ciblées sur la pauvreté car la volonté collective est de parvenir à l'inclusion, à la justice sociale, au pluralisme interculturel et à la non-discrimination.

44. Les démocraties des pays de la région ne sont pas encore parvenues à un équilibre minimum dans le rapport entre le gouvernement et la société civile et la réalisation de programmes sociaux à des fins clientélistes continue de constituer une violation des droits politiques de la population, et en particulier de ceux des femmes. L'oratrice a notamment demandé la signature et la ratification de la Déclaration universelle sur les droits des peuples autochtones, la création d'une instance permanente pour les afrodescendants, le respect des dispositions du Programme d'action de Beijing de la part de tous les États, ainsi que de la Convention 183 de l'Organisation internationale du travail sur la protection de la maternité des femmes qui travaillent. Pour conclure, elle a invité tous les participants à s'unir à la lutte des organisations non-gouvernementales contre tout type de fondamentalisme, dont les principales victimes sont les femmes et l'ensemble des sociétés démocratiques.

45. Des représentantes d'organisations non-gouvernementales et des délégations de l'Argentine, du Brésil, du Chili, de la Colombie, du Costa Rica, l'Équateur, du Guatemala, du Honduras, de la Jamaïque, du Mexique, du Paraguay, du Pérou, de Porto Rico, de la République bolivarienne du Venezuela, de la République dominicaine, de Saint-Kitts-et-Nevis et de l'Uruguay ont ensuite exprimé leurs vues sur le document analysé.

46. Plusieurs déléguées se sont accordées à reconnaître l'importance considérable des deux questions abordées dans le document et le fait que les analyses respectives reflètent clairement les inégalités existantes dans la région. L'étude met en relief les rapports existants entre la parité et l'économie de soins et décrit les résultats et les enjeux correspondants en matière d'équité. La démarche est basée sur le concept de droits humains des femmes et sur le rôle de premier plan joué par celles-ci dans le développement social. Le document constitue donc un véritable agenda de travail pour l'avenir.

47. En ce qui concerne la parité, les intervenants ont souligné l'efficacité du mécanisme des quotas. Même si le concept de parité va au-delà de ce mécanisme d'action affirmative, l'étude illustre clairement son incidence sur la promotion des femmes dans le secteur public. La disparité entre le niveau de participation des femmes à l'activité politique et leur présence dans des fonctions aux différents niveaux du gouvernement n'est que le reflet de leur sous-représentation et souligne la pertinence de réformes législatives visant à résoudre ce problème et parvenir à une répartition égalitaire du pouvoir.

48. L'application de la perspective de genre au domaine de la famille constitue un enjeu de la plus haute importance. Par ailleurs, l'économie de soins est devenu plus visible: On reconnaît désormais que le travail non rémunéré des femmes constitue un phénomène considérable dont la contribution au capital social est particulièrement importante. Lorsque la contribution des femmes aux différents types de soins

pourra être quantifiée, il ne fait nul doute que les chiffres pertinents vont avoir une grande influence sur le PIB du pays et contribueront à renforcer la reconnaissance de la contribution des femmes.

49. Plusieurs déléguées se sont également félicitées du fait que la situation des femmes qui travaillent comme domestiques ait été prise en compte. En effet, bien que facilitant la promotion d'autres femmes, elles se trouvent dans une situation d'infériorité par rapport aux autres travailleuses en termes de salaires et de protection sociale; il est donc indispensable de leur reconnaître les mêmes droits. Le pouvoir exercé par les femmes appartenant aux classes moyennes et élevées sur les femmes qui travaillent dans leurs foyers conduit à une remise en question de la condition humaine de ces dernières puisque les mêmes injustices condamnées à l'échelon social se reproduisent souvent dans le cadre domestique. Il faut, par ailleurs, apporter un soutien aux femmes marginalisées et aux organisations populaires afin qu'elles puissent communiquer directement leurs problèmes sans avoir à passer par l'intermédiaire d'autres femmes.

Activités menées par le Secrétariat de la CEPALC et le Bureau de la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes depuis la neuvième Conférence régionale (point 3 de l'ordre du jour)

50. La Présidente sortante de la Conférence régionale a présenté un rapport des activités menées durant la période 2004-2007. Elle a d'abord rappelé que les États Membres avaient réaffirmé, à la neuvième Conférence, leur volonté d'adopter des mesures visant à garantir le développement et la promotion des femmes de tous les âges, ainsi que de reconnaître la valeur économique du travail domestique non rémunéré et du travail productif, et d'encourager l'adoption de politiques permettant de concilier les responsabilités découlant des activités familiales et professionnelles. Ces engagements, ainsi que les accords compris dans le Consensus de Mexico, ont été ratifiés par la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes à l'occasion de sa trentième session tenue à San Juan, Porto Rico, du 28 juin au 2 juillet 2004. Depuis lors, les États Membres de la Conférence ont oeuvré de manière suivie pour matérialiser l'application des accords et honorer les engagements contractés dans le cadre de l'agenda régional sur l'égalité entre les sexes.

51. La participation de représentants des mécanismes pour la promotion des femmes au sein des délégations officielles des États Membres à la trentième et à la trente et unième session de la CEPALC mettent en évidence le rôle important de ces mécanismes dans la mise en oeuvre des accords adoptés par le Bureau de la Conférence régionale. Les gouvernements représentés au sein du Bureau ont également participé de façon très active aux trois dernières sessions de la Commission de la condition de la femme et, dans le cadre de cette instance, à la deuxième évaluation du Programme d'action de Beijing. La présence de nombreux mécanismes nationaux d'Amérique latine et des Caraïbes au sein des groupes de travail et dans les débats de la Commission rend compte de la ferme volonté politique des gouvernements de la région et de la structure juridique et institutionnelle solide qui y a été mise sur pied.

52. Les quatre réunions du Bureau effectuées durant la période envisagée ont constitué un espace privilégié de communication et d'échanges d'expériences entre les pays. Elles ont également facilité la création de synergies entre les mécanismes nationaux de promotion des femmes, permettant de ce fait la prise en compte de leurs préoccupations et de leurs intérêts. En fait, au cours des trente dernières années, les mécanismes nationaux ont participé aux forums intergouvernementaux destinés à mettre en place un canevas régional qui, avec la volonté politique des gouvernements, leur permette de se consolider en tant qu'instances dirigeantes en matière d'égalité entre les sexes au sein et hors de leurs propre pays. Le renforcement de ce canevas a lui-même contribué à la consolidation d'instances régionales dans le cadre des mécanismes d'intégration économique. Le fait que bon nombre de femmes ayant participé à ces forums occupent aujourd'hui des fonctions de haut niveau dans la prise de décision dans d'autres

domaines publics ou au sein d'organismes internationaux démontre que la Conférence a servi à étayer l'action et les capacités de gestion de celles qui y avaient participé et qui continuent d'y participer.

53. La cheffe de l'Unité Femmes et développement a présenté le rapport des activités réalisées durant la période envisagée par le secrétariat de la CEPALC pour tenter de donner un caractère transversal à la perspective de genre dans le processus de développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes. Les résultats obtenus grâce à ces activités sont le produit des synergies activées par l'effort et l'action de multiples agents. En ce sens, la fonction du Bureau et de la CEPALC dans son ensemble est de servir de catalyseur de la spirale de résultats émanant des réseaux étendus et autres structures de collaboration à l'oeuvre dans ce domaine. La CEPALC et, en son sein, l'Unité Femmes et développement, ne constituent pas seulement des mécanismes; elles prêtent également une assistance technique et un soutien logistique au réseau fédérateur qu'est devenu le Bureau dans les faits, ainsi qu'à toute la constellation d'organismes et d'organisations qui travaillent dans le même sens.

54. Dans ce contexte, les activités menées durant la période 2004-2007 ont eu une influence notable sur les politiques publiques. En effet, elles ont contribué au renforcement des mécanismes de promotion des femmes, en particulier par le biais d'activités destinées à en garantir la durabilité et la continuité; elles ont favorisé le perfectionnement du système de sécurité sociale et des politiques de protection, de même que d'autres politiques sectorielles; elles ont permis d'effectuer un suivi des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement; de progresser dans la mise au point et l'application d'indicateurs de l'égalité entre les sexes; de contribuer à la gouvernance et aux politiques de participation; et de favoriser le respect des droits humains tout en encourageant l'adoption de mesures visant à mettre fin à la violence de type sexiste.

55. Les activités en matière d'indicateurs et de statistiques selon le genre ont été possibles grâce à la vaste capacité de la Commission en matière d'analyse statistique. La convergence entre les efforts de l'Unité Femmes et développement et ceux de la Division des statistiques et des projections économiques s'est traduite par la récente création d'un groupe de travail sur les statistiques selon le genre dans le cadre de la Conférence statistique des Amériques, qui a notamment pour but de favoriser les efforts de systématisation des statistiques nationales en tenant compte des considérations de genre et d'encourager la réalisation d'enquêtes sur l'utilisation du temps. En ce qui concerne la production et l'application de connaissances, plusieurs études ont été menées sur un éventail de questions qui comprennent notamment les politiques relatives à la pauvreté et à la lutte contre la pauvreté; la politique sociale; la sécurité sociale et la pension; l'emploi et surtout le travail non rémunéré des femmes; la parité et la participation politique, ainsi que les droits humains et la violence de type sexiste. Finalement, la cheffe de l'Unité a communiqué la signature récente d'un accord entre le gouvernement de l'Espagne, le Fonds de développement des Nations unies pour la femme (UNIFEM) et la CEPALC visant à l'adoption de mesures qui permettraient de concrétiser graduellement la création d'un observatoire de l'égalité entre les sexes qui collaborerait avec les pays.

Analyse de la contribution des femmes à l'économie et la protection sociale, en particulier en ce qui concerne le travail non rémunéré (point 5 de l'ordre du jour)

56. Le panel 1 a été animé par Mme María Gabriela Núñez, Secrétaire présidentielle pour la femme du gouvernement du Guatemala, avec la participation de Mmes María de los Ángeles Durán, licenciée en sciences politiques de l'Université de Madrid, Saskia Sassen, professeur de sociologie de l'Université de Chicago et Casimira Rodríguez, travailleuse domestique quechua, dirigeante syndicale et ex Ministre de la justice de la Bolivie.

57. María de los Ángeles Durán a invité les participantes à se demander dans quelle mesure la connaissance qu'ont actuellement les femmes sur la réalité et sur elles-mêmes, connaissance construite du point de vue social et historique comme tout savoir, leur avait été imposée de l'extérieur. Les instruments de planification politique et les indicateurs utilisés pour mesurer la situation ont également été conçus sans la participation des femmes et constituent des miroirs déformants. Les 24 heures qui composent une journée sont une ressource uniforme pour tous; néanmoins, une partie du temps des femmes leur est expropriée pour réaliser des tâches domestiques pour lesquelles elles ne sont pas rémunérées.

58. Le développement des enquêtes sur l'utilisation du temps met en évidence la contribution économique de ce travail, naguère ignoré dans les statistiques. L'objectif est aujourd'hui de briser ce miroir déformant et d'élaborer une nouvelle conception de l'économie et de la société dans laquelle la femme occuperait une place plus juste. Pour ce faire, il est indispensable de perfectionner le rapport entre les droits et les obligations, ainsi que la redistribution du temps dans la famille et dans la société. Il faut tenir compte du fait que le coût résultant de la substitution par des services publics du travail injustement assumé par les femmes dans le domaine privé pose des problèmes budgétaires et fiscaux extrêmement complexes, qui sont d'autant plus pressants que le vieillissement des sociétés implique une augmentation considérable de la charge que représentent les soins des personnes âgées.

59. Saskia Sassen a estimé que l'analyse du travail non rémunéré doit dépasser la perspective individuelle traditionnelle et s'insérer dans un cadre plus systémique, concept qu'elle a illustré par différents cas concrets. En premier lieu, le "sujet féminin" invisible et relégué au deuxième plan inclut désormais certains hommes comme dans le cas des immigrants latino-américains aux États-Unis, qui disparaissent derrière des femmes qui sont devenues des acteurs sociaux de la famille, et se chargent de l'interaction avec l'appareil de l'État, gagnent de meilleurs salaires et facilitent le séjour dans le pays de destination. En deuxième lieu, certaines situations d'exploitation, dont l'examen se limite habituellement à la victime et l'exploiteur, relèvent en fait de systèmes beaucoup plus vastes qu'il est nécessaire d'appréhender à l'aide d'instruments théoriques et empiriques adéquats. Par exemple, une série de circuits dont la plus-value est énorme ont été construits aux dépens des femmes victimes du trafic de personnes et qui ne peuvent manifestement pas être décrites comme des personnes exploitées qui effectuent un travail à faible valeur ajoutée.

60. En troisième lieu, certaines modalités de travail non rémunéré associées à l'exploitation stratégique des différences de genre ne peuvent être appréciées qu'au niveau systémique, en particulier lorsqu'il s'agit de femmes à revenus élevés. Dans un monde financier globalisé capable de transformer en actifs des éléments inespérés, la subjectivité spécifique des femmes est très appréciée pour les tâches d'intermédiation culturelle entre des investisseurs ou dans le domaine des relations internationales. En quatrième lieu, les travailleuses domestiques qui travaillent dans les foyers de femmes qui ont un emploi soumis à de fortes exigences professionnelles relèvent, non pas d'un type de servitude, mais d'une infrastructure stratégique indispensable au fonctionnement de ces familles. Ce genre de corrélation analytique permet de comprendre la problématique du capitalisme actuel, dans laquelle les hommes et les femmes sont soumis à la même logique de maximisation du bénéfice qu'on peut en retirer.

61. Casimira Rodríguez a parlé du cas des employées de maison, actuellement réunies au sein de la Confédération latino-américaine et des Caraïbes des employées de maison, et à leur combat pour la dignification et la professionnalisation de leur travail, la promotion de réformes législatives qui alignent leurs droits sur ceux des autres travailleurs, l'accès à la formation et la conscientisation de leur employeurs en ce qui concerne leurs droits et obligations respectifs, ainsi que pour défendre leurs collègues victimes d'abus. L'organisation mise en place a permis d'apprécier les progrès réalisés, notamment avec l'approbation de la loi de régulation du travail domestique salarié en Bolivie, de même

que les difficultés qui subsistent, comme par exemple l'opposition de certains parlementaires aux projets élaborés par les syndicats en matière d'horaire et de rémunération minimale; la perpétuation de normes qui légitiment, de façon indirecte, les horaires prolongés et les bas salaires; le manque de respect de la législation pertinente; la persistance de la maltraitance ou d'un traitement discriminatoire, paternaliste et arbitraire de la part de certaines patronnes, auxquels s'ajoutent des préjugés ethniques et raciaux; le mépris de la société en général vis-à-vis de la contribution et du rôle des travailleuses; le manque d'accès à la protection sociale voire, dans certains cas, la privation de liberté ou l'exploitation sexuelle. Selon les intéressées elles-mêmes, les femmes qui les emploient, avec lesquelles il n'existe pratiquement pas de communication, ne les considèrent pas comme des personnes et les voient même comme des ennemies, ce qui empêche la réalisation d'une véritable justice sociale. L'enjeu, pour l'avenir, consiste à forger des alliances avec les autres femmes, afin de passer des revendications syndicales à un combat plus général en faveur du respect des droits de toutes les femmes.

62. Au cours du débat, les représentantes des délégations de l'Argentine, de la Bolivie, du Brésil, du Chili, du Costa Rica, de Cuba, d'Équateur, du Guatemala, du Honduras, du Mexique, de la République bolivarienne du Venezuela et de la République dominicaine ont pris la parole et souligné la nécessité de donner une plus grande visibilité au travail domestique non rémunéré, tout en mentionnant certaines des difficultés pratiques rencontrées dans ce domaine. Les hommes doivent assumer une partie des tâches ménagères et de soins, non pas dans le but d'apporter une aide aux femmes mais en tant qu'expression d'une redistribution authentique du travail inscrite dans le cadre de réformes législatives visant à soutenir ce processus. Plusieurs représentantes ont indiqué qu'il fallait également tenir compte du travail non rémunéré des femmes dans le secteur agricole et dans les petits établissements commerciaux familiaux; d'autres ont fait remarquer que la professionnalisation du travail domestique rémunéré est une bonne stratégie pour le revaloriser au sein de la société et accroître l'estime personnelle des travailleuses.

63. Le panel 3 a été animé, durant la séance du matin, par Mme Yolanda Ferrer, Secrétaire générale de la Fédération des femmes cubaines, et dans l'après-midi par Mme Faith Webster, Directrice exécutive a.i., du Bureau des affaires féminines de la Jamaïque. Ont participé à ce panel Mmes Ida Le Blanc, Secrétaire générale de l'Union nationale d'employées de maison de la Trinité-et-Tobago et Jeannette Sánchez, Ministre du bien-être social de l'Équateur.

64. Ida Le Blanc a expliqué que le syndicat qu'elle représentait avait été créé en raison de la prise de conscience croissante de l'exploitation dont étaient victimes les employées domestiques, en particulier de celles qui vivent au domicile même de leur employeur. L'Union avait décidé d'incorporer également une vaste gamme d'autres travailleurs à faible revenu, qui demandaient de plus en plus que le syndicat la représente en cas de licenciement abusif, de violation du droit à la maternité, d'indemnités et de réductions de personnel. Après des années de lutte, l'Union s'était affiliée au Centre national des syndicats, bien que les employées de maison ne soient pas encore reconnues dans la législation sur les relations industrielles. En violation de la Convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical de l'Organisation internationale du travail, cette loi exclut les employées de maison, ce qui implique que 9 867 personnes, selon les statistiques officielles, et 15 000, selon d'autres sources, se trouvent actuellement privées du droit de faire appel en cas de licenciement abusif.

65. Il est important d'accorder une attention prioritaire à la situation des employées de maison qui sont celles qui s'occupent des soins et de l'éducation des enfants dans la société. En effet, elles se chargent, entre autres tâches, du soin des enfants de leurs employeurs ainsi que des membres plus âgés de la famille, activité qui n'est pas reconnue et, pire encore, n'est pas valorisée au sein de la société. Les employées domestiques permettent à d'autres femmes de poursuivre une carrière en étant mères et épouses; elles n'ont pourtant pas le droit de prendre leur retraite et sont victimes de maltraitance verbale,

voire d'abus sexuels. Dans la plupart des cas, elles sont discriminées par d'autres femmes. Par conséquent, la seule façon de garantir l'égalité de droit à toutes les femmes est manifestement de partir de la base et d'assurer à toutes les femmes un traitement juste. Les gouvernements ont une responsabilité à l'égard des travailleuses domestiques qu'ils doivent cesser de traiter comme des citoyennes de deuxième classe et doivent reconnaître le droit de tout un chacun à la protection des lois du travail.

66. Jeanette Sánchez a affirmé que certaines mesures, bien que timides, avaient été adoptées en Équateur en matière de services domestiques. Elle a mentionné, en particulier, l'approbation d'un relèvement de 50% du salaire minimum et la décision d'adopter un salaire minimum applicable à toutes les catégories de travailleurs à partir de 2008. En Équateur, le travail domestique non rémunéré est reconnu comme travail productif depuis 1998 mais, dans la pratique, les progrès accomplis en ce sens sont très modestes, en particulier pour les femmes autochtones. Un des aspects les plus complexes de l'inégalité de genre est la division du travail en fonction du sexe. Les premières mesures à adopter doivent nécessairement viser à mettre en évidence le problème, à réduire la charge de travail des femmes et à encourager le partage des responsabilités entre hommes et femmes.

67. Le régime néolibéral n'a pas apporté de solution au problème de la pauvreté et les mesures adoptées dans ce domaine restent marginales et insuffisantes. L'inégalité persiste malgré l'adoption de mesures compensatoires. Les 10 % les plus pauvres de la population reçoivent 1 % du revenu, alors que les 10 % les plus riches reçoivent 44 % de ces revenus, situation aggravée par le fait que le pourcentage de femmes pauvres est supérieur à celui des hommes. Les principaux piliers de la nouvelle politique sociale sont l'inclusion économique, la garantie sociale de base et le développement de la citoyenneté. Le bon de développement humain d'une valeur de 30 \$ approuvé par le gouvernement constitue une modalité de transfert de revenus pour les 40 % les plus pauvres et représente également une compensation et une sorte de reconnaissance juste du travail des femmes, en particulier des femmes chefs de foyer. L'intervenante a également souligné la création d'un réseau de services destinés à venir en aide à ces ménages, notamment en ce qui concerne la prise en charge des enfants; de manière spécifique, un programme appelé "Personne ne doit avoir faim" ("Nadie con hambre") est actuellement appliqué en faveur des enfants et des personnes âgées. Beaucoup reste néanmoins à faire pour consolider le système de protection sociale et, d'une manière plus générale, pour parvenir à une égalité véritable entre les sexes.

La participation politique et l'égalité de genre à tous les niveaux des processus de prise de décision (point 6 de l'ordre du jour)

68. Le panel 2 a été animé par Mme Nilcéa Freire, Ministre du Secrétariat spécial des politiques pour les femmes du Brésil, avec la participation de Mmes Epsy Campbell, membre fondatrice du Réseau de femmes afro-caribéennes et afro-latino-américaines, et Soledad Murillo, Secrétaire générale des politiques pour l'égalité du Ministère du travail et des questions sociales de l'Espagne. Dans l'après-midi, ce panel a été animé par Mme Flavia García, Secrétaire d'État à la condition féminine de la République dominicaine.

69. Epsy Campbell a parlé du thème de la démocratie interculturelle paritaire qu'elle a définie comme le véritable enjeu démocratique du vingt-et-unième siècle. L'oratrice a commencé par se demander si le fait que les femmes soient parvenues à des fonctions élevées dans la structure du pouvoir avait effectivement contribué à donner de nouvelles chances aux victimes des formes extrêmes de discrimination, notamment aux femmes afrodescendantes. Bien que certains considèrent les quotas comme des instruments efficaces en faveur des femmes, le fait est que la démonstration n'en a pas encore été faite et que les caractéristiques culturelles, raciales et de classe des bénéficiaires n'ont pas encore été définies; l'efficacité réelle des quotas n'est donc pas encore clairement déterminée, essentiellement parce qu'ils n'ont pas encore été étudiés d'une perspective intragénérique adéquate. Il s'avère que le régime de



quotas ne bénéficie qu'une partie restreinte des femmes qui n'inclut pas les afrodescendantes dont l'exclusion pourrait continuer à s'aggraver. Il est donc indispensable de construire des États qui soient capables de répondre à leurs revendications d'inclusion et de modifier les règles du jeu en tenant compte de la diversité culturelle.

70. Le sexisme est en fait une forme de racisme qui contraste avec le faux universalisme selon lequel toutes les femmes connaissent une situation similaire et tous les hommes jouissent des mêmes privilèges. La notion de parité présentée dans le document de position peut être considérée comme un objectif qui mérite d'être atteint mais ce processus ne peut ignorer la perspective raciale et ethnique, deux concepts qui sont indispensables pour parvenir à une parité authentique, qui est la condition requise de toute démocratie véritable. L'enjeu consiste donc à construire un nouvel imaginaire collectif. En Amérique latine, les afrodescendants représentent 150 millions de personnes, soit un tiers de toute la population. Les données relatives à leurs conditions de vie et à celle des peuples autochtones donnent une image toute différente de la sous-région. On ne peut parler de démocratie si, sur les 650 législatrices de la région, 10 seulement sont afrodescendantes; ceci met en évidence l'importance d'adopter de mesures affirmatives directes destinées à créer une véritable démocratie interculturelle.

71. Dans son exposé, Soledad Murillo a indiqué que le gouvernement espagnol avait fait preuve d'une grande volonté politique pour légiférer sur le principe de parité et avait formé un cabinet paritaire composé d'un nombre exactement égal de femmes et d'hommes. Dans le gouvernement actuel, une femme a été désignée comme première Vice-Présidente et la présidence du tribunal constitutionnel est également exercée par une femme. Il est particulièrement important de reconnaître la parité en tant que droit car l'égalité ne concerne pas seulement les femmes; en fait, le traitement égalitaire des hommes et des femmes est l'indicateur le plus fiable d'une bonne démocratie dans les sociétés contemporaines. Il est indispensable d'adopter des lois qui permettent de corriger l'inégalité et ses conséquences mais, une fois promulguées, ces lois doivent être appliquées et respectées, ce qui exige l'affectation de fonds spéciaux.

72. Bien que majoritaires, les femmes sont traitées comme minoritaires, ce qui est incorrect et doit être condamné par les femmes elles-mêmes. Les minorités font l'objet de traitements préférentiels et de quotas qui constituent un excellent mécanisme qu'il ne faut pas fragiliser, mais la représentation est un droit constitutionnel et essentiel puisque la démocratie est synonyme de représentation de la majorité. Les quotas sont applicables aux minorités alors que la représentation est le principe applicable aux majorités. Les partis politiques imposent des exigences de mérite et de compétences pour les femmes mais ne font aucun effort pour démontrer que leurs partisans masculins répondent à ces mêmes exigences. Un traitement spécial tel que les quotas n'intéressent pas les femmes; elles sont des citoyennes de première classe et doivent agir en tant que telles. La souscription d'un pacte entre femmes constituerait un pas en avant important parce qu'il ne s'agit pas de concilier les responsabilités professionnelles et les responsabilités familiales sinon de les partager.

73. Les représentantes des pays suivants ont ensuite pris la parole au cours du débat: Argentine, Chili, Cuba, Équateur, Guatemala, Honduras, Mexique, Panama, Paraguay, Pérou, République bolivarienne du Venezuela, République dominicaine, Saint-Kitts-et-Nevis et Uruguay.

74. Le panel 4 a été composé par Mmes Gloria Ardaya, docteur en sociologie et professeur de la Bolivie, Rocío Villanueva, avocat et membre du Comité consultatif du Bureau de femmes parlementaires péruviennes et Line Bareiro, Directrice du centre de documentation et d'études du Paraguay. Le débat a été animé par Mme Laura Albornoz, Ministre-Directrice du Service nacional de la femme du Chili.

75. Gloria Ardaya a affirmé que la démocratie est un processus, un point de départ et non pas d'arrivée, qui conduit à la plénitude de la citoyenneté dans le cadre d'un État de droit et de pouvoirs publics disposés à protéger les droits des personnes et capables de mettre en oeuvre cette protection. Son pays connaît une crise de représentation associée à la formalité politique, à la carence d'institutions, aux corporatismes et à l'absence d'un espace public de débats et de concertation. Il est donc urgent de récupérer la politique, à savoir la création délibérée d'un avenir, et de reconstituer le sens d'appartenance et le pluralisme, avec les convergences et les divergences que cela implique, afin d'aborder les questions qui revêtent un caractère prioritaire pour le pays. L'oratrice a signalé que, malgré l'émergence de nouveaux acteurs publics, aucun n'est en droit de revendiquer la représentation de tous et les groupements citoyens et de peuples autochtones font preuve, en termes de la participation des femmes, de la même culture autoritaire et patriarcale des partis politiques. Ceci se traduit par une subordination des mérites, du leadership et des projets des femmes dans le domaine politique aux rapports personnels ou familiaux qu'elles ont avec les dirigeants et à leur inconditionnalité vis-à-vis de ces derniers. Bien que présentes depuis longtemps dans l'activité politique et dans tous les actes de fondation et refondation de la République, rares sont les femmes qui accèdent à des fonctions d'élues; elles ne suivent aucune formation pour suivre une carrière politique et n'y ont qu'une participation sporadique. La parité et l'application des quotas constituent un thème politique, pour lequel il doit exister une volonté politique qui a fait défaut jusqu'à présent.

76. Rocío Villanueva a évoqué le précédent constitué par la Déclaration d'Athènes, adoptée au premier sommet européen "Femmes au pouvoir", selon laquelle la démocratie et l'égalité exigent la parité dans la représentation et la gestion des nations; elle a également évoqué certains articles de constitutions de pays latino-américains qui font allusion à cet esprit paritaire. Même si la reconnaissance constitutionnelle ne garantit pas l'application des principes dans les faits, il est important d'analyser les dispositions pertinentes, d'autant plus que plusieurs pays de la région sont actuellement en plein processus de réforme constitutionnelle. L'intervenante a ensuite présenté une synthèse des plaintes judiciaires déposées pour non-respect des normes en matière de quotas auprès des tribunaux internationaux et des débats sur le caractère constitutionnel de ces dispositions à l'échelon national. Ces processus ont débouché sur une reformulation de la législation afin de garantir une parité réelle, à la ratification des dispositions ou la déclaration de leur inconstitutionnalité, selon le cas.

77. En ce qui concerne la présence de femmes au Parlement et dans les hauts tribunaux de justice, elle a signalé qu'à de rares exceptions près la participation des femmes dans les organes suprêmes du pouvoir judiciaire n'est pas ce qu'elle devrait être, même dans les pays où leur représentation est significative dans le pouvoir législatif. Ces organes sont des instances capitales de décision dont les femmes ne peuvent rester marginalisées.

78. Line Bareiro s'est félicitée de la réforme du code électoral du Costa Rica, approuvée à l'unanimité le 19 juillet 2007, selon laquelle les délégations, les listes et les instances doivent être composées de 50 % de femmes et de 50 % d'hommes. Dans toute la région, le mouvement de femmes avait mis l'accent sur une rédaction très précise des normes propres à garantir l'égalité effective entre les hommes et les femmes, y compris dans le domaine politique, égalité à la fois consacrée par certaines dispositions constitutionnelles. Les mesures relatives aux quotas incorporées aux lois électorales doivent être conformes à ces dispositions, ce qui ne fait qu'en souligner l'importance. Cependant, les lois ne peuvent pas, à elles seules, garantir la parité, comme le démontre la pratique dans les pays de la région. Pour que les quotas soient efficaces, il faut que trois conditions soient remplies: l'existence d'un État de droit qui garantissent l'exécution des normes; un mouvement de femmes capable d'exiger résolument le respect de leurs droits et des dispositions relatives aux quotas qui soient compatibles avec le système électoral du pays. Il faut également tenir compte du fait que ni les quotas ni la parité ne garantissent la qualité de la

représentation et ne font que reconnaître une différence qui existe réellement au sein de toutes les sociétés, à savoir la diversité sexuelle.

79. Un débat a ensuite été lancé sur le sujet, avec la participation de représentantes des délégations de l'Argentine, de la Bolivie, du Chili, du Costa Rica, de l'Équateur, du Guatemala, d'Haïti, du Honduras, du Mexique, du Paraguay, du Pérou, de la République dominicaine et d'organisations non-gouvernementales. Plusieurs délégations ont fait part de l'expérience de leur pays en matière de quotas et d'autres mesures législatives en faveur de la parité; elles en ont évalué les résultats et précisé les tâches futures, telles que la réforme qui permettrait d'éviter que les partis ne contournent l'application des normes. Il a également été question de la nécessité de cristalliser la participation égalitaire des femmes dans la constitution avant de procéder à l'adoption de nouvelles lois électorales, afin d'éviter que celles-ci ne soient dérogées sur la base de leur inconstitutionnalité. Les représentantes d'organisations non-gouvernementales ont évoqué les difficultés rencontrées pour parvenir à la parité, notamment le manque de femmes en nombre suffisant au sein des partis politiques. Plusieurs participantes ont partagé l'avis des membres du panel quant à l'importance fondamentale d'une répartition équitable entre hommes et femmes des fonctions de haut niveau du pouvoir judiciaire. Finalement, les participantes ont proposé de créer un observatoire qui serait chargé de contrôler et d'évaluer l'application des dispositions relatives à la parité entre les sexes dans les pays et qui, entre autres fonctions, pourrait se pencher sur l'étude des cas de harcèlement politique à l'égard des femmes qui occupent actuellement des postes de pouvoir.

80. L'après-midi, le débat en la matière a été modéré par Mme Lillian Boyce, Ministre de la santé et des services humains des îles Turques-et-Caïques, qui a souligné les grands progrès accomplis par les femmes des Caraïbes dans tous les aspects de la vie, dans tous les secteurs et à tous les niveaux. Les femmes jouent un rôle prépondérant dans toutes les Caraïbes, pratiquement sur tous les plans, à l'exception des fonctions soumises au scrutin public. Les Caraïbes peuvent, en effet, se targuer d'avoir le plus grand nombre de hautes fonctionnaires par habitant au sein des pouvoirs exécutif et législatif.

81. Ces femmes et beaucoup d'autres illustrent les progrès notables accomplis par les femmes des Caraïbes dans le domaine politique, auxquels vient s'ajouter un élément particulièrement positif, à savoir que les jeunes femmes de toute la région suivent cette tradition d'ascendance qui leur permettra de participer, à l'avenir, aux processus de prise de décision. Les femmes noires, en particulier les femmes noires des Caraïbes, sont devenues une des forces les plus déterminantes au monde, malgré les énormes limitations qu'elles ont dû surmonter; ignorer ce fait constituerait une profonde injustice pour les jeunes femmes et la prochaine génération de femmes.

#### Présentation des rapports nationaux et des institutions

82. Les États Membres et Membres associés suivants de la Commission ont présenté leurs rapports d'activités: Antigua et Barbuda, Argentine, Belize, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Équateur, El Salvador, Espagne, Guatemala, Haïti, Honduras, îles Turques-et-Caïques, Jamaïque, Mexique, Panama, Paraguay, Pérou, Porto Rico, République bolivarienne du Venezuela, République dominicaine, Saint-Kitts-et-Nevis, et Uruguay.

83. Les institutions suivantes ont également présenté leurs rapports d'activités: Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Institut international de recherche et de formation de la femme (INSTRAW), Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), Organisation panaméricaine de la santé (OPS), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Haut-Commissariat des Nations Unies pour les droits de l'homme (HCDH) et Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP).

### **Présentation de la Rapporteuse**

84. La rapporteuse a effectué une présentation orale des éléments qui seraient incorporés au rapport final de la Conférence et a précisé les délais qui seront appliqués pour sa considération et adoption de la part des pays.

### Examen et adoption des accords de la Conférence (point 7 de l'ordre du jour)

85. Le Consensus de Quito a été adopté par acclamation.

### **Séance de clôture**

86. Ont participé à la séance de clôture: Mme Laura Albornoz, Ministre-Directrice du Service national de la femme (SERNAM) du Chili, en sa qualité de rapporteuse, Mme Manuela Gallegos, Secrétaire nationale des peuples, des mouvements sociaux et de la participation citoyenne de l'Équateur et M. José Luis Machinea, Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

87. La Secrétaire nationale des peuples, des mouvements sociaux et de la participation citoyenne de l'Équateur a affirmé que le gouvernement de son pays s'est engagé, au cours du mandat présidentiel actuel, à adopter des mesures propres à induire des changements définitifs qui modifient pour toujours la vie de toutes les équatoriennes, sans possibilité de faire marche arrière. Le gouvernement avait proposé à la population une construction collective basée sur la reconnaissance du fait que la plupart des équatoriens sont privés du droit fondamental de connaître leurs droits, ce qui constitue un frein à une démocratie authentique. Il ne peut non plus avoir de liberté véritable tant que subsiste la pauvreté. Ces deux éléments obligent à une rupture radicale car les changements ne seront possibles que s'il existe des citoyens conscients de leurs droits et disposés à participer à la construction de leur pays.

88. Les droits des femmes sont déjà garantis par le gouvernement, résolument déterminé à promouvoir la réalisation des femmes, de manière pleine et authentique. Dans ce contexte, la tenue de la dixième Conférence régionale constitue une contribution précieuse à la révolution actuellement en cours en Équateur sur la base d'une vision de changement réel, de justice et de paix partagée.

89. Le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes s'est félicité du consensus obtenu qui reflète, à son avis, les progrès extraordinaires accomplis par le mouvement des femmes dans la région. Le Consensus, qui allait devenir la feuille de route de la Conférence au cours des trois prochaines années, était l'aboutissement de la convergence d'idées et de propositions de tous les acteurs sociaux et politiques qui y ont participé.

90. La Conférence représente un jalon dans l'évolution de la région, et ce à maints égards. En premier lieu, en raison de la participation de mandataires qui rend compte du degré d'engagement des gouvernements; un tel engagement permet d'augurer un avenir prometteur en ce qui concerne l'application des accords internationaux sur l'amélioration de la qualité et des conditions de vie des femmes de la région. En outre, la présence massive des femmes, dont les jeunes femmes, des femmes autochtones et afrodescendantes, membres du vaste mouvement féministe de la région, autorise à penser que nous sommes sur la bonne voie pour en arriver à conjuguer les demandes de reconnaissance et d'une plus grande équité avec la répartition de la richesse, des chances et du pouvoir.

91. La CEPALC est fière d'avoir pu contribuer à renforcer un agenda basé sur la conviction du fait que la parité et la reconnaissance de la contribution des femmes, par le biais du travail rémunéré et non rémunéré, sont des facteurs indispensables dans toute politique publique. La dixième Conférence régionale venait de démontrer, une nouvelle fois, que beaucoup reste encore à faire pour accélérer l'adoption de mesures dans différents domaines. Néanmoins, tous ces efforts permettront de parvenir à une amélioration réelle de la vie des femmes à moyen terme, faciliteront la réalisation des objectifs du Millénaire dans la région et la parité dans le domaine politique, sur le marché de l'emploi et au sein de la famille, dans le but ultime de venir à bout des privilèges et des discriminations.

92. En sa qualité de rapporteuse, la Ministre Laura Albornoz a soumis à l'approbation de la plénière le Consensus de Quito, qui a été adopté par acclamation.

### CONSENSUS DE QUITO

*Les gouvernements des pays participants à la dixième Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes, représentés par le niveau le plus élevé des Ministres ou mécanismes pour la promotion de la femme, réunis à Quito, Équateur, du 6 au 9 août 2007,*

1. *Considérant* que la population de l'Amérique latine et des Caraïbes est diversifiée, multiculturelle et multilingue, composée de peuples indigènes, d'afrodescendants, de métisses et de diverses ethnies, notamment,

2. *Rappelant* la résolution 605(XXX) de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, qui prend note du rapport de la neuvième Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes, réaffirmant les engagements issus du Consensus de Mexico, en particulier la nécessité d'évaluer et d'inverser les effets négatifs des ajustements structurels du travail rémunéré et non rémunéré, l'autonomie et les conditions de vie des femmes, et rappelant les accords adoptés aux trois réunions sous-régionales préparatoires de la dixième Conférence pour les Caraïbes, l'Amérique centrale et le Mexique, et l'Amérique du Sud, qui se sont tenues respectivement à St. John's (Antigua-et-Barbuda, Déclaration de Saint John's, annexe), en la ville de Guatemala et à Santiago du Chili au premier semestre 2007,

3. *Compte tenu* du fait que la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes est un organe subsidiaire de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes et que son Bureau exécutif a convenu lors de sa trente-neuvième séance que la dixième Conférence examinerait deux thèmes d'importance stratégique pour la région: i) la participation politique et la parité entre les sexes à tous les niveaux des processus de prise de décision et ii) la contribution des femmes à l'économie et la protection sociale, en particulier en ce qui concerne le travail non rémunéré,

4. *Réaffirmant* notre engagement à respecter et l'entière pertinence de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la Convention interaméricaine pour prévenir, sanctionner et éradiquer la violence contre la femme, des accords de l'Organisation internationale du travail relatifs à l'égalité ratifiés par les pays, du Programme d'action de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes (Beijing, 1995), du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement (Le Caire, 1994), du Programme d'action du Sommet mondial pour le développement social (Copenhague, 1995), du Programme d'action de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée

(Durban, 2001) et la Déclaration du Millénaire de l'Assemblée générale des Nations Unies (New York, 2000), la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples indigènes (approuvée par le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies en 2006), et les recommandations formulées par l'Instance permanente sur les questions autochtones des Nations Unies, ainsi que tous les accords postérieurs réaffirmant l'adhésion des gouvernements à l'agenda international repris dans ces textes<sup>2</sup>,

5. *Reconnaissant* l'universalité, l'indivisibilité, l'interdépendance et l'inaliénabilité des droits humains et les progrès vers l'égalité conquis par le biais de la réglementation internationale en matière de promotion, de protection et d'exercice des droits humains des femmes durant la totalité de leur cycle de vie, ainsi que des droits collectifs,

6. *Rappelant* le lien entre les droits de l'homme, la consolidation de la démocratie représentative et participative, et le développement économique et social,

7. *Réaffirmant* le devoir des États de garantir les droits de l'homme par la diligence requise et l'adoption de toutes les mesures nécessaires pour garantir leur pleine application,

8. *Reconnaissant* que le caractère laïc de l'État contribue à éliminer la discrimination contre les femmes et garantit l'exercice de leurs droits humains,

9. *Reconnaissant* la valeur sociale et économique du travail domestique non rémunéré des femmes, des soins comme une matière publique qui relève de la compétence des États, des gouvernements locaux, des organisations, des entreprises et des familles, et la nécessité de promouvoir la responsabilité partagée des femmes et des hommes dans le contexte familial,

10. *Reconnaissant* l'importance de la valeur économique et sociale du travail agricole et de subsistance non rémunéré que réalisent les femmes rurales et paysannes, et conscients de la nécessité de rendre ce travail visible et de comptabiliser sa contribution aux économies nationales et à la cohésion de nos sociétés,

11. *Reconnaissant* la contribution significative des femmes dans leur diversité à l'économie, dans ses dimensions productive et reproductive, au développement de multiples stratégies pour faire face à la pauvreté et à la préservation des connaissances et pratiques fondamentales pour la subsistance, en particulier pour la sécurité et la souveraineté alimentaire et la santé,

12. *Reconnaissant* que la division sexuelle du travail se maintient en tant que facteur structurel des inégalités et injustices économiques qui affectent les femmes dans le contexte familial, professionnel, politique et communautaire, et favorise la dévalorisation et le défaut de rétribution des contributions économiques des femmes,

---

<sup>2</sup> Nations Unies, Plan d'action et Déclaration de Beijing. Rapport de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes (A/CONF.177/20), Beijing, 1995, Rapport de la Conférence internationale sur la population et le développement (A/CONF.171/13/Rev.1), Le Caire, 1994, rapport du Sommet mondial pour le développement social (A/CONF.166/9), Copenhague, 6 – 12 mars 1995, rapport de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui est associée (A/CONF.189/12), Durban, 31 août – 8 septembre 2001, Déclaration du Millénaire (A/RES/55/2), New York, septembre 2000.

13. *Reconnaissant* la contribution des femmes au retour et au renforcement de la démocratie, à l'égalité entre les sexes, à la justice sociale, au développement des pays de la région et à l'inclusion de populations historiquement discriminées,

14. *Reconnaissant* la précieuse contribution des différents peuples et nationalités indigènes et afrodescendants à la gouvernance des États, ainsi qu'à la sauvegarde du patrimoine culturel et à la reproduction des valeurs socioculturelles dans leurs territoires historiques, sur lesquelles se base la vie de nos peuples,

15. *Reconnaissant* la contribution des mouvements de femmes et féministes, dans toute leur diversité, à l'élaboration dans la région de politiques publiques qui incorporent une perspective de genre, en particulier au renforcement de la démocratie et au développement d'institutions publiques intégrant une dimension d'égalité des sexes,

16. *Reconnaissant* le travail des mécanismes institutionnels pour la promotion des femmes consistant en la formulation, la conception et la gestion de politiques publiques pour l'égalité entre les femmes et les hommes au plus haut niveau des États de la région et, en même temps, conscients du fait que ce sont les États qui doivent relever les défis que pose la garantie des droits humains des femmes, des filles et des adolescentes de la région,

17. *Reconnaissant* que la parité est un des moteurs déterminants de la démocratie, dont le but est de favoriser l'égalité dans l'exercice du pouvoir, la prise de décision, les mécanismes de participation et de représentation sociale et politique, et dans les relations familiales au sein des divers types de familles, les relations sociales, économiques, politiques et culturelles, et qu'elle constitue un objectif visant à éradiquer l'exclusion structurelle des femmes,

18. *Condamnant* les diverses formes de violence contre les femmes, en particulier l'homicide des femmes, le fémicide et le féminicide,

19. *Rejetant* la violence structurelle, qui est une forme de discrimination contre les femmes et un obstacle pour parvenir à l'égalité et à la parité dans les relations économiques, professionnelles, politiques, sociales, familiales et culturelles, et qui entrave l'autonomie des femmes et leur pleine participation à la prise de décision,

20. *Reconnaissant* que le développement économique et social de la région est en relation directe avec la création et l'instauration de systèmes publics intégraux de sécurité sociale, de couverture et d'accès universels, associés à un large éventail de politiques publiques et capables de garantir le bien-être, une vie de qualité et la pleine citoyenneté des femmes,

21. *Reconnaissant* que la pauvreté sous toutes ses formes et l'accès inégal aux ressources dans la région, aggravés par les politiques d'ajustement structurel dans les pays où elles sont appliquées, continuent à faire obstacle à la promotion et la protection de tous les droits humains des femmes, raison pour laquelle l'élimination et la réduction des inégalités politiques, économiques, sociales et culturelles doivent figurer parmi les principaux objectifs de toutes les propositions de développement,

22. *Considérant* que toutes les formes de discrimination, en particulier le racisme, l'homophobie et la xénophobie sont des facteurs structurants, provoquant l'exclusion et des inégalités dans la société, en particulier contre les femmes, et que, dès lors, leur éradication est un objectif commun de tous les engagements pris dans cette déclaration,

23. *Reconnaissant* les injustices de genre comme des déterminants sociaux de la santé, conduisant à la précarité de la santé des femmes dans la région, en particulier dans les domaines liés aux droits sexuels et reproductifs, ce qui se manifeste par la féminisation croissante de l'épidémie de VIH/SIDA et les taux élevés de mortalité maternelle, en raison notamment de l'avortement à risques, des grossesses précoces, de l'insuffisance des services de planning familial, ce qui démontre les limitations persistantes de l'État et de la société pour assumer leurs responsabilités relatives au travail reproductif,

24. *Considérant* que l'élimination du langage sexiste de tous les documents, déclarations, rapports nationaux, régionaux et internationaux est indispensable, de même que la promotion d'actions pour éliminer les stéréotypes sexistes des moyens de communication,

25. *Ayant examiné* le document intitulé "La contribution des femmes à l'égalité en Amérique latine et dans les Caraïbes",<sup>3</sup>

1. *Convenons de:*

- i) *Adopter* des mesures dans tous les domaines nécessaires, notamment des mesures législatives et budgétaires, ainsi que des réformes institutionnelles, pour renforcer la capacité technique et d'incidence politique des mécanismes gouvernementaux pour la promotion de la femme et garantir qu'ils atteignent le niveau hiérarchique le plus élevé dans la structure de l'État et consolident l'institutionnalité de genre dans son ensemble, afin de pouvoir exercer leurs mandats,
- ii) *Adopter* toutes les mesures d'action positive et tous les mécanismes nécessaires, y compris les réformes législatives nécessaires et les dotations budgétaires, pour garantir la pleine participation des femmes aux fonctions publiques et de représentation politique en vue d'atteindre la parité dans les institutions de l'État (pouvoirs exécutif, législatif, judiciaire, régimes spéciaux et autonomes) et aux niveaux national et local, en guise d'objectif des démocraties latino-américaines et caribéennes,
- iii) *Favoriser* la coopération régionale et internationale, en particulier en matière d'égalité des sexes, et travailler en vue d'un nouvel ordre international propice à l'exercice de la pleine citoyenneté et à l'exercice réel de tous les droits humains, y compris le droit au développement, ce qui bénéficiera à toutes les femmes,
- iv) *Étendre* et renforcer la démocratie participative et l'inclusion égalitaire, plurielle et multiculturelle des femmes dans la région, en garantissant et stimulant leur participation et en valorisant leur fonction dans le contexte social et économique, et dans la définition des politiques publiques, et en adoptant des mesures et stratégies pour leur insertion dans les espaces de décision, d'opinion, d'information et de communication,
- v) *Renforcer* et augmenter la participation des femmes dans les sphères internationales et régionales qui définissent l'agenda de sécurité, de paix et de développement,
- vi) *Promouvoir* des actions permettant d'échanger entre les pays de la région des stratégies, méthodologies, indicateurs, politiques, accords et autres expériences qui facilitent la

---

<sup>3</sup> LC/L.2738(CRM.10/3).



progression vers la réalisation de la parité dans les fonctions publiques et de représentation politique,

- vii) *Encourager* des mécanismes régionaux d’instruction et de formation politique pour le leadership des femmes, comme l’Institut caribéen pour le leadership des femmes, récemment créé,
- viii) *Élaborer* des politiques électorales de type permanent, incitant les partis politiques à intégrer les agendas des femmes dans leur diversité, la dimension d’égalité des sexes dans leurs contenus, actions et statuts, ainsi que la participation égalitaire, l’habilitation et le leadership des femmes en vue de consolider la parité des sexes en guise de politique publique,
- ix) *Promouvoir* l’engagement des partis politiques pour mettre en œuvre des actions positives et des stratégies de communication, de financement, d’instruction, de formation politique, de contrôle et de réformes organisationnelles internes, en vue de parvenir à l’inclusion paritaire des femmes, en tenant compte de leur diversité au niveau interne et dans les espaces de prise de décision,
- x) *Adopter* des mesures législatives et des réformes institutionnelles pour prévenir, sanctionner et éradiquer le harcèlement politique et administratif contre les femmes qui accèdent à des postes de décision par la voie électorale ou par désignation, au niveau national et local, ainsi que dans les partis et les mouvements politiques,
- xi) *Inciter et engager* les moyens de communication à reconnaître l’importance de la participation paritaire des femmes au processus politique, à assurer une couverture équitable et équilibrée de toutes les candidatures, et couvrir les différentes formes de participation politique des femmes et les sujets qui les concernent,<sup>4</sup>
- xii) *Adopter* des politiques publiques, y compris des lois si possible, visant à éradiquer les contenus sexistes et stéréotypés, discriminatoires et racistes des moyens de communication et stimuler leur fonction de promoteurs de relations et responsabilités égalitaires entre les hommes et les femmes,
- xiii) *Adopter* des mesures de coresponsabilité pour la vie familiale et professionnelle, s’appliquant de la même façon aux femmes et aux hommes, gardant à l’esprit que le partage des responsabilités familiales crée les conditions propices à la participation politique de la femme,
- xiv) *Adopter* des mesures dans tous les domaines de la vie démocratique institutionnelle et, en particulier, dans les matières économiques et sociales, notamment des mesures législatives et des réformes institutionnelles, pour garantir la reconnaissance du travail non rémunéré, sa contribution au bien-être des familles et au développement économique des pays, et promouvoir son inclusion dans les comptes nationaux,

---

<sup>4</sup> Voir paragraphe 2 m) des dispositions de la résolution 58/142 de l’Assemblée générale.

- xv) *Mettre en application* des systèmes publics intégraux de sécurité sociale, avec couverture et accès universels, associés à un large éventail de politiques publiques et capables de garantir le bien-être, la qualité de la vie et la pleine citoyenneté des femmes,
- xvi) *Formuler* des politiques et programmes d'emploi de qualité et de sécurité sociale, ainsi que des mesures incitatives économiques destinées à garantir le travail décent rémunéré aux femmes sans revenus propres, dans les mêmes conditions que les hommes, pour assurer leur autonomie et le plein exercice de leurs droits dans la région,
- xvii) *Garantir* l'élimination de toutes les conditions de travail discriminatoires, précaires et illégales, et encourager la participation des femmes aux secteurs professionnels créatifs, novateurs et qui dépassent la ségrégation professionnelle sexiste,
- xviii) *Formuler* et appliquer des politiques publiques destinées à élargir l'accès durable des femmes à la propriété de la terre et l'accès à l'eau, à d'autres ressources naturelles et productives, à l'assainissement et autres services, au financement et aux technologies, en valorisant le travail pour la consommation familiale et reconnaissant la diversité des initiatives économiques et leurs contributions à l'aide de mesures spécifiques de garantie pour les femmes rurales, indigènes et afrodescendantes dans leurs territoires historiques le cas échéant,
- xix) *Mettre en œuvre* des politiques publiques d'action positive pour les femmes afrodescendantes dans les pays où elles ne sont pas pleinement intégrées au développement et les femmes indigènes, en guise de mesures de réparation sociale garantissant leur participation, sur pied d'égalité, dans les sphères politiques, économiques, sociales et culturelles de la région,
- xx) *Formuler* et appliquer des politiques d'État favorisant la responsabilité partagée équitablement entre les femmes et les hommes dans le contexte familial, dépassant les stéréotypes sexuels, reconnaissant l'importance des soins et du travail domestique pour la reproduction économique et le bien-être de la société, comme une manière de dépasser la division sexuelle du travail,
- xxi) *Aligner* les conditions et les droits du travail domestique sur les autres emplois rémunérés, conformément aux conventions ratifiées de l'Organisation internationale du travail et aux normes internationales en matière de droits des femmes, et éradiquer toutes les formes d'exploitation du travail domestique des fillettes et des garçons,
- xxii) *Comblent* l'écart des revenus salariaux entre les femmes et les hommes dans tous les secteurs professionnels, proposer d'abolir les mécanismes législatifs et institutionnels sources de discrimination et qui créent des conditions de travail précaires,
- xxiii) *Développer* des instruments de mesure périodique du travail non rémunéré que font les femmes et les hommes, en particulier des enquêtes sur l'utilisation du temps pour le rendre visible et reconnaître sa valeur, incorporer leurs résultats dans le système des comptes nationaux et concevoir des politiques économiques et sociales en conséquence,
- xxiv) *Assurer* que les droits sexuels et reproductifs, qui font partie des droits humains, et l'accès universel à la santé intégrale, qui comprend la santé sexuelle et reproductive,

soient considérés comme une condition indispensable pour garantir la participation des femmes à la vie politique et au travail rémunéré et, par conséquent, aux fonctions de prise de décision, pour toutes les femmes, par priorité les jeunes, les plus pauvres, les indigènes, les afrodescendantes, les femmes rurales et les handicapées,

- xxv) *Mettre en application* des mesures et politiques reconnaissant les liens entre les vulnérabilités sociales et économiques relatives à la possibilité des femmes de participer à la politique et au travail rémunéré, en particulier l'accès aux services de santé sexuelle et reproductive, à l'eau et à l'assainissement, à la prévention, au traitement et aux soins en matière de VIH/SIDA, surtout pour les femmes les plus pauvres et leurs familles,
- xxvi) *Promouvoir* des politiques publiques destinées à renforcer l'accès des adolescentes et des jeunes femmes à l'éducation, en les incitant à y rester, à la formation professionnelle, la santé sexuelle et reproductive, l'emploi et la participation politique et sociale pour le plein exercice de leurs droits,
- xxvii) *Adopter* les mesures nécessaires, en particulier de nature économique, sociale et culturelle, pour que les États considèrent la reproduction sociale, les soins et le bien-être de la population comme un objectif de l'économie et une responsabilité publique impossible à déléguer,
- xxviii) *Adopter* des mesures contribuant à l'élimination de toutes les formes de violence et leurs manifestations contre les femmes, en particulier l'homicide, le fémicide et le féminicide des femmes, ainsi que la suppression des mesures unilatérales contraires au droit international et à la Charte des Nations Unies, dont les conséquences fondamentales retombent sur les femmes, les fillettes et les adolescentes,
- xxix) *Garantir* l'accès à la justice des femmes, des adolescentes et des fillettes victimes de violence de genre, sans aucun type de discrimination, par la création des conditions juridiques et institutionnelles garantissant la transparence, la vérité, la justice et la réparation connexe de la violation de leurs droits, en renforçant les politiques publiques de protection, prévention et attention pour éradiquer toutes les formes de violence,
- xxx) *Développer* des programmes complets d'éducation publique non sexiste, destinés à faire face aux stéréotypes sexuels, raciaux et autres préjugés culturels contre les femmes et favoriser les relations de soutien mutuel entre les femmes et les hommes,
- xxxi) *Revoir et harmoniser* la réglementation au niveau national et régional, afin de caractériser les délits de trafic et traite des êtres humains, et développer des politiques publiques, ayant une perspective intégrale et de genre, destinées à la prévention et garantissant la protection des victimes,
- xxxii) *Éradiquer* les causes et les impacts des réseaux de crime organisé et des nouveaux délits en interrelation avec des modalités d'exploitation économique dont les victimes sont spécifiquement les femmes et les jeunes filles, et qui portent atteinte au plein exercice de leurs droits humains,
- xxxiii) *Adopter* une législation, des politiques publiques et des programmes basés sur l'étude des conditions et impacts régissant la migration interrégionale et intrarégionale des

femmes, en vue de respecter les engagements internationaux et garantir la sécurité totale, ainsi que la promotion et la protection de tous leurs droits humains, y compris des mécanismes de regroupement familial,

- xxxiv) *Promouvoir* le respect des droits humains intégraux des femmes sans-papiers et prendre des mesures garantissant le plein accès aux documents d'identité et à la citoyenneté pour toutes les femmes, en particulier celles qui sont exclues de ce droit, comme les femmes indigènes, afrodescendantes et rurales,
- xxxv) *Consentir* des efforts destinés à signer, ratifier et diffuser la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et son Protocole facultatif, en vue d'assurer son application,
- xxxvi) *Réaffirmer* la décision d'inciter à adopter la journée internationale des femmes rurales au sein des Nations Unies, en guise de reconnaissance explicite de leur contribution économique et au développement de leurs communautés, en particulier en ce qui concerne le travail non rémunéré qu'elles accomplissent.

2. *Recommandons* au Bureau exécutif de la Conférence de consacrer spécifiquement une de ses réunions annuelles à évaluer le respect des engagements visés et convenons de réaliser, au cours de la onzième Conférence régionale, prévue pour 2010, une évaluation générale et à moyen terme des progrès réalisés en la matière,

3. *Demandons* à la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes de collaborer, avec d'autres organisations du système des Nations Unies, avec les États membres qui le demandent, au suivi et à l'évaluation de l'exécution des accords conclus, par la création d'un observatoire de l'égalité qui contribue au renforcement des mécanismes nationaux d'égalité entre les hommes et les femmes,

4. *Demandons* à la Présidence de soumettre les accords contenus dans le présent Consensus à l'examen de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, lors de sa trente-deuxième session, qui se tiendra en République dominicaine en 2008 et d'organiser, dans le cadre du 60<sup>e</sup> anniversaire de sa constitution, une activité de haut niveau pour évaluer les contributions de la CEPAL en matière d'égalité entre les sexes au cours de cette période,

5. *Prenons note* avec satisfaction que la majorité des délégations nationales accréditées à cette dixième Conférence comptent parmi leurs membres des représentants de la société civile, des femmes indigènes et des parlementaires,

6. *Saluons et appuyons* l'excellent travail en faveur des femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes réalisé par le Groupe de la participation des femmes au développement de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes,

7. *Exprimons* notre gratitude à la Présidente du Chili, Michelle Bachelet, à la première vice-présidente du Gouvernement d'Espagne, María Teresa Fernández de la Vega, au Président de l'Équateur, Rafael Correa et à la Chancelière de l'Équateur, María Fernanda Espinosa, pour leur participation à la présente Conférence,

8. *Remercions* la CEPAL et les institutions des Nations Unies pour leur contribution à la réalisation de la présente Conférence,

9. *Remercions* le peuple et le Gouvernement de l'Équateur pour les facilités accordées pour la présente Conférence et leur généreuse hospitalité,

10. *Nous remercions également* le Gouvernement du Brésil pour son offre d'accueillir la onzième Conférence régionale, que nous acceptons avec satisfaction.

11. *Remercions* Paco Moncayo Gallegos, Maire de la ville de Quito, d'avoir déclaré citoyennes d'honneur de cette ville, toutes les participantes à cette Conférence, contribuant ainsi à la présence des femmes dans l'espace public,

12. *Remercions également* les réseaux féministes de femmes pour leur participation.



## Annexe 1

**DÉCLARATION DE SAINT JOHN'S**

*Nous Ministres responsables des questions relatives aux femmes des Caraïbes et représentants gouvernementaux participant à la réunion sous-régionale préparatoire des Caraïbes de la dixième Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes,*

*Réaffirmons* notre engagement envers le Programme d'action régional, le Programme d'action de Beijing et les plans régionaux ultérieurs, notamment le Plan d'action régional CARICOM pour 2005, qui ont émergé dans le cadre du suivi de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et conformément aux principes des objectifs du Millénaire pour le développement en vue de réaliser l'égalité des sexes,

*Félicitons* la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'excellent travail de préparation à cette réunion, notamment la présentation de rapports de fond et de présentations qui ont informé et guidé nos délibérations,

*Réaffirmons* et approuvons les thèmes de la participation politique des femmes aux processus de prise de décision et des contributions des femmes par le travail non rémunéré,

*Réaffirmons* également que l'égalité des sexes est une condition indispensable pour réaliser le développement durable et l'éradication de la pauvreté conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et des Conférences des Nations Unies,

*Reconnaissons* que la réalisation de la parité des sexes dans les institutions politiques et de prise de décision est un objectif d'égalité des sexes valable en soi, de même qu'une condition instrumentale essentielle pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement,

*Réaffirmons* la nécessité d'une estimation, d'une quantification et d'une évaluation adéquates de la contribution significative des femmes à l'économie, à la protection sociale et au bien-être par le biais du travail rémunéré et non rémunéré, à la maison, dans la société et sur le lieu de travail, et en particulier en qualité de principal fournisseur de soins non rémunérés,

*Reconnaissons* que la réalisation de progrès concernant les aspects de parité et du travail de soins de l'inégalité requiert des politiques de conciliation des sexes en termes de rôles de genre dans le domaine productif (travail) et reproductif (famille). Dès lors, nous soulignons la nécessité d'aborder d'autres questions urgentes qui entravent la pleine jouissance des droits humains par les femmes, notamment: la violence de genre, l'absence d'autonomisation et d'indépendance économiques, et l'accès limité aux services sexuels et reproductifs, qui se traduisent par la vulnérabilité à la violence et le risque de contracter le VIH/SIDA, ainsi que tous autres facteurs restreignant les opportunités des femmes dans la vie publique et privée,

*Convenons* d'adopter les recommandations suivantes destinées à renforcer le processus visant à atteindre l'égalité des sexes, la justice sociale et le développement dans la sous-région, dans les domaines suivants:

## **I. Participation politique et parité entre les sexes à tous les niveaux des processus de prise de décision**

1. Soutenir la création de l'Institut des Caraïbes pour les femmes en politique en guise de partenariat des mécanismes nationaux de promotion de l'égalité (NWM), des organisations de femmes et des institutions politiques pour:
  - Fournir une formation en approche basée sur les droits avec un engagement politique en matière d'égalité des sexes et d'équité sociale, d'autonomisation des femmes et de bonne gouvernance pour le développement durable,
  - Appuyer un effort délibéré et soutenu pour stimuler, renforcer et accroître les opportunités pour la participation des femmes au niveau le plus haut de la prise de décision,
  - Fournir une formation en éthique et pratique de la politique,
  - Développer l'échange impartial entre les partis et le travail en réseau concernant les questions d'égalité des sexes,
  - Favoriser la formation des électeurs aux questions d'égalité des sexes,
2. Examiner les initiatives et approches passées de soutien à la participation politique des femmes en vue d'améliorer l'efficacité et l'impact de ce travail à l'avenir,
3. Explorer les systèmes pour garantir la représentation des femmes dans la législature et les conseils statutaires, y compris par des quotas volontaires ou imposés par la loi,
4. Soutenir les organisations de femmes impliquées dans la recherche ou qui encouragent la plus grande participation des femmes dans les processus électoraux tout au long du cycle politique,
5. Aborder les questions culturelles qui mènent au fait que les femmes, en tant que citoyennes, ne soutiennent pas les autres femmes pour des fonctions dirigeantes et sensibiliser à l'importance de réaliser la parité des sexes dans l'intérêt général.

## **II. Travail non rémunéré**

1. Fournir un appui technique pour:
  - Accélérer la révision et la mise en œuvre du projet de réforme de la législation sur la famille et la violence domestique de l'OECO, comprenant des modèles de lois, pour assurer une prestation de services juridiques et sociaux plus réceptive et efficace en vue de soutenir les responsabilités familiales partagées et atténuer la pauvreté des ménages de femmes,
2. Mener des études empiriques complémentaires sur la contribution non reconnue des femmes à l'économie, en particulier leur participation au secteur informel.



## Annexe 2

**EXPLICATION DE LA POSITION DU CHILI**

En ce qui concerne la partie du préambule du Consensus de Quito libellée comme suit: *Reconnaissant que le caractère laïc de l'État contribue à éliminer la discrimination contre les femmes et garantit l'exercice de leurs droits humains,*

À propos de ce paragraphe, nous souhaitons formuler l'observation suivante:

Le Chili est un État laïc depuis plus d'un siècle. Le Chili partage l'esprit de ce paragraphe et consent à son approbation; toutefois, la rédaction ne nous semble pas la plus appropriée. C'est pourquoi nous demandons que soit incorporée de façon pertinente l'explication de position ou de vote suivante.

Le Chili estime que le paragraphe en question ne signifie en aucun cas l'expression d'un jugement critique vis-à-vis des croyances religieuses et ne prétend pas ignorer le rôle que celles-ci ont joué et continueront à jouer dans la défense des droits humains, l'éradication de la pauvreté et la démocratie.

Laura Albornoz Pollmann  
Ministre  
Service national de la femme  
Chef de la délégation du Chili

## Annexe 3

**EXPLICATION DE LA POSITION DE LA COLOMBIE**

La Colombie adhère au Consensus de Quito mais souhaite exprimer l'explication suivante à propos de l'engagement relatif à «l'harcèlement politique» libellé comme suit:

“Adopter des mesures législatives et des réformes institutionnelles pour prévenir, sanctionner et éradiquer le harcèlement politique et administratif contre les femmes qui accèdent à des postes de décision par la voie électorale ou par désignation, au niveau national et local, ainsi que dans les partis et les mouvements politiques”.

Reconnaître que les femmes de notre région se heurtent à divers obstacles pour participer à la politique et pour accéder aux espaces de prise de décisions, ce qui compromet la participation paritaire des femmes dans nos démocraties.

L'État colombien souhaite toutefois signaler qu'il a adopté les politiques et les mesures nécessaires pour parvenir à l'égalité entre les femmes et les hommes et pour garantir la participation des femmes et des hommes aux élections compétitives.

Le gouvernement national promeut des campagnes, à l'échelon national, pour garantir la transparence électorale de manière à ce que les électrices et les candidates puissent mener librement leurs activités.

Dans ce contexte, outre toutes les mesures d'ordre législatif, une campagne est actuellement en cours dans tout le territoire national sous le nom de “Pour un vote propre”. Cette campagne a pour but de garantir que les prochaines élections se déroulent sur la base d'un “vote propre”, c'est-à-dire sans interférence d'organisations criminelles ou de tous types de pression qui pourraient influencer la décision libre et volontaire qu'ont toutes les citoyennes d'exercer leur droit fondamental au suffrage matérialisé dans la possibilité d'élire ou d'être élue.

La campagne consiste à promouvoir la conclusion de pactes de bonnes pratiques de la part des chefs de partis politiques, gouverneurs, maires, candidats et citoyens en général.

Actuellement le pacte a été souscrit par 32 gouverneurs, par les chefs de 14 partis politiques et par 503 maires.

Dans l'élaboration de ces politiques et de ces mesures, l'absence de preuves et de statistiques n'a pas permis de classer le comportement de “harcèlement politique” comme violation des normes électorales ou des codes civil, pénal, commercial ou du contentieux administratif pouvant donner lieu à l'application de sanctions de type politique, économique, pénal ou administratif.

L'État colombien manifeste sa volonté d'étudier la question plus en profondeur pour établir s'il s'agit d'un phénomène existant dans notre pays et pour pouvoir, dans un avenir proche, définir ce type de situation du point de vue conceptuel, juridique et politique.

Martha Lucía Vásquez Z.  
Conseillère présidentielle pour  
l'équité de la femme.

## Annexe 4

**EXPLICATION DE LA POSITION DU COSTA RICA**

Dans le cadre du document appelé Consensus de Quito, en particulier dans le préambule approuvé par les *gouvernements des pays participants à la dixième Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes*, représentés par le niveau le plus élevé des Ministres ou mécanismes pour la promotion de la femme, réunis à Quito, Équateur, du 6 au 9 août 2007, nous nous permettons de formuler les observations suivantes.

Le gouvernement du Costa Rica demande au Bureau de la dixième Conférence régionale sur les femmes d'Amérique latine et des Caraïbes d'inclure la réserve suivante par rapport à l'alinéa 6 du préambule libellé comme suit:

*“Reconnaissant que le caractère laïc de l'État contribue à éliminer la discrimination contre les femmes et garantit l'exercice de leurs droits humains”*,

À cet égard, en ma qualité de chef de la délégation du gouvernement du Costa Rica auprès de cette Conférence, je me permets de manifester la réserve de mon pays par rapport au point mentionné plus haut, étant donné que l'article 75 de la Constitution du Costa Rica signale que “la religion catholique est celle de l'État, celui-ci contribuant à son entretien sans toutefois empêcher le libre exercice d'autres cultes dans la République”.

De même, l'État costaricain réaffirme son engagement et ses efforts permanents pour supprimer la discrimination à l'égard des femmes sous toutes ses formes et garantir le respect de leurs droits humains, conformément aux instruments juridiques internationaux ratifiés par le pays et à la législation nationale.

Je vous remercie au nom de mon pays.

Jeannette Carrillo Madrigal  
Chef de la délégation officielle  
Costa Rica

C/Ministère des relations extérieures. Costa Rica

## Annexe 5

**DÉCLARATION D'EL SALVADOR SUR LE CONSENSUS DE QUITO**

*El Salvador a adhéré au consensus du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement tenue au Caire, Égypte, en 1994 et a émis une série de réserves qui restent d'actualité aujourd'hui,*

*Considérant* que El Salvador, en cohérence avec sa vocation démocratique, adhère au Consensus de la Déclaration du Quito, convaincu que ce document servira à la promotion de la femme. À cet égard, nous réaffirmons notre volonté de promouvoir la teneur de ce Consensus, avec les réserves suivantes,

*Nous réitérons* la réserve formulée à propos du point 8 de la présente déclaration, en particulier en ce qui concerne la phrase qui se réfère au “caractère laïc de l'État”, étant donné que sa rédaction n'est pas compatible avec les dispositions de notre Constitution qui, dans son article 85, stipule que l'État est républicain, démocratique et représentatif,

*Nous réitérons également* notre réserve à propos du point 17 de la présente Déclaration, en ce qui concerne la phrase “et dans les relations familiales au sein des divers types de familles”, étant donné que cette rédaction n'est pas compatible avec notre législation interne, comme nous l'avons signalé dans les réserves formulées à l'égard du Plan d'action du Caire, “s'agissant de la pluralité des formes de familles, nous ne pouvons en aucun cas modifier l'origine et la base de la famille, qui est l'union entre l'homme et la femme dont naissent les enfants.”,

*En outre*, nous exprimons notre réserve à l'alinéa 23 de cette Déclaration, à propos de la phrase “liés aux droits sexuels”, notre pays ne reconnaissant l'existence de droits reproductifs que dans le cadre du droit à la santé,

*En ce qui concerne* le libellé “en raison notamment de l'avortement à risques”, nous formulons cette réserve parce que notre Constitution signale, dans son article premier relatif à la personne humaine, qu'elle «... reconnaît comme personne humaine tout être humain dès le moment de la conception”, et que l'avortement ne sera encouragé ni comme méthode de planification familiale ni comme service de santé,

*Nous réitérons* notre réserve à l'alinéa xxiv du point 1 qui mentionne également les droits sexuels comme partie intégrante des droits humains alors que El Salvador ne reconnaît les droits reproductifs que dans le cadre du droit à la santé,

*Nous réitérons également* notre réserve à l'alinéa xxv du point 1 où sont mentionnés les “services de santé sexuelle et reproductive”, car si le pays est favorable aux mesures destinées à promouvoir la santé sexuelle et reproductive des hommes et des femmes, comme mentionné plus haut, ces concepts ne doivent jamais inclure l'avortement ni comme service ni comme méthode de régulation de la fécondité,

*À la lumière de ce qui précède*, nous demandons que les réserves en question soient incorporées comme partie intégrante du document qui émanera de la présente réunion ainsi que de la Déclaration du Consensus de Quito.

## Annexe 6

**EXPLICATION DU VOTE DE LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE**

La délégation de la République dominicaine appuie et approuve le Consensus de Quito adopté par les gouvernements des pays participants à la dixième Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes, représentés par le niveau le plus élevé des Ministres ou mécanismes pour la promotion de la femme, réunis à Quito, Équateur, du 6 au 9 août 2007, et se permet de formuler les observations suivantes.

La délégation de la République dominicaine demande au Bureau de la dixième Conférence régionale sur les femmes d'Amérique latine et des Caraïbes d'émettre la réserve suivante par rapport à l'alinéa 6 du préambule libellé comme suit:

“Reconnaissant que le caractère laïc de l'État contribue à éliminer la discrimination contre les femmes et garantit l'exercice de leurs droits humains”,

En effet, la République dominicaine a souscrit avec le Saint-Siège un concordat qui consolide les liens entre l'État dominicain et l'église catholique, la religion catholique étant, dans notre pays, un cours obligatoire dans le plan d'études actuel.

Flavia García  
Secrétariat d'État pour la femme

Annexe 7

**LETTRE DU PRÉSIDENT DU PÉROU**

*“Année du devoir citoyen”  
“Décennie des personnes handicapées”*

Lima, 23 juillet 2007

M.  
José Luis Machinea  
Secrétaire exécutif  
Commission économique pour  
l'Amérique latine et les Caraïbes

Monsieur le Secrétaire exécutif,

Je vous remercie de votre aimable invitation à participer à l'inauguration ainsi qu'à une conférence magistrale à la plénière des délégués gouvernementaux de la dixième Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes, qui se tiendra à Quito, Équateur, du 6 au 9 août 2007, à laquelle je regrette de ne pas pouvoir assister, comme c'eût été mon souhait.

Mon gouvernement a accompli des progrès substantiels en faveur de l'égalité et du renforcement de la participation politique des femmes qui ont été considérées comme l'une de nos priorités au cours de notre première année de gestion. Nous avons promulgué la loi sur l'égalité des chances entre les femmes et les hommes et les politiques nationales relatives à l'égalité, à la non-violence et à la non-discrimination. Nous avons présenté un projet de loi sur l'alternance dans les listes électorales dans le cadre de l'habilitation des femmes au sein de notre société et dans le concert latino-américain. Nous poursuivons nos efforts en ce sens. Des instances comme la Conférence régionale sont indispensables pour progresser vers la matérialisation de l'égalité et accroître la participation politique des femmes.

Je vous remercie de l'honneur qui m'a été fait et je regrette une fois de plus de ne pouvoir vous accompagner en cette occasion. Je vous prie de transmettre tous mes vœux de succès à la plénière et je vous assure de la pleine collaboration de notre délégation au succès de la Conférence.

Je saisis l'occasion pour vous prier d'agréer l'expression de ma plus haute considération,

**ALAN GARCÍA**  
**PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE**

## Annexe 8

**DÉCLARATION DES FEMMES AUTOCHTONES DES AMÉRIQUES<sup>1</sup>****Quito, Équateur, 6 – 10 août 2007****“Femmes autochtones pour la construction d'un État plurinational”**

*Nous, femmes autochtones de l'Amérique latine réunies à Quito, en Équateur, dans le cadre de la dixième Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et les Caraïbes à laquelle nous participons dans le but de renforcer nos capacités, nos stratégies et notre action en faveur de la pleine reconnaissance des droits de nos peuples, en particulier des droits humains des femmes sur le continent américain,*

*Reconnaissant* que, pour exercer pleinement et effectivement nos droits en tant que femmes autochtones, dans le respect de l'universalité et de l'indivisibilité des droits humains, il est fondamental que l'exercice des droits collectifs de nos peuples soit pleinement reconnu,

*Prenons acte* du fait que, en dépit de progrès quantitatifs et qualitatifs, 12 ans après la quatrième Conférence mondiale sur les femmes à Beijing, à la moitié de la décennie consacrée à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et dans la deuxième Décennie des populations autochtones du monde, nous sommes confrontées à une situation critique, aggravée par l'application croissante de politiques macro-économiques qui font fi des droits collectifs de nos peuples,

Cette situation est encore exacerbée par des problématiques comme le trafic de femmes, de fillettes et de garçons qui se traduisent par une grande quantité de personnes expulsées de nos territoires et qui abandonnent nos habitats pour aller construire des ceintures de misère et d'extrême pauvreté dans les grands centres urbains, où s'aggravent la violence, la discrimination et le racisme,

*Reconnaissons* la contribution des femmes autochtones à la gouvernance des États de même que leur combat pour affronter et résoudre les conflits économiques et sociaux dérivés du modèle d'exclusion suivi par les États qui maintiennent leurs structures coloniales, aggravé par l'application de mesures néolibérales excluantes,

*Soutenons* que la progression des droits humains des femmes autochtones est intrinsèquement liée au combat pour la protection, le respect et l'exercice des droits collectifs de nos peuples, de même que nos droits en tant que femmes au sein de nos communautés, ainsi qu'à l'échelon national et international,

*Affirmons* l'importance des droits collectifs des peuples autochtones, y compris la souveraineté, la libre détermination, la sécurité juridique des territoires ancestraux, en vue de garantir le plein exercice des droits humains et de préserver le patrimoine naturel et culturel collectif de nos peuples,

*Affirmons* que l'unité des peuples autochtones est basée sur les territoires, les ressources naturelles, les connaissances traditionnelles collectives et la pleine reconnaissance des institutions d'auto-gouvernement qui constituent les piliers de notre patrimoine, notre spiritualité, notre identité et notre culture.

---

<sup>1</sup> Approuvée lors de la Reunión stratégique de femmes autochtones, Quito, 3 et 4 août 2007.

*Reconnaissons* que les femmes autochtones ont traditionnellement joué un rôle fondamental dans la préservation du patrimoine culturel de nos peuples, la production d'aliments au sein de nos communautés et dans le maintien et la transmission des valeurs socioculturelles sur lesquelles repose la vie de nos peuples,

*Signalons* l'importance du rôle joué par les femmes autochtones dans la construction du capital socioculturel de nos peuples indigènes, et en particulier des femmes qui sont les gardiennes principales de ce capital. Les femmes autochtones contribuent à garantir la vie et la continuité de nos peuples et de nos cultures en dépit des conditions imposées par le racisme et la discrimination. La situation d'exclusion à laquelle font face les femmes autochtones est le résultat de l'exploitation des ressources naturelles stratégiques situées sur des territoires indigènes,

*Reconnaissons* l'importance des objectifs du Millénaire pour le développement en tant qu'instruments pour l'application de stratégies propres à assurer le développement durable et le respect des droits humains des femmes, même si les cibles choisies pour mesurer leur degré d'accomplissement n'ont pas recours à des indicateurs incluant des aspects culturels; de nombreux pays manquent d'indicateurs ventilés en fonction des critères ethniques et de genre qui permettraient de rendre compte de la situation de nos peuples et de mettre en évidence les écarts d'équité qui reflètent l'exclusion qui touche nos peuples et en particulier les femmes autochtones,

*Manifestons notre soutien* à l'indicateur visant à l'élimination des inégalités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire, tout en signalant que le modèle éducatif occidental de l'école institutionnalisée a fait partie du paradigme de destruction culturelle qui a contribué à l'appauvrissement économique et spirituel des peuples autochtones. Pour autant, nous réaffirmons que les besoins de nos peuples doivent être pris en considération au moment de définir des politiques visant à la réalisation des objectifs et des cibles,

*Lançons un appel* pour que soit reconnue la précieuse contribution des femmes autochtones au développement du monde: compte tenu du fait que la raison pour laquelle nous avons besoin d'une protection sociale est que certains secteurs ont été exclus par le modèle économique en place qui se caractérise par une interrelation de facteurs structurels, notamment le racisme institutionnalisé,

Dans le cadre de la dixième Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique Latine et des Caraïbes, nous recommandons:

1. De demander instamment aux gouvernements de réaffirmer et d'appliquer intégralement le Programme d'action de Beijing, le consensus de Mexico, Santiago cinq ans après, et de s'engager à accroître les mesures en faveur de la promotion des droits humains des femmes autochtones.
2. De lancer un appel aux gouvernements afin qu'ils adoptent immédiatement la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones adoptée par le Conseil des droits de l'homme en juin 2006, en tant que plate-forme de base pour le développement et la participation équitable des femmes autochtones, ainsi que pour la reconnaissance des droits humains individuels et collectifs et les libertés fondamentales des peuples autochtones.
3. Que les institutions, fonds et programmes du système des Nations Unies, les gouvernements et les organismes intergouvernementaux adoptent des mesures et garantissent des ressources en vue de l'application des recommandations de l'Instance permanente sur les questions autochtones, afin



que les problèmes des femmes autochtones soient pris en considération de façon transversale dans les politiques et programmes généraux et spécifiques.<sup>2</sup>

4. De demander instamment la mise en oeuvre de la résolution de la Commission de la condition de la femme, numéro E/CN.6/2005/L.10 relative à la participation des femmes autochtones.
5. Que les États adoptent des mesures concrètes pour garantir la sécurité juridique des territoires collectifs des peuples autochtones, celle-ci étant fondamentale pour assurer une protection sociale authentique et durable de nos peuples autochtones, en particulier des femmes autochtones.
6. Que les gouvernements élaborent, appliquent et financent des politiques et programmes auxquels participent les femmes autochtones pour venir à bout des obstacles qui entravent leur participation sur un pied d'égalité à la vie politique, économique et social des pays.
7. Que les États accroissent les ressources destinées à améliorer la scolarisation pertinente du point de vue culturel des peuples autochtones, en particulier pour les femmes autochtones, à tous les niveaux, de façon à réduire les différences existantes au sein de nos peuples.
8. Que les politiques et les programmes de protection sociale soient conçus et appliqués de façon à respecter la dignité des peuples, à en renforcer les processus et à garantir leurs droits, et axés sur la promotion de la production durable de produits alimentaires sains pour toute l'humanité.
9. Que les ressources financières allouées aux politiques et aux programmes de protection sociale visent au renforcement des autonomies autochtones et contribuent à développer les capacités d'autogestion.
10. Que, lors de la prochaine série de recensements démographiques et dans les systèmes de registres statistiques nationaux, les gouvernements veillent à inclure une ventilation ethnique et par genre, à l'aide d'indicateurs définis conjointement avec les peuples autochtones, en particulier les femmes autochtones.
11. De promouvoir la participation politique de femmes autochtones dans les espaces autonomes propres ainsi que dans les espaces de décision des États, dans le cadre de la reconstitution de nos peuples et de la configuration d'États plurinationaux
12. Que le thème central de la onzième Conférence régionale pour les femmes de l'Amérique latine et les Caraïbes soit consacré aux droits des femmes autochtones et afrodescendantes afin d'analyser les progrès accomplis par les gouvernements pour combler les écarts d'équité.

---

<sup>2</sup> Il s'agit de 85 recommandations spécifiques relatives aux femmes autochtones.

## Annexe 9

**LISTA DE PARTICIPANTES  
LIST OF PARTICIPANTS  
LISTE DES PARTICIPANTS**

**A. Estados miembros de la Comisión  
Member States of the Commission  
États Membres de la Commission**

**ANTIGUA Y BARBUDA/ANTIGUA AND BARBUDA/ANTIGUA ET BARBUDA**

Representante/Representative/Représentante:

- Sheila Roseau, Executive Director, Directorate of Gender Affairs, mail:

Miembros de la delegación/Delegation members/Membres de la délégation:

- Lebrechtta N.O. Hesse, Programme Officer, Directorate of Gender Affairs, mail:

**ARGENTINA/ARGENTINE**

Representante/Representative/Représentante:

- Magdalena Matilde Faillace, Embajadora, Representante especial para temas de la mujer en el ámbito internacional, Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto, mail: fai@mrecic.gov.ar

Miembros de la delegación/Delegation members/Membres de la délégation:

- Carlos Piñero Iñiguez, Embajador de la República Argentina en Ecuador, mail: embarge2@uio.satnet.net
- María Cristina Perceval, Senadora Nacional, mail: maritaperceval@yahoo.com.ar
- Vilma Ibarra, Senadora Nacional
- Diana Beatriz Conti, Diputada Nacional, Cámara de Diputados, mail: dconti@diputados.gov.ar
- Juliana Di Tullio, Diputada Nacional, Cámara de Diputados
- Patricia Vaca Narvaja, Diputada Nacional, Cámara de Diputados
- Lucila Colombo, Presidenta, Consejo Nacional de la Mujer, mail: pcolombo@cnm.gov.ar
- Susana Sanz, Consejo Nacional de la Mujer
- María José Lubertino Beltrán, Presidenta, Instituto Nacional contra la Discriminación, la Xenofobia y el Racismo (INADI), mail: presidencia@inadi.gov.ar
- Marcela Bordenave, Coordinadora temas de género y participación social, Unidad Canciller, Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto, mail: bnm@mrecic.gov.ar
- María Alejandra Nosedá, Responsable de Contenidos, Instituto Nacional contra la Discriminación, la Xenofobia y el Racismo (INADI), mail: presidencia@inadi.gov.ar
- Ana Isabel González, Directora Nacional de Derechos Económicos, Sociales y Culturales, Secretaría de Derechos Humanos, Ministerio de Justicia y Derechos Humanos, mail: ana-gonzalez@webmail.jus.gov.ar
- Mario Boffi, Ministro, Embajada de Argentina en Ecuador, mail: embarge2@uio.satnet.net
- Adrián Isetto, Cónsul de la República Argentina en Ecuador

- Liliana Inés Tojo, Directora Regional Sur, Centro por la Justicia y el Derecho Internacional (CEJIL), mail: ltojo@cejil.org
- Marcelo Margenats, Agregado Civil, Embajada de Argentina en Ecuador, mail: embarge2@uio.satnet.net
- María Alejandra Vlek, Consejera de Embajada, Embajada de Argentina en Ecuador, mail: alejandravlek@yahoo.com.ar
- Facundo Nejamkis
- Loreto Hidalgo, Asistente Sección Política Cultural, Embajada de Argentina en Ecuador
- Susana Inés Stilman, Mujeres Trabajando, mail: sustil@ciudad.com.ar
- María Teresa Bosio, Católicas por el derecho a decidir
- Silvia Juliá, Católicas por el Derecho a Decidir, mail: abogadasilviajulia@yahoo.com.ar
- Noemí Aumedes, Asociación Mujeres en Acción, mail: amujeresenaccion@mujeresenaccion.org.ar
- Mabel Bianco, Fundación para el Estudio e Investigación de la Mujer (FEIM) mail: feim@ciudad.com.ar
- Susana Pastor, Feministas en Acción, mail: shapastor@yahoo.com.ar
- María Inés Brassesco, Unión de Mujeres de la Argentina, mail: umarg@ciudad.com.ar
- Cecilia Marchán, Coordinadora Nacional del Programa “Juana Azuduy”, Ministerio de Desarrollo Social
- Cecilia Lipsyc, Asociación de Especialistas Universitarias en Estudios de la Mujer (ADEUEM)

## **BELICE/BELIZE**

### Representante/Representative/Représentante:

- Icilda Humes, Technical Officer, Human Development Coordinator, Women’s Department, Ministry of Human Development, mail: icildahumes@yahoo.com, womensdept@btl.net

## **BOLIVIA/BOLIVIE**

### Representante/Representative/Représentante:

- Celima Torrico, Ministra de Justicia, mail: jeguez@justicia.gov.bo

### Miembros de la delegación/Delegation members/Membres de la délégation:

- Sabina Orellana, Diputada Suplente, mail sabinaorellanacruz@hotmail.com
- Juan Javier Zárate, Embajador de Bolivia, mail: emboliviaquito@andinanet.net

## **BRASIL/BRAZIL/BRÉSIL**

### Representante/Representative/Représentante:

Nilcéa Freire, Ministra, Secretaria Especial de Políticas para las Mujeres (SPM), Presidencia de la República, mail: rosamarinho@spmulheres.gov.br

### Miembros de la delegación/Delegation members/Membres de la délégation:

- Sônia Malheiros Miguel, representante del Consejo Nacional de los Derechos de la Mujer (CNDM), mail: rosamarinho@spmulheres.gov.br
- Sheila Oliveira, Asesora, Secretaria Especial de Acuicultura e Pesca, Presidencia da República, mail: sheilaoliveira@seap.gov.br
- Katia Fidalgo, Economista, Ministerio das Cidades, mail: katiambf@ciudades.gov.br
- Lena Peres, Directora, Departamento de Acciones Programadas, Ministerio de Salud, mail: lperes@uol.com.br

- Eunice Moraes, Asesora, mail: rosamarinho@spmulheres.gov.br
- Andrea Zarzar, Asesora, Programa de Promoción de Igualdad de Género, Raza y Etnia, Ministerio de Desarrollo Agrícola, mail: andrea.zarzar@mda.gov.br
- Ana María Costa, Directora del Departamento de Apoyo a la Gestión Participativa, Ministerio de Salud, mail: ana.costa@saude.gov.br
- Iraci Faria Franco, Teniente Coronel Nutricionista, Ministerio de Defensa, Comando de Aeronáutica, mail: liraci@fastec.com.br
- Rogeria Ferreira Peixinho, Coordinadora, Articulación de Mujeres Brasileiras, mail: rogeriapeixinho@gmail.com
- Mariana Bertol Carpanezzi, Especialista de Políticas Públicas, mail: mariana.carpanezzi@sedh.gov.br
- Fátima Cleide Silva, Senadora de la República, mail: fatima.cleide@senadora.gov.br
- Edneide Arruda Pereira, Asesora Parlamentaria, mail: edneidinha@uol.com.br
- Leonor da Costa, Asesora del Ministro, Ministerio de Trabajo y Empleo
- Inajara Inés Ferreira, Jefa de Gabinete, Ministerio de Justicia, mail: inajara.ferreira@mj.gov.br
- Andrea Butto, MDA
- Nilza Iraci Silva, representante, Consejo Nacional de los Derechos de la Mujer (CNDM)
- Katia Maria Borges, Ministerio das Cidades
- María Cristina Macdowell Dourado de Azevedo, Ministerio de Hacienda
- Denise Antonia de Paula Pacheco, gerenta de políticas de acciones afirmativas, Secretaria Especial de Políticas de Promoción Racial (SEPPIR)
- Maria Bethania Avila, SOS Corpo
- Creuza Maria Oliveira, Presidenta de Federação Nacional das Trabalhadoras Domésticas (Fenatrad), mail: creuzamaria@ig.com.br
- Adriana Segabinazzi de Freitas Amaral de Carvalho, Asesora, Secretaria General de la Presidencia de la República, mail: Adriana.segabinazzi@planalto.gov.br
- Maria Elisa Brandt, socióloga, Ministerio de Educación, mail: mariabrandt@ms.gov.br
- Sonia Maria Oliveira, Funcionaria Sector Imprensa e Cultura, Setor Empresa e Cultura, Embajada de Brasil en Ecuador

## **CHILE/CHILI**

### Representante/Representative/Représentante:

- Laura Albornoz, Ministra-Directora, Servicio Nacional de la Mujer (SERNAM), mail: pcontreras@minrel.gov.cl

### Miembros de la delegación/Delegation members/Membres de la délégation:

- Enrique Krauss, Embajador de Chile en Ecuador, mail: pcontreras@minrel.gov.cl
- Isabel Allende, Diputada de la República, Congreso Nacional, mail: iab@congreso.cl
- Tucapel Jiménez, Diputado de la República, Congreso Nacional, mail: tjimenez@congreso.cl
- Rosaura Martínez Labbé, Diputada, mail: rmartinez@congreso.cl
- María Antonieta Saa, Diputada de la República, Congreso Nacional
- Alejandro Sule, Diputado de la República, Congreso Nacional, mail: asule@congreso.cl
- Ximena Vidal Lázaro, Diputada de la República, Congreso Nacional, mail: xvidal@congreso.cl
- Juan Pablo Lira, Embajador, Director de América del Sur, Ministerio de Relaciones Exteriores, mail: pcontreras@minrel.gov.cl
- Eduardo Díaz del Río, Diputado de la República, Congreso Nacional, Chile, mail: ediaz@congreso.cl
- Juan Luis Nilo, Consejero Subdirector del Ceremonial y Protocolo, Ministerio de Relaciones Exteriores, mail: pcontreras@minrel.gov.cl

- María de los Ángeles Fernández, Directora Ejecutiva, Fundación Chile 21, mail: manges.fernandez@chile21.c.
- Gustavo Ayares, Consejero Director Adjunto del Ceremonial y Protocolo, Ministerio de Relaciones Exteriores, mail: pcontreras@minrel.gov.cl
- María Angélica Álvarez, Directora de Programación de la Presidenta de la República, mail: pcontreras@minrel.gov.cl
- Marcos Robledo, Asesor de Asuntos Internacionales de la Presidenta de la República, mail: pcontreras@minrel.gov.cl
- Patricio Reinoso, Jefe de Gabinete, Servicio Nacional de la Mujer (SERNAM), mail: preinoso@sernam.cl
- Irina Rossi, Directora Regional, Servicio Nacional de la Mujer (SERNAM), mail: irossi@sernam.cl
- Sofía Villalobos, Directora Regional, Servicio Nacional de la Mujer (SERNAM), mail: svillalobos@sernam.cl
- María Carolina Plaza Guzmán, Alcaldesa, Municipalidad de Huechuraba
- Valentina Egert Errázuriz, Concejal, Municipalidad de Huechuraba
- Claudio Cuadros, Asesor de Prensa, Presidencia de la República
- Margarita María Errazúriz, Vice Presidenta Comunidad Mujer, mail: margaritamaria@comunidadmujer.cl
- Rosemarie Junge, Presidenta, Comunidad Mujer Araucanía, Temuco, Chile, mail: rosemarie@junge.cl
- Carmen Phillips Saenz, Directora, Comunidad Mujer Araucanía, Temuco, Chile mail: caphisa@gmail.com
- Pilar Alamos, Comunidad Mujer, mail: pilar@comunidadmujer.cl
- Susana Barón, Presidenta, Organización Internacional de Mujeres Sionistas (WIZO)
- Ivonne Scheller, Miembro, Organización Internacional de Mujeres Sionistas (WIZO), mail: info@wizo.cl
- Freddy Antilef, Asesor de Gabinete, Servicio Nacional de la Mujer, mail: fantilef@sernam.cl
- Bárbara Cuadra Munilla, Embajada de Chile en Ecuador
- Eduardo Escobar, Consejero, Embajada de Chile en Ecuador
- Manuel García-Rey Coll, Segundo Secretario, Embajada de Chile en Ecuador
- Rayén Cariman, Agregada de Prensa y Cultural, Embajada de Chile en Ecuador
- Julia M. Loreto Ruz Donoso, Agregada Científica y de Cooperación, Embajada de Chile en Ecuador
- Lily Pérez, Secretaria General, Renovación Nacional, mail: lperez@rn.cl
- Teresa Valdés Echenique, Investigadora, Centro de Estudios para el Desarrollo de la Mujer (CEDEM).
- Alejandra Krauss, Consejala, Municipalidad de la Florida, mail: akrauss@laflorida.cl
- María Huerta, Dirigente Secundaria, Agrupación Nacional de Estudiantes Secundarios, mail: maria.huerta@hotmail.com
- Mireya Baltra, mail: mireya@baltra@vtr.net
- Ximena Rivillo, Subsecretaría Nacional de la Mujer Partido por la Democracia, (PPD) mail: Ximena.rivillo@hotmail.com
- Carmen Torres E. Directora Ejecutiva, Fundación Instituto de la Mujer, mail: insmujer@insmujer.cl

## **COLOMBIA/COLOMBIE**

### Representante/Representative/Représentante:

- Martha Lucía Vásquez Zawadzky, Consejera Presidencial para la Equidad de la Mujer, Consejería Presidencial para la Equidad de la Mujer

Miembros de la delegación/Delegation members/Membres de la délégation:

- Judith Sarmiento Santander, Asesora, Consejería Presidencial para la Equidad de la Mujer
- Myriam Teresa Castillo, Ministerio de Relaciones Exteriores, mail: myriam.castillo@cancilleria.gov.co
- Liliana Escobar, Secretaría de la Mujer de la Gobernación de Antioquia
- Lucrecia Ramírez, Gestora Social, Alcaldía de Medellín
- Flor María Díaz, Secretaria de la Mujer, Alcaldía de Medellín, mail: flor.diaz@medellin.gov.co
- Aura Dalia Caicedo Valencia, Consejería Presidencial para la Equidad de la Mujer, mail: auradalia@yahoo.com
- Bárbara Muelas, Consejería Presidencial para la Equidad de la Mujer
- Sara Gómez, Director de Fundación, Dialogo Mujer, mail: dialogomujer@gmail.com

**COSTA RICA**Representante/Representative/Représentante:

- Jeannette Carrillo Madrigal, Presidenta Ejecutiva, Instituto Nacional de las Mujeres, mail: ministra@inm.go.cr

Miembros de la delegación/Delegation members/Membres de la délégation:

- Ana Helena Chacón Echeverría, Diputada, Asamblea Legislativa
- Patricia Allen Flores, Directora Junta Directiva, Instituto Nacional de las Mujeres, mail: casandra@racsa.co.cr
- Ana Lorena Flores Salazar, Coordinadora, Área Construcción de Identidades y Proyectos de Vida, Instituto Nacional de las Mujeres, mail: aflores@inamu.go.cr
- Gina Valitutti Chavarría, Coordinadora Área Especializada Información, Instituto Nacional de las Mujeres
- Lorena Camacho de la O., Jeja de la Unidad de Investigación, Instituto Nacional de las Mujeres
- Ana Felicia Torres Redondo, Consultora, Instituto Nacional de las Mujeres
- Rosa María Costa, Consultora, Instituto Nacional de las Mujeres

**CUBA**Representante/Representative/Représentante:

- Yolanda Ferrer Gómez, Secretaria General, Federación de Mujeres Cubanas (FMC), mail: fmc@enet.cu, rr/iifmc@enet.cu

Miembros de la delegación/Delegation members/Membres de la délégation:

- Sonia Beretervide Dopico, Miembro del Secretariado Nacional, Federación de Mujeres Cubanas (FMC), mail: fmc@enet.cu, rr/iifmc@enet.cu, soniafmc@enet.cu
- Tamara Silvia Columbié Matos, Miembro del Secretariado Nacional, Federación de Mujeres Cubanas, mail: fmc@enet.cu, rr/iifmc@enet.cu
- Rebeca Cutié Cancino, Especialista Organismo Internacionales, Ministerio para la Inversión Extranjera y la Colaboración Económica, mail: rebeca.cutie@minvec.cu
- Ulises Barquín Castillo, Encargado de Negocios a.i., Embajada de Cuba, mail: consejero@embacuba.ec
- Nadia Hernández Álvarez, Federación de Mujeres Cubanas (FMC), mail: fmc@enet.cu, rr/iifmc@enet.cu
- Yanira Kuper Herrera, Federación de Mujeres Cubanas, mail: fmc@enet.cu

**DOMINICA/DOMINIQUE**Representante/Representative/Représentante:

- Rosie Brown, Director, Human Development Coordinator, Women's Bureau

**ECUADOR/ÉQUATEUR**Representante/Representative/Représentante:

- María Fernanda Espinosa, Ministra de Relaciones Exteriores

Miembros de la delegación/Delegation members/Membres de la délégation:

- Soledad Puente, Directora Ejecutiva, Consejo Nacional de las Mujeres (CONAMU)
- Jeannette Sánchez, Ministra de Bienestar Social, Ministerio de Bienestar Social
- María Caridad Vásquez, Presidenta del Directorio de Consejo Nacional de las Mujeres (CONAMU)
- Dalia Moncayo, Representante de la Sociedad Civil al Directorio de Coordinadora Pública de Mujeres Ecuatorianas, mail: daliamoncayo@hotmail.com
- Carmen Jaramillo, Diputada Alterna Congreso Nacional
- Liliana Durán, Representante de la Sociedad Civil al Directorio Foro de la Mujer
- Cristián Cevallos, Representante del Ministerio Coordinador de Desarrollo Social
- Mariana Espinel, Representante de la Secretaría Nacional de la Administración Pública
- Rocío Cazar, Integrante Directorio CONAMU, Representante de la Secretaría Nacional de Planificación y Desarrollo, mail:rcazar@senplades.gov.ec
- Margarita Carranco, Vicealcaldesa de Quito, Presidenta, Asociación de Mujeres Municipalistas del Ecuador (AMUME), mail: margaritacarranco@yahoo.es
- Patricia Henríquez, Vicepresidenta, Asociación de Mujeres Municipalistas del Ecuador (AMUME), mail: pugarte@ecua.net.ec
- Nivea Velez, Asociación de Mujeres Municipalistas del Ecuador (AMUME)
- Pilar Magdalena Cun Castillo, Asociación de Consejeras Provinciales del Ecuador (ACOPE) mail: pcun@pchincha.gov.ec
- María Cristina López, Vicepresidenta, Asociación de Mujeres de Juntas Parroquiales (AMJUPRE)
- Dolores Padilla, Diputada, Foro de Parlamentarias, mail: dolorespadilla@gmail.com
- Natalie Celi, Ministerio de Coordinación de Desarrollo Social
- Manuela Gallegos, Secretaría Nacional de Pueblos, Movimientos Sociales y Participación Ciudadana
- Marcela Costales, Secretaría Nacional de Pueblos, Movimientos Sociales y Participación Ciudadana, mail: marserrano1954@hotmail.com
- Fausto Ortiz, Ministerio de Economía
- Magdalena León, Asesora, Ministerio de Economía y Finanzas, mail: mleon@interactive.net.ec
- Janeth Sánchez, Ministerio de Bienestar Social
- Miriam Alcívar, Ministerio de Bienestar Social
- Antonio Gagliardo, Ministerio de Trabajo
- Carmen Pereira, Asesora y Coordinadora General del Ministro de Trabajo, mail:carmen\_pereira@mintrab.gov.ec
- Andrea López, Ministerio del Trabajo
- Augusto Saa, Director General de Derechos Humanos, Ministerio de Relaciones Exteriores
- Doris Melo, Dirección General de Derechos Humanos, Ministerio de Relaciones Exteriores, mail: dgderhum@mmrree.gov.ec
- Gustavo Larrea, Ministerio de Gobierno
- Fernando Garzón, Ministerio de Gobierno
- Carolina Chang, Ministerio de Salud Pública

- Carmen Laspina, Ministerio de Salud Pública
- William Murillo, Secretario Nacional del Migrante
- Fander Falcon, Secretaría Nacional de Planificación del Estado
- Gloria Mejía, Periodista, Departamento de Comunicación Social, Fiscalía General del Estado, mail: mejia@miupec.gov.ec
- Susana Cedano Solórzano, Asesora, Departamento de Comunicación Social, Fiscalía General del Estado
- María Lourdes Portaluppi, Subsecretaria de Protección Familiar, Ministerio de Bienestar Social, mail: Lourdes.portaluppi@mbs.gov.ec, portomar@hotmail.com
- Patricia Bermúdez, Subsecretaria del Migrante del Litoral, mail: pbermudez@senami.org
- Silvana Regalado, Subsecretaria del Ministerio de Bienestar Social del Austro
- Rosa Manzo, Subsecretaria del Ministerio de Bienestar Social Litoral
- Sara Oviedo, Consejo Nacional de la Niñez y la Adolescencia
- Lourdes Tiban, Secretaria Ejecutiva, Consejo Nacional de Pueblos y Nacionalidades Indígenas del Ecuador (CODENPE), mail: lulucu@hotmail.com
- José Franklin Chala, Consejo Nacional de Desarrollo de los Pueblos Afroecuatorianos
- Mónica Vásquez, Programa de Protección Social, mail: mvasquez@pps.gov.ec
- Claudio Gallardo, Instituto Nacional de Estadísticas y Censos
- Patricio Pazmiño, Tribunal Constitucional
- Ana Abril, Magistrada, Corte Suprema de Justicia, mail: aabril@cortesuprema.gov.ec
- Consuelo Bowen, Consejo Nacional de las Mujeres
- Rosario Utreras, Directora de Género, Defensoría del Pueblo
- Silvia Salgado Andrade, Diputada, Presidenta Comisión de la Mujer, Congreso Nacional
- Beatriz Bordes, Movimiento de Mujeres del Guayas, mail: Beatriz-bordes@hotmail.com
- Pascualine Pidre, delegada oficial, OSHE Mujeres Shuar
- Manuela Ima, Asociación de Mujeres Waorani del Ecuador
- María Hernández, Movimiento de Mujeres por la Vida
- Rosa Emérita López, Movimiento de Mujeres de Sucumbios
- Rosa Linda Carvajal, Movimiento de Mujeres de Jipijapa
- María Luisa Hurtado, Coordinadora Nacional de Mujeres Negras (CONAMUNE)
- Inés Morales Lastra, Movimiento de Mujeres Negras de Quito (MOMUNE)
- Blanca Nelly Maldonado Murillo, Movimiento de Mujeres de El Oro
- Graciela Piedad Caicedo Montaña, Secretaria del Cabildo y Asamblea Cantonal, Cantón Eloy Alfaro
- Adela Moscoso, Directora provincial de Educación, Chimborazo, mail: adela\_moscoso@yahoo.com
- María Virginia Guamán, CUMIG
- Rosa Poaquiza, Consejo Nacional de Mujeres Indígenas del Ecuador
- Amina Bertha Pareja Abata, Presidenta Nacional, Movimiento Montubio Solidaridad
- Mónica Cevallos, Representante de la Coordinadora Política de Mujeres Ecuatorianas, mail: come@andinanet.net
- Eulalia Vasconez, Coordinadora alterna Nacional, Foro de la Mujer Ecuatoriana, mail: Eulalia-v21@hotmail.com
- Mercy Julieta Logroño, Confederación de Mujeres Ecuatorianas para el Cambio
- Clara Merino, Movimiento de Mujeres Luna Creciente, mail: mmlunacreciente@yahoo.es
- Sara Sayay Lema, Coordinadora Red de Mujeres Rurales de Chimborazo
- Fanny Real, Coordinadora Política, Mujeres del Azuay, mail: coopoliticademujeresdelazuay@yahoo.com.mx
- Irene Pesantez, Mujeres del Azuay
- Nimia Macías Zambrano, CONAMU, mail: nimia\_macías@hotmail.com



- Leticia Alexandra Rojas Miranda, Lesbianas Ecuatorianas Desafiando Mitos, mail: lettirojas@yahoo.com
- Eugenia Orbe, Mujeres de Imbabura por la Constituyente
- Carolina Vergara, Coordinadora del Comité de Desarrollo de Mujeres de Frontera
- Alba Margarita Aguinaga, Colectivo Feminista, mail: amab03@yahoo.es
- Narda Solanda Goyes, Asamblea de Mujeres de Quito, mail: solanda.goyes@gmail.com
- Janeth Peña López, Movimiento de Mujeres en Defensa de la Diversidad Sexual
- María Fernanda Cañete, Red de Mujeres de Partidos y Movimientos Políticos
- Mary García, Asociación de Mujeres Nela Martínez, mail: marygarciabravo@yahoo.com.ar
- Gioconda Herrera, Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales (FLACSO)
- Mercedes Prieto, Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales (FLACSO)
- Karina Arguello, Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales (FLACSO), mail: zcam76@gmail.com
- Judy Salgado, Universidad Andina Simón Bolívar
- Paulina Palacios, delegada, Derechos Humanos de Pueblos y Nacionalidades Indígenas, mail: gpaulinaph@yahoo.es
- Rosa Vacacela, Experta Indígena
- Patricia Sarsoza, Inclusión del Enfoque Generacional
- Rosa María Anchundia, Inclusión Enfoque Económico – Red de Mujeres Transformando la Economía (REMTE)
- Magdalena Mayorga, Centro de Investigación Multidisciplinaria y de Facilitación del Desarrollo (CIMUF), mail: dir@cimuf.org
- Ariadna Reyes Ávila, Coordinadora General,
- María Patlova Guerra, Jueza, Corte Superior de Justicia, mail: patlovag@hotmail.com
- Lorena Herrera, Subsecretaría de Protección Familiar
- Gabriela Rosero, Coordinadora Proyecto Incorporación Género en la Política Fiscal del Ecuador, CONAMU, mail: rosero\_gabriela@conamu.gov.ec
- Gabriela Unda, Asistente de Especialista en Género, Subproceso Seguimiento PPPG, CONAMU, mail: unda\_gabriela@conamu.gov.ec
- Tatiana Unda, Especialista en Género, Subproceso de Seguimiento, CONAMU, mail: unda\_tatiana@conamu.gov.ec
- Sonia Estrella, Coordinadora del Subproceso de Expresiones Artísticas y Culturales del CONAMU, mail: estrella\_sonia@conamu.gov.ec
- Rosa Carvajal Carvajal, CONAMU
- Eugenia Orbes, CONAMU, mail: eorbes58@yahoo.com
- Minucia Ima Omena, CONAMU, mail: tagaeri-wepe2001@yahoo.es
- Consuelo Bowen, Directora Técnica, CONAMU, mail: bowen\_consuelo@conamu.gov.ec
- Mayra Torres Benavides, CONAMU, mail: torres\_mayra@conamu.gov.ec
- Rosa Emerita López Juca, Movimiento de Mujeres de Sucumbios
- Rocío del Pilar Balarezo Bustamante, Especialista Subproceso de Formulación de Políticas Públicas, CONAMU, mail: balarezo\_rocio@conamu.gov.ec
- Carlos Díaz, Asesor, Programa de Protección Social, Ministerio de Bienestar Social, mail: cdiaz@pps.gov.ec
- Santiago Cruz, Técnico Nacional, Consejo Nacional de la Niñez y Adolescencia, mail: santiagocruz@cna.gov.ec
- Alioska Guayasamín Narváez, Directora, Fundación Marcha Blanca, mail: aguayasmim@segurosequinoccial.com
- Isabel Muñoz, Directiva, Fundación Mujer y Sociedad, mail: munozisa@uio.satnet.net

- Luzmila Cacuango Cáceres, Coordinadora de Salud Andina, COMMIE
- Bella Margarita Lucas Castillo, Concejala Foro de Mujeres

## **ESPAÑA/SPAIN/ESPAGNE**

### Representante/Representative/Représentante:

- María Teresa Fernández de la Vega, Vicepresidenta Primera, Ministra de la Presidencia y portavoz del Gobierno de España

### Miembros de la delegación/Delegation members/Membres de la délégation:

- Trinidad Jiménez, Secretaria de Estado para Iberoamérica
- Fernando Escribano, Director, Gabinete Vicepresidenta
- María Jesús Figa, Directora General de Relaciones Internacionales
- Soledad Murillo de la Vega, Secretaria General de Políticas de Igualdad, Ministerio de Trabajo y Asuntos Sociales
- Aurora Díaz Rato, Directora de Cooperación con Iberoamérica
- Ángeles Puerta, Directora de Comunicación del Gabinete de la Vicepresidenta
- Juan Carlos Sánchez, Director, Gabinete de Estado para Iberoamérica
- Hortensia Moriones, Jefa de Gabinete de Relaciones Internacionales
- Concepción Gisbert, Jefa de Gabinete de la Secretaría de Políticas de Igualdad
- Isabel Martínez, Vocal Asesora del Gabinete de la Vicepresidenta, mail: emb.quito@mae.es
- Juan Carlos Gafo, Director, Departamento de Protocolo de la Presidencia de Gobierno, mail: emb.quito@mae.es
- Ana Salado, Vocal Asesora de Prensa de la Vicepresidenta Primera del Gobierno, mail: emb.quito@mae.es
- Noelia Rivero, Vocal Asesora de Prensa de la Vicepresidenta Primera del Gobierno, mail: emb.quito@mae.es
- Lola Pérez Robles, Secretaria de la Vicepresidenta Primera del Gobierno, mail: emb.quito@mae.es
- Julio Triguero, Subinspector, Jefe de Seguridad Vicepresidenta Primera del Gobierno
- Juan María Alzina, Embajador de España en Ecuador
- Javier Triana, Ministro Consejero, Embajada de España en Ecuador
- Lorea Arribalzaga, Primer Secretario, Embajada de España en Ecuador
- Caliz Vila, Coordinadora General, mail: aeciecuador@aeciecuador.org
- Almudena Moreno, Coordinadora General Adjunta, mail: coordinadora.adjunta@aeciecuador.org
- Sandra Bosch, Responsable de Género y Comunicación Social, Agencia Española de Cooperación Internacional (AECI) Ecuador, mail: sandra.bosch@aeciecuador.org
- Minerva Rojas, Becaria Gestión Cultural, Embajada de España en Ecuador, mail: minerva.rojas@mae.es
- Sonia Crespo, Responsable de Género (Galápagos), Agencia Española de Cooperación Internacional (AECI) Ecuador
- Johanna Izurieta, Responsable de Género (Manabí), Agencia Española de Cooperación Internacional (AECI) Ecuador, mail: jo-hanna-iz@hotmail.com
- Mercy López, Solidaridad Internacional, mail: emb.quito@mae.es
- Juan María Alzina de Aguilar, Embajador de España en Ecuador, mail: emb.quito@mae.es
- Mónica Lucas, Responsable de Género, ProODM, Agencia Española de Cooperación Internacional (AECI) Ecuador, mail: emb.quito@mae.es
- Ana de Mendoza, Programa Regional Centroamérica Género, Agencia Española de Cooperación Internacional (AECI) , mail: emb.quito@mae.es

- Mar Humberto, Responsable de Género, Agencia Española de Cooperación Internacional (AECI) Colombia, mail: emb.quito@mae.es
- Nava San Miguel, Responsable de los Asuntos de Género, Dirección General de Planificación y Evaluación de Políticas para el Desarrollo, Secretaría de Estado de Cooperación Internacional, emb.quito@mae.es
- Rosario Ortega, Pasante, Instituto de la Mujer de España en Ecuador, mail: emb.quito@mae.es
- Raffaella Galante, Jefa, Departamento de Investigación, Asociación de Investigación y especialización sobre Temas Iberoamericanos (AIETI), mail: investigación@aieti.es
- Marta Cirujano, Representante, Asociación de Investigación y Especialización sobre Temas Iberoamericanos (AIETI), mail: emb.quito@mae.es
- Juan José de Andrés
- Miguel Angel Simón
- Javier Gómez
- Javier Mieres
- Javier Valle
- Andrés Costilludo

## **FRANCIA/FRANCE**

### Representante/Representative/Représentante:

- Nicolás Cimbaro, Agregado de cooperación Embajada de Francia en Ecuador, mail: nicolas.cimbaro@diplomatie.gov.fr

### Miembros de la delegación/Delegation members/Membres de la délégation:

- Olivier Huot, Primer Consejero Embajada de Francia en Ecuador, mail: olivier.hjuot@diplomatie.gov.fr

## **GRANADA/GRENADA/GRENADE**

### Representante/Representative/Représentante:

- Gemma Baim-Thomas, Permanent Secretary, Ministry of Social Development, mail: gemma.thomas@gov.gd

## **GUATEMALA**

### Representante/Representative/Représentante:

- María Gabriela Núñez, Secretaria Ejecutiva, Secretaría Presidencial de la Mujer

### Miembros de la delegación/Delegation members/Membres de la délégation:

- Cándida González Chipir, Segunda Viceministra de Trabajo y Previsión Social, Ministerio de Trabajo y Previsión Social, mail: cgonzalez@mintrabajo.gob.gt
- Teresa de Basterrechea, Secretaria de Obras Sociales de la Esposa del Presidente
- Juan León Alvarado, Embajador de Guatemala en Ecuador
- Dora del Carmen Beckley, Asesor de la Secretaría Presidencial de la Mujer
- Anabella Osorio, Asesora del Ministerio de Agricultura, Ganadería y Alimentación
- María del Rosario Toj, Asociación Política de Mujeres Mayas (MOLOJ)
- Carmen López de Cáceres, Convergencia Cívico Política de Mujeres
- Alma Odette Chacón, Comité Beijing

- Isabel Cipriano, Defensoría de la Mujer Indígena
- Margarita Cate de Catú, Presidente de la Federación Nacional de Mujeres Rurales

## **HAITÍ/HAITI/HAÏTI**

### Representante/Representative/Représentante:

- Marie Laurence Jocelyn Lassegue, Ministre, Ministère à la Condition Féminine et aux Droits des Femmes (MCFDF)

### Miembros de la delegación/Delegation members/Membres de la délégation:

- Myriam Merlet, Cheffe de Cabinet, Ministre, Ministère à la Condition Féminine et aux Droits des Femmes (MCFDF)
- Jean Gracien, Membre de Cabinet, Ministre, Ministère à la Condition Féminine et aux Droits des Femmes (MCFDF), mail: jgracien@yahoo.fr
- Charlotte Marie Tessy Gerbier Romulus, Cheffe Service des Droits des Femmes, Ministre, Ministère à la Condition Féminine et aux Droits des Femmes (MCFDF)
- Céméphise Gilles, Sénatrice, Responsable de la Commission des Droits des femmes
- Marie Carmelle Huguette Lamour Vedrine, Sénatrice
- Marie Clunie Dumay Miracles, Députée
- Marie Denise Claude, Coordinatrice Nationale Adjointe, Coalition des femmes leaders (COFHEL)
- Samia Salomon, Coordination Nationale de Plaidoyer en faveur des droits de la femme (CONAP)
- Marie Caridad Maguy Jocelyn Simon, Fanm Yo La (Cayes)

## **HONDURAS**

### Representante/Representative/Représentante:

- Selma Estrada, Ministra, Instituto Nacional de la Mujer (INAM)

### Miembros de la delegación/Delegation members/Membres de la délégation:

- Karen Zelaya, Ministra, Secretaría Técnica de Cooperación (SETCO)
- María Antonia Navarro, Decana, Universidad Nacional Autónoma de Honduras (UNAH)
- Dilma Quezada, Directora Vicepresidencia
- Gilda Rivera, Centro de Derecho de la Mujer, mail: gildarivera@yahoo.com
- María Concepción Betanco, Secretaria General de la Confederación Hondureña de Mujeres Campesinas (CHMC)
- José Porfirio Lobo, Presidente Partido Nacional
- Pastora Bonilla, Directora Técnica, Instituto Nacional de la Mujer (INAM)

## **ITALIA/ITALY/ITALIE**

### Representante/Representative/Représentante:

- Giulio Piccirilli, Embajador de Italia, mail: segramb.quito@esteri.it

## **JAMAICA/JAMAÏQUE**

### Representante/Representative/Représentante:

- Faith Webster, Acting Executive Director, Bureau of Women's Affairs, Ministry of Labour, Social Security and Sports, mail: faithw.jbwa@cwjamaica.com

Miembros de la delegación/Delegation members/Membres de la délégation:

- Linnette Vassel, Gender Consultant and Social Development specialist, mail: [cvas@cwjamaica.com](mailto:cvas@cwjamaica.com)

**MÉXICO/MEXICO/MEXIQUE**Representante/Representative/Représentante:

- María del Rocío García Gaytán, Presidenta, Instituto Nacional de las Mujeres, mail: [mrgarcia@inmujeres.gob.mx](mailto:mrgarcia@inmujeres.gob.mx)

Miembros de la delegación/Delegation members/Membres de la délégation:

- Héctor Antonio Romero Barraza, Embajador de México en Ecuador, mail: [embajadamexico@embamex.org.ec](mailto:embajadamexico@embamex.org.ec)
- Hipólito Santillán Acosta, Consejero de Asuntos Culturales, Embajada de México en Ecuador, mail: [embajadamexico@embamex.org.ec](mailto:embajadamexico@embamex.org.ec)
- Víctor Delgado, Jefe de Cancillería de la Embajada de México ante la República del Ecuador, mail: [embajadamexico@embamex.org.ec](mailto:embajadamexico@embamex.org.ec)
- Alejandro Rivera, Segundo Secretario, embajada de México ante la República del Ecuador, mail: [embajadamexico@embamex.org.ec](mailto:embajadamexico@embamex.org.ec)
- Ernesto Céspedes, Director General para Temas globales, Secretaría de Relaciones Exteriores, mail: [ecespedes@sre.gob.mx](mailto:ecespedes@sre.gob.mx)
- Roxana Cuevas Flores, Directora General, Fundación Visión México 2020 A.C., mail: [garciamagdalena@aol.com](mailto:garciamagdalena@aol.com)
- Claudia Sofía Corichi García, Secretaria de la Mesa Directiva de la Cámara de Senadores
- Blanca Olivia Peña Molina, Vocal Propietaria del Consejo consultivo, Instituto Nacional de las Mujeres, mail: [calafia777@gmail.com](mailto:calafia777@gmail.com)
- Patricia Wohlers Erchiga, Directora General Adjunta de Asuntos Internacionales, Instituto Nacional de las Mujeres, mail: [pwohlers@inmujeres.gob.mx](mailto:pwohlers@inmujeres.gob.mx)
- María Sofía del Perpetuo Socorro Castro Romero, Presidenta de la Comisión Especial para conocer las políticas y la procuración de justicia vinculada a los femicidios, Cámara de Diputados
- Norma Alicia Popoca Sotelo, Directora General, Instituto de la Mujer para el Estado de Morelos, mail: [institutodelamujerdemorelos@hotmail.com](mailto:institutodelamujerdemorelos@hotmail.com)
- Martha Angélica Tagle Martínez, Diputada Federal, Secretaria de la Comisión de Equidad y Género, mail: [martha.tagle@congreso.gob.mx](mailto:martha.tagle@congreso.gob.mx)
- Marcelina Bautista, Directora Centro de apoyo y capacitación para empleadas del hogar, mail: [marce\\_baumx@yahoo.com.mx](mailto:marce_baumx@yahoo.com.mx)
- Margarita Velásquez, Directora General del Programa de Igualdad entre Mujeres y Hombres, comisión Nacional de los Derechos Humanos, mail: [mvelazquez@cndh.org.mx](mailto:mvelazquez@cndh.org.mx)
- Maribel Luisa Alva Olvera, Integrante de la Comisión de Equidad y Género, Cámara de Diputados, mail: [Maribel.alva@congreso.gob.mx](mailto:Maribel.alva@congreso.gob.mx)
- Maricela Contreras Julián, Presidenta de la Comisión de Equidad y Género, Cámara de Diputados, mail: [maricela.contreras@congreso.gob.mx](mailto:maricela.contreras@congreso.gob.mx)
- María Eugenia Gómez, Coordinadora de Asesores de la Presidencia y Enlace Federal de Género, Instituto Nacional de Estadística, Geografía e Informática, mail: [Malena.gomez@inegi.gob.mx](mailto:Malena.gomez@inegi.gob.mx)
- María Elena Chapa Hernández, Presidenta Ejecutiva, Instituto Estatal de las Mujeres de Nuevo León, mail: [nuevoleon@inmujeres.gob.mx](mailto:nuevoleon@inmujeres.gob.mx)
- Guadalupe Arellano Rosas, Vocal Propietaria del Consejo Social, Instituto Nacional de las Mujeres, mail: [garellano@ancifem.org.mx](mailto:garellano@ancifem.org.mx)
- Irma Pérez Puente, subdirectora de Proyectos de Asuntos Internacionales, Instituto Nacional de las Mujeres, mail: [iperez@inmujeres.gob.mx](mailto:iperez@inmujeres.gob.mx)

- María Esperanza Morelos Borja, Diputada Federal, Presidenta de la Comisión de Atención a Grupos Vulnerables e Integrante de la Comisión de Equidad y Género, Cámara de Diputados, mail: maria.morelos@congreso.gob.mx, mmorelosb@diputadospan.gob.mx
- Daphne Cuevas Ortiz, Foro de Mujeres y Políticas de Población, mail: garciamagdalenaa@aol.com
- Claudia Salas Rodríguez, Directora General de Planeación, Instituto Nacional de las Mujeres, mail: cgsalas@inmujeres.gob.mx
- María Columba Quintero Martínez, vocal Propietaria del Consejo Consultivo, Instituto Nacional de las Mujeres, mail: columbaquintero@yahoo.com.mx
- Claudia Cruz Santiago, Integrante de la Comisión de Equidad y Género, Cámara de Diputados, mail: claudia.cruz@congreso.gob.mx
- Claudia María Casas Bernard, Presidenta del Consejo Social, Instituto Nacional de las Mujeres, mail: edad\_mexico@yahoo.com.mx, ccasasgv@yahoo.com.mx
- Brigida Chautla Ramos, Presidenta del Comité Ejecutivo Nacional, Asociación Mexicana de Mujeres Organizadas en Red, mail: chautlaram@yahoo.com.mx, ammor@umorea.org.mx
- Celita Trinidad Alamilla, Directora General de Promoción y Enlace, Instituto Nacional de las Mujeres, mail: ctalamilla@inmujeres.gob.mx
- Bertha Yolanda Rodríguez Ramírez, Diputada Federal, Secretaria de la Comisión de Equidad y Género, Cámara de Diputados, mail: yolanda.rodriguez@congreso.gob.mx
- Blanca Judith Díaz, Presidenta de la Comisión de Equidad y Género, Cámara de Senadores, mail: judithdd@hotmail.com, blanca.diaz@pan.senado.gob.mx
- Aranzazu Flores Castellanos, Directora de Relaciones Públicas, Instituto Nacional de las Mujeres, mail: aflores@inmujeres.gob.mx
- Angélica de la Peña, Directora, Red de Investigadoras por la Vida y la Igualdad de las Mujeres, mail: angelicaprd@yahoo.com.mx
- Ana Hilda Rivera Vázquez, Encargada de la Dirección General, Instituto para la Mujer Zacatecana, mail: mujerzac@prodigy.net.mx
- Alicia Elena Pérez Duarte, Fiscal Especial para la Atención de Delitos relacionados con Actos de Violencia con las Mujeres, Procuraduría General de la República, mail: perezduarte@pgr.gob.mx
- Elizardo Rannauro, Director de Asuntos Internacionales de la Mujer, Secretaría de Relaciones Exteriores, mail: erannauro@sre.gob.mx
- Bertha Teresa Albarrán, Coordinadora de Acción Política de la Oficina de Coordinación Nacional de Red Familia, mail: albarran\_bt@hotmail.com, berthaalbarran@redfamilia.net
- Norma Mendoza Alexandry, Directora General, Centro de Estudios y Formación Integral de la Mujer, CEFIM, mail: nmendoza\_alexandry@hotmail.com
- María Hadad Castillo, Directora General, Instituto Quintanarroense de las Mujeres
- Laura Angélica Rojas Hernández, Diputada Federal, Integrante de la Comisión de Equidad y Género, Cámara de Diputados, mail: laura.rojas@congreso.gob.mx
- Brígida Chautla, Asociación Mexicana de Mujeres Organizadas en Red, Presidenta del Comité Ejecutivo Nacional
- Elda Gómez Lugo, integrante de la Comisión de Equidad y Género, Cámara de Diputados, mail: eldagomez@congreso.gob.mx

## **PANAMÁ/PANAMA**

### Representante/Representative/Représentante:

- Rina Rodríguez, Secretaria General, Ministerio de Desarrollo Social, mail: internacional@mides.gob.pa

Miembros de la delegación/Delegation members/Membres de la délégation:

- Samirah Armengol, Especialista en Proyectos y Género, Dirección Nacional de la Mujer, Ministerio de Desarrollo Social, mail: internacional@mides.gob.pa
- Yolanda Marco de Stoute, consultora de la Dirección Nacional de la Mujer, Ministerio de Desarrollo Social
- Betsy Arosemena, Vicepresidenta, Consejo Nacional de Mujer (CONAMU), mail: bdesalazar@cableonda.net, betsy\_0409@hotmail.com
- Dalys Batista, Unión Nacional de Mujeres Panameñas
- Mireya Peart, Unión Nacional de Mujeres Panameñas
- Sonia Henríquez, Presidenta, Alianza del Movimiento de Mujeres de Panamá, mail: sgernado@yahoo.com
- Doris Gallardo, Coordinadora Nacional de Mujeres Indígenas (CONAMUIP)
- Olga Cárdenas, Centro de la Mujer Panameña
- Urenna Akenke, Red de Mujeres Jóvenes Afropanameñas, mail: urennabest@yahoo.com

**PARAGUAY**Representante/Representative/Représentante:

- Benefrida Espinoza, Directora de Cooperación Externa, mail: espinoza@mujer.gov.py

Miembros de la delegación/Delegation members/Membres de la délégation:

- María Teresita Silvero Silgueiro, Tesorera, Coordinación de Mujeres del Paraguay (CMP), mail: cmp.feminista@gmail.com
- Marta Diarte, Directora Sectorial, Secretaría de la Mujer de la Presidencia de la República, mail: diarte@mujer.gov.py

**PERÚ/PERU/PÉROU**Representante/Representative/Représentante:

- Milagros Ríos García, Directora Ejecutiva del Programa Nacional contra la Violencia Familiar y Sexual del Ministerio de la Mujer y Desarrollo Social, mail: mrios@mimdes.gob.pe

Miembros de la delegación/Delegation members/Membres de la délégation:

- Antonina Rosario Sasieta Morales, Congresista, Congreso de la República, Presidenta de la Mesa de Mujeres Parlamentarias, mail: rsasieta@congreso.gob.pe
- María Cleofé Sumire de Conde, Congresista, Congreso de la República, mail: msumire@congreso.gob.pe
- Nora Soledad Cisneros Campoverde, Directora de Derechos y Ciudadanía de las Mujeres, Dirección General de la Mujer, Ministerio de la Mujer y Desarrollo Social, mail: scisneros@mimdes.gob.pe
- María Antonia Masana García, Ministra Consejera, Embajada del Perú, mail: maanid@hotmail.com
- Luis Alfredo Espinoza Aguilar, Funcionario Embajada del Perú en Ecuador

**REPÚBLICA BOLIVARIANA DE VENEZUELA/BOLIVARIAN REPUBLIC OF VENEZUELA/  
RÉPUBLIQUE BOLIVARIENNE DU VENEZUELA**Representante/Representative/Représentante:

- Claudia Josefina Herrera, Vicepresidenta, Instituto Nacional de la Mujer, mail: claudia.herrera@gmail.com

Miembros de la delegación/Delegation members/Membres de la délégation:

- Flor Ríos, Diputada, Presidenta de la Subcomisión de la Mujer, Asamblea Nacional, mail: florrios@asambleanacional.gov.ve
- Diluvina Cabello, Diputada por el Estado Bolívar, Asamblea Nacional, mail:diluvioc@yahoo.com
- Yurbín Aguilar, Directora de Atención y Prevención de la Violencia contra las Mujeres, Instituto Nacional de la Mujer, mail: yurbinaguilar@yahoo.com
- Ludmila Correa, Directora de Planes para la Promoción de la Mujer, Instituto Nacional de la Mujer, mail: correa.ludmila@gmail.com
- Norma Romero, Asesora Técnica, Dirección de Planes para la Promoción de la Mujer, Instituto Nacional de la Mujer, mail: normajoromero@gmail.com
- Zoila Yáñez, Coordinadora de Pueblos Indígenas, Instituto Nacional de la Mujer, mail: waraosanuka@hotmail.com
- Jhannett Madriz, Diputada, mail: imadrizs64@hotmail.com
- Amasilis Navarro, Vicepresidenta de FREMUJER
- Carmen Rojas Calderón, Representante, Punto de Encuentro de Antimano, Instituto Nacional de la Mujer, mail: inamujerinter@gmail.com
- Ludyt Ramírez, Presidenta Consejo Nacional para Personas con Discapacidad (CONAPDIS), mail: rludyt@gmail.com
- Wilman Ramírez, Asistente de Recursos Humanos, Consejo Nacional para Personas con Discapacidad (CONAPDIS), mail: rludyt@gmail.com
- Janlisbert Libertad Velasco, Universidad Central de Venezuela, mail:janlisbert@hotmail.com
- Fabiola Romero, Coordinadora de Proyectos, Niña Madre, mail:alivel4@hotmail.com
- Janeth Solórzano, Investigadora, Niña Madre, mail: janetso@yahoo.com
- Yury Weky, Coordinadora de Educación e Ideología, Movimiento de Mujeres Clara Zetkin

**REPÚBLICA DOMINICANA/DOMINICAN REPUBLIC/RÉPUBLIQUE DOMINICAINE**Representante/Representative/Représentante:

- Flavia García, Secretaria de Estado de la Mujer, mail: violetaquezada@hotmail.com

Miembros de la delegación/Delegation members/Membres de la délégation:

- Gladys Gutiérrez, Secretaria de Estado, Asesora Poder Ejecutivo para el Seguimiento de Convenios, gladysgutierrez@presidencia.gov.do
- Néstor Cerón, Embajador de República Dominicana en Ecuador, mail:emreptom@gms.com
- Amarilis Santana, Senadora de la República por la Provincia La Romana
- María Estela de la Cruz, Diputada de la República por Monte Plata
- Magda Rodríguez, Diputada de la República por Santiago
- Carmen Ucenta, Diputada de la República por Santiago
- Juana Mercedes Vicente, Diputada de la República por Dajabon
- Gladis Sofía Ascona, Diputada de la República por San Pedro de Macorís
- Licelot Arias, Diputada de la República por Peravia
- Carmen Pérez, Directora de Políticas Públicas, Secretaría de Estado de la Mujer, mail: carmen\_articulacion@yahoo.es
- Elba Franco, Directora Departamento de Educación, Secretaría de Estado de la Mujer mail: Elbafranco15@hotmail.com
- Ramonita García, Sub-Secretaria Administrativa, Secretaría de Estado de la Mujer, mail: ramonita\_garcia@hotmail.com
- Rosa de los Santos, Directora Oficina Sectorial de Planificación y Programación, Secretaría de Estado de la Mujer, mail: rosadelossantos@hotmail.com



- Susana Maldonado, Encargada Departamento Derechos Económicos, Sociales y Culturales, Secretaría de Estado de la Mujer, mail:
- Angeli Páez, Directora de Comunicación, Secretaría de Estado de la Mujer
- Altagracia Suriel, Directora de Proyectos, Despacho de la Primera Dama, mail: a.suriel@primeradama.gov.do
- Luisa Mateo, Directora Oficina de Género y Desarrollo, Secretaría de Estado de Educación
- Amantina Gómez, Síndica de Villa Bisonó
- Endilina Rivas Méndez, Encargada de la Oficina de Equidad de Género y Desarrollo, Secretaría de Estado de la Juventud, mail: drarivas1@yahoo.com, lisnini14@hotmail.com
- Ángela Altagracia Fernández Rosado, Directora General de Formación y Capacitación, Secretaría de Estado de Cultura, mail: dgfc.dr@cultura.gov.do, angela\_a\_f2000@yahoo.es
- Rosa Roa de López, Asesora en Género, Alcaldía de la Ciudad de Santo Domingo, mail: roa\_lopez@hotmail.com
- Leticia Cortorreal Peña, Subdirectora de Aduanas
- Sergia Galván, Colectiva Mujer y Salud
- Magalys Pineda, Centro de Investigación para la Acción Femenina - CIPAF
- Alejandra Izquierdo, Vice-Sindica, Ayuntamiento del Distrito Nacional, mail: alexandraizquierdo@adn.gov.do
- Juana Sánchez, Directora, Comunidad Digna, Gabinete de Política Social, mail: comudigna@codetel.net.do
- Betzaida Cuevas, Asistente Dirección General, Comunidad Digna, Gabinete de Política Social, mail: betzaidacuevas@msn.com
- Gloria Henríquez, Directora del Departamento de Salario, Secretaría de Estado de Trabajo
- Lourdes Contreras, Coordinadora General, Centro de Estudios de Género, Universidad INTEC, mail: lcontrer@intec.edu.do
- Josefina Arvelo, Participación Ciudadana
- Larissa Fernández Tavares, Presidenta Federación Mujeres Social Demócratas, mail: l.hernandez@latabacadera.com
- Janet Altagracia Camilo Hernández, asesora Legal Profamilia, mail: jcamilo@profamilia.org.do
- Ludyt Yorlet Ramírez Pineda, Presidenta, Consejo Nacional para las Personas con Discapacidad, Ministerio del Poder Popular para la Participación y Protección, mail: ludyt@gmail.com

#### **SAINT KITTS Y NEVIS/SAINT KITTS AND NEVIS/SAINT-KITTS-ET-NEVIS**

##### Representante/Representative/Représentante:

- Ingrid Charles-Gumbs, Director, Department of Gender Affairs, Ministry of Social Affairs and Community Development and Gender Affairs, mail: Ingrid\_charles\_gumbs@hotmail.com

#### **SAN VICENTE Y LAS GRANADINAS/SAINT VINCENT AND THE GRENADINES/SAINT-VINCENT-ET-LES-GRENADINES**

##### Miembros de la delegación/Delegation members/Membres de la délégation:

- Polly Oliver, Coordinator, Gender Affairs Division, Ministry of National Mobilization, mail: corwoman@caribsurf.com, pololliver@yahoo.com

#### **SANTA LUCÍA/SAINT LUCIA/SAINTE-LUCIE**

##### Representante/Representative/Représentante:

- Charms Gaspard, Director acting, Division of Gender Relations

**SURINAME**Representante/Representative/Représentante:

- Maurits S. Hassankhan, Minister of Home Affairs, Women and Gender Policy, mail: minbiza@sr.net

Miembros de la delegación/Delegation members/Membres de la délégation:

- Chitrawatie Mohanlal, Head (acting), National Bureau for Gender Policy, Ministry of Home Affairs, mail: nbg\_sur@yahoo.com
- Shoblinadbie Chotkan-Somai, Head, Labour Market Development, Ministry of Labour, mail: shoblina@yahoo.com

**URUGUAY**Representante/Representative/Représentante:

- María del Carmen Beramendi Usera, Directora, Instituto Nacional de las Mujeres, Ministerio de Desarrollo Social, mail: cberamendi@mides.gub.uy, inamu@mides.gub.uy

Miembros de la delegación/Delegation members/Membres de la délégation:

- Marisa Lindner, Asesora de Dirección, Instituto Nacional de las Mujeres, Ministerio de Desarrollo Social, mail: mlindner@mides.gub.uy
- María del Huerto Arcaus, Encargada de la Unidad de Género del Ministerio de Relaciones Exteriores
- Beatriz Ramírez, Secretaría de Afrodescendientes, Instituto Nacional de las Mujeres
- Lilian Abracsinskas, CSN Mujeres por la Democracia

**B. Miembros asociados  
Associate members  
États membres associés**

**ANTILLAS NEERLANDESAS/NETHERLANDS ANTILLES/ANTILLES NÉERLANDAISES**Representante/Representative/Représentante:

- Purita Illidge, Policy worker, Women's Desk

Miembros de la delegación/Delegation members/Membres de la délégation:

- Minera Maccow, Social Policy Worker, Women's Desk, mail: mmaccow@gmail.com
- Jorien Wuite, Director, Sector Health Care Affairs
- Aida Boyraard-Holaman, Head, Community Development, mail: stmaartensco@hotmail.com

**ISLAS TURCAS Y CAICOS/TURKS AND CAICOS ISLANDS/ÎLES TURQUES-ET-CAÏQUES**Representante/Representative/Représentante:

- Lillian Boyce, Minister for Health and Human Services

Miembros de la delegación/Delegation members/Membres de la délégation:

- Rita Gardiner, Director of Gender Affairs, mail: rjgardiner@gov.tc
- Lucille Willson, Member, Women in Development

**PUERTO RICO/PORTO RICO**Representante/Representative/Représentante:

- María Dolores Fernós López-Cepero, Procuradora de las Mujeres, Oficina de la Procuradora de las Mujeres, mail: mdfernos@mujer.gobierno.pr

Miembros de la delegación/Delegation members/Membres de la délégation:

- Marta Angélica Mercado, Procuradora Auxiliar Educación, Servicios de Apoyo y Coordinación, Oficina de la Procuradora de las Mujeres, mail: mmercado@mujer.gobierno.pr
- Ana Irma Rivera Lassén, Presidenta, Consejo Asesor/Oficina de la Procuradora de las Mujeres, mail: anarlferm@caribe.net

**C. Participantes invitados que no son miembros de las Naciones Unidas  
Participants invited not members of the United Nations  
Invités non membres des Nations Unies**

**ISLAS CAIMÁN/CAYMAN ISLANDS/ÎLES CAÏMAN**Representante/Representative/Représentante:

- Edna Moyle, JP Speaker of the Legislative Assembly and elected member for the district of North Side

Miembros de la delegación/Delegation members/Membres de la délégation:

- Lucille Seymour, BEM, MLA, Third elected member for the district of Georgetown
- Leonard Dilbert, JP Deputy Chief Officer, (Policy & Planning) Ministry of Health and Human Services
- Tammy Ebanks Bishop, Director, Women's Resource Centre, mail: tammy.ebanks-bishop@gov.ky

**D. Invitados especiales  
Special guests  
Invités speciaux**

- Rafael Correa, Presidente de la República del Ecuador
- Michelle Bachelet, Presidenta de la República de Chile
- María Teresa Fernández de la Vega, Vicepresidenta Primera y Portavoz del Gobierno de España

**E. Secretaría de la Organización de las Naciones Unidas  
United Nations Secretariat  
Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies**

**Oficina de la Asesora Especial del Secretario General en Cuestiones de Género y Adelanto de la Mujer/Office of the Special Adviser to the Secretary-General on Gender Issues and the Advancement of Women/Bureau de la Conseillère spéciale du Secrétaire général des Nations Unies**

- Rachel Mayanja, Subsecretaria General y Asesora Especial del Secretario General en Cuestiones de Género y Adelanto de la Mujer/Assistant Secretary-General and Special Adviser on Gender Issues and the Advancement of Women
- Ximena Jiménez, Consultora, mail: ximenajim@gmail.com

**Departamento de Asuntos Económicos y Sociales (DESA)/Department of Economic and Social Affairs (DESA)/Département des affaires économiques et sociales**

- Mirian Masaquiza, Associate Social Affairs Officer, Secretaría, Foro Permanente para las Cuestiones Indígenas/Secretariat, Permanent Forum on Indigenous Issues, Division for Social Policy and Development
- Otilia Lux de Coti, Vicepresidenta del Foro Permanente Cuestiones Indígenas mail: otillalux@yahoo.com
- Nina Pacari Vega, Miembro del Foro Permanente para las Cuestiones Indígenas/Permanent Forum on Indigenous Issues

**F. Organismos de las Naciones Unidas  
United Nations bodies  
Organisations rattachées à l'Organisation des Nations Unies**

**Fondo de Población de las Naciones Unidas (UNFPA)/United Nations Population Fund (UNFPA)/Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP)**

- Marcela Suazo, Directora/Director of the Latin America and the Caribbean Division, mail: suazo@unfpa.org
- Noemi Espinoza, Asesora en Advocacy y Alianzas, mail: espinoza@unfpa.org
- Marta Pérez del Pulgar, Especialista de Programas, mail: perezdelpulgar@unfpa.org
- Luis Mora, Asesor en Género y Masculinidad, mail: mora@unfpa.org
- Irene Zabre, Encargada de logística, mail: zabre@unfpa.org
- Gilka Meléndez, Representante de UNFPA en República Dominicana
- José Francisco Nuberg, Coordinador de Abogacía y Género, UNFPA República Dominicana
- María del Carmen Feijoo, Oficial de Enlace, mail: Feijoo@unfpa.org
- Mónica Yaksic, Oficial de Programas, UNFPA Bolivia, mail: yaksic@unfpa.org
- Tais Santos, Assistant Representative, UNFPA Brazil, mail: tsantos@unfpa.org
- Guillermo Monge, Consultor, UNFPA Mexico, mail: gmongeg@racsa.co.cr
- Jeannette Carrillo, INAMU, mail: delegacion@inamu.go.cr
- Mercedes Borrero, Representante en Ecuador, mail: borrero@unfpa.org
- Lily Rodríguez, Assistant Representative, UNFPA Ecuador, mail: lrodriguez@unfpa.org
- Pilar de Carbo, Personal Assistant to Representative, UNFPA Ecuador, mail: Carbo@unfpa.org
- Sandra Meza, Administrative Assistant, UNFPA Ecuador, mail: meza@unfpa.org
- Doris Ruiz, Clerk, UNFPA Ecuador, mail: Ruiz@unfpa.org

- Nadine Gasman, Representative UNFPA Guatemala, mail: gasman@unfpa.org
- Maritza Elvir, Assistant Representative UNFPA Honduras, mail: elvir@unfpa.org
- Jaime Nadal, Deputy Representative UNFPA Jamaica, mail: Nadal@unfpa.org
- Sandra Samaniego, UNFPA Mexico, mail: Samaniego@unfpa.org
- Luis Mora, Asesor en Género y Masculinidad, UNFPA México, mail: mora@unfpa.org
- Pedro Pablo Villanueva, Representative UNFPA Nicaragua, mail: pvillanueva@unfpa.org
- Dora Arosemena, Gender Consultant, UNFPA Panama, mail: arosemena@unfpa.org
- Mirtha Rivarola, Officer in Charge, UNFPA Paraguay, mail: rivarola@unfpa.org
- Carolina Ravera, NPPP Advocacy, UNFPA Paraguay, mail: ravera@unfpa.org
- María Mercedes Barnechea, UNFPA Perú, mail: barnechea@unfpa.org
- Judith Astelarra, Universidad Autónoma de Barcelona, mail: judith.astelarra@uab.cat

**Fondo de las Naciones Unidas para la Infancia (UNICEF)/United Nations Children's Fund (UNICEF)/Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)**

- Christine Norton, Regional Advisor, Adolescent Development and Gender Equality
- Gladys Acosta, Representative for Argentina
- Cristian Munduate, Representative for Ecuador

**Fondo de Desarrollo de las Naciones Unidas para la Mujer (UNIFEM)/United Nations Development Fund for Women (UNIFEM)/Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM)**

- Marijke Velzeboer-Salcedo, Chief of the Latin America and Caribbean Section, mail: marijke.velzeboer-salcedo@unifem.org
- Ana Falú, Regional Programme Director, Regional Office of Brazil and the Southern Cone, mail: ana.falu@unifem.org
- Moni Pizani, Regional Programme Director, Andean Regional Office, mail: moni.pizani@unifem.org
- Teresa Rodríguez, Regional Programme Director – Regional Office of Mexico, Central America and the Dominican Republic, mail: teresa.Rodriguez@unifem.org
- Roberta Clarke, Regional Programme Director, Caribbean Regional Office, mail: roberta.Clarke@unifem.org
- Celia Aguilar, National Programme Officer – Regional Office for Mexico, Central America and the Dominican Republic
- Ines Barbosa, National Programme Officer, Regional Office of Brazil and the Southern Cone
- Lucia Salamea, National Programme Officer, Andean Regional Office
- Caroline Hoerken, Programme Specialist, Andean Regional Office
- Verónica Burneo, Communication Liaison, Andean Regional Office
- Junia Puglia, National Programme Officer, Regional Office of Brazil and the Southern Cone

**Instituto Internacional de Investigaciones y Capacitación para la Promoción de la Mujer (INSTRAW)/United Nations International Research and Training Institute for the Advancement of Women (INSTRAW)/Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (INSTRAW)**

- Carmen Moreno, Directora, República Dominicana, mail: cmoreno@un-instraw.org
- Fabiola Cuvi, Directora INSTRAW Ecuador, mail: IECAIM@ecnet.ec
- Alttagracia Balcacer, consultora, mail: abalcacer@un-instraw.org

**Oficina del Alto Comisionado de Naciones Unidas para los Derechos Humanos/Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights/Bureau du Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme**

- Carmen Rosa Villa Quintana, Representante Regional, mail: cvilla@ohchr.org
- Rebecca Steward, Oficial Asistente de Derechos Humanos, mail: rsteward@ohchr.org
- Madeleine Rees, Head of Women's Rights and Gender Unit, Suiza, mail: mrees@ohchr.org

**Oficina del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados (ACNUR)/United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR)/Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCNUR)**

- Marta Juárez, Representative, mail: juarez@unhcr.org

**Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD)/United Nations Development Programme (UNDP)/Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)**

- René Mauricio Valdés, Representante para Ecuador
- Raquel Herrera, Programme Specialist, Gender and Sustainable Development, mail: raquel.herrera@undp.org
- Marcela Ríos Tobar, Oficial de Programas, mail: marcela.rios@undp.org
- María Amparo Lasso, Regional Advisor of Communication, Regional Bureau Latin America and the Caribbean, mail: maria.lasso@undp.org
- Carla Rossignoli, Coordinadora de Comunicación
- María del Pilar Troya, Consultora de Género ODM

**G. Organismos especializados  
Specialized agencies  
Institutions spécialisées**

**Organización Internacional del Trabajo (OIT)/International Labour Organization (ILO)/Organization internationale du travail (OIT)**

- María Elena Valenzuela, Especialista Regional de Género y Empleo, mail: valenzuela@oit Chile.cl

**Organización de las Naciones Unidas para la Educación, la Ciencia y la Cultura (UNESCO)/United Nations Education, Scientific and Cultural Organization (UNESCO)/Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)**

- Firmin Edouard Matoko, Representante para Bolivia, Colombia, Ecuador y Venezuela, mail: fmatoko@unesco.org.ec
- María Eugenia Martínez, Asistente de Coordinación, UNESCO Ecuador, mail: memartinez@unesco.org.ec

**Organización Mundial de la Salud (OMS)-Organización Panamericana de la Salud (OPS)/World Health Organization (WHO)-Panamerican Health Organization (PAHO)/Organisation panaméricaine de la santé (OPS)**

- Lilia Jara, Asesora en género y salud, mail: jaralili@paho.org
- Ana Isabel Quan, mail: jprosper@ecu.ops-oms.org
- Rubén Suárez, Asesor Regional en Economía y financiamiento, mail: suarezru@paho.org
- Jorge Luis Prospero, Representante, mail: jprosper@ecu.ops-oms.org
- Rocío Rojas, Consultora Regional, mail: jprosper@ecu.ops-oms.org

**Banco Mundial - Banco Internacional de Reconstrucción y Fomento (BIRF)/World Bank – International Bank for Reconstruction and Development (IBRD)/Banque mondiale – Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD)**

- Pilar Larreamendy, Punto Focal de Género, oficina de Ecuador

**Organización Mundial de la Propiedad Intelectual (OMPI)/World Intellectual Property Organization (WIPO)/Organisation mondiale de la propriété intellectuelle**

- Helen Lom, Director, WIPO Awards and Gender Issues, Coordination Sector for External Relations, Industry, Communications and Public Outreach, mail: helen.lom@wipo.int

**H. Otras organizaciones intergubernamentales  
Other intergovernmental organizations  
Autres organisations intergouvernementales**

**Banco Interamericano de Desarrollo (BID)/Inter-American Development Bank (IDB)/Banque Interaméricaine de Développement (BID)**

- Gabriela Vega, Jefa Unidad para la Igualdad de Género en el Desarrollo, Departamento de Desarrollo Sostenible, mail: gabrielave@iadb.org
- Marcelo Pérez, Especialista Sectorial Representación Ecuador

**Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales (FLACSO)/Latin American Faculty of Social Sciences/Faculté latinoaméricaine de sciences sociales**

- Gloria Bonder, Directora del Área Género, Sociedad y Políticas, FLACSO Argentina, mail: catunescol@flacso.org.ar

**Organización Internacional para las Migraciones (OIM)/International Organization for Migration (IOM)/Organisation internationale pour les migrations (OIM)**

- Ndioro Ndiaye, Directora General Adjunta/Deputy Director General
- Alejandro Guidi, Jefe de Misión
- Pilar Norza, Regional Representative for the Countries of the Andean Community
- Isabel Cruz, Anti-trafficking Program Assistant
- Rafael Paredes, Anti-trafficking Program Assistant

**I. Organizaciones no gubernamentales reconocidas como entidades consultivas por el Consejo Económico y Social  
Non-governmental organizations recognized by the Economic and Social Council as having consultative status  
Organisations non gouvernementales auxquelles le Conseil économique et social reconnaît le status consultatif**

**Agencia Latinoamericana de Información (ALAI)/Latin American Information Agency/Agence latinoaméricaine d'information**

- Irene León, Vicepresidenta, mail: alai@alainet.org
- Sally Burch, Directora ejecutiva, mail: alai@alainet.org

**Asociación del Caribe para la Investigación y la Acción Femeninas/Caribbean Association for Feminist Research and Action (CAFRA)/Association des Caraïbes pour la recherche et l'action en faveur des femmes**

- Erin Greene, Deputy Chairperson, Bahamas, mail: be\_greene@hotmail.com, erinlvgreene@gmail.com

**Centro de Investigación para la Acción Femenina (CIPAF)/Research Centre for Feminist Action**

- Lilian Soto, República Dominicana
- Elizabeth Suárez
- Diana Señor
- Paola Ortiz
- Claudia Palma
- Edurne Cárdena

**Centro de la Mujer Peruana “Flora Tristán”/”Flora Tristán” Peruvian Women’s Center**

- Cecilia Olea Mauleón, Coordinadora del Programa de Derechos Sexuales y Ciudadanía en Salud, mail: cecilia@flora.org.pe
- Diana Miloslavich Túpac, Coordinadora del Programa de Participación Política y Descentralización, miembro de la Red de Mujer y Hábitat de América Latina y el Caribe, mail: diana@flora.org.pe

**Comité de América Latina y el Caribe para la Defensa de los Derechos de la Mujer (CLADEM)/ Latin American and Caribbean Committee for the Defence of Women's Rights/Comité de l'Amérique latine et des Caraïbes pour la défense des droits de la femme**

- Azucena del Rocío Soledispa, Abogada, miembro del CLADEM Ecuador, mail: azusol@hotmail.com

**Congregación Nuestra Señora de la Caridad del Buen Pastor/Congregation of our Lady of Charity of the Good Shepherd/Congrégation Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur**

- Hna. Augusta Arellano Echeverría, mail: bpecuad@uio.satnet.net
- Hna. Graciela Méndez Perera, Responsable de comunicaciones, mail: gramenpebp@yahoo.com.ar
- Hna. Narcisa Vivanco Valarezo, mail: narcydejesus@yahoo.es
- María Eugenia Torrico, coordinadora Congregación Buen Pastor, mail: torricome@yahoo.es

**Consejo de Gobierno del Pueblo de Salasaca**

- Oscar Fabián Pilla M, Presidente del Pueblo Salasaca, Consejo de Gobierno del Pueblo Salasaca, mail: oscarmosaquiza@hotmail.com

**Federación Democrática Internacional de Mujeres/Women International Democratic Federation**

- Dora Carcaño Araujo, Coordinadora Regional de la FDIM para América, mail: arfdim@enet.cu

**Federación Internacional de Mujeres de Negocio y Profesionales/International Federation of Business and Professional Women/Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales**

- Rosa Elena Jiménez Vanegas, Presidente, Federación de Ecuador, mail: rosaelenaj@yahoo.es
- Silvia López Merino, Presidente Federación e Quito, mail: silomersa@hotmail.com
- Magdalena Ocaña, Presidenta B.P.W. Ambato, Federación de Mujeres de Negocios y Profesionales, mail: magdalenaocana@hotmail.com
- Maruja Guevara de Suárez, Presidenta Federación de Guayaquil, maritasu@yahoo.es



- Marcia Eulalia Vásquez, Presidente del Comité Técnico B.P.W, Ambato, Federación de Mujeres de Negocios y Profesionales de Ambato coprocalt@hispavista.com
- Diana Barragán, First Vice President, mail: midi@interactive.net.ec; diana.barragan@bpw-international.org

**Federación Internacional de Planificación de la Familia (Región Hemisferio Occidental) (IPPF/RHO)/International Planned Parenthood Federation (Western Hemisphere Region)/Fédération internationale pour la planification familiale**

- María Antonieta Alcalde, Oficial Regional de Advocacy, mail: malcalde@ippfwhr.org

**Movimiento Manuela Ramos**

- Elizabeth Herrera García, Responsable del seguimiento de la agenda parlamentaria en temas de la agenda pendiente de género y la incidencia con la Mesa de Mujeres Parlamentarias Peruanas, Perú, mail: eherrera@manuela.org.pe

**Red de Educación Popular entre Mujeres (REPEM)/Women's Popular Education Network/Réseau d'éducation populaire entre les femmes**

- Imelda Arana Sáenz, Consejo Directivo, Colombia, mail: imearana@gmail.com
- Isabel Camacho, Directora FUNDAC Colombia, mail: fundac1@gmail.com
- Fanny Gómez, Presidenta, Colombia, mail: fannygb@gmail.com
- Ximena Machicao, Coordinadora General, Uruguay, mail: macx@repem.org.uy; secretaria@repem.org.uy
- Beatriz Quintero, Integrante, Red Nacional de Mujeres, Colombia, mail: beatrizquintero@cable.net.co

**Red de Salud de las Mujeres Latinoamericanas y del Caribe (RSMLAC)/Latin American and Caribbean Women's Health Network/Réseau pour la santé des femmes d'Amérique latine et des Caraïbes**

- Leticia Cuevas, Coordinadora Ejecutiva, Equidad de Género: Ciudadanía, Trabajo y Familia, A.C., México, mail: cuevasl@equidad.org.mx
- María Eugenia Romero, Directora General, Equidad de Género: Ciudadanía, Trabajo y Familia, A.C., México, mail: apoyodireccion@equidad.org.mx

**Red Latinoamericana de Católicas por el Derecho a Decidir A.C./Catholics for a Free Choice (CFFC)/Association des Femmes catholiques pour le droit de décider**

- Paola Brenes Hernández, Facilitadora de proyectos, Colectiva por el Derecho a Decidir, Costa Rica, mail: paobrenes78@yahoo.com, derechoadecidir@yahoo.com.mx
- Lidia Daphtne Cuevas Ortiz, Directora de proyecto, Red Latinoamericana de CDD, México, mail: cddmx@cddmx.org
- Aide García Hernández, Coordinadora de Relaciones Interinstitucionales, Red Latinoamericana de CDD, México, mail: politicaspublicas@cddmx.org, aidegh@hotmail.com
- Silvia Juliá, Asesora de la Red CDD, Red Latinoamericana de CDD, Argentina, mail: cddcba@gmail.com, abogadasilviajulia@yahoo.com.ar
- Lucía Lagunes Huerta, Coordinadora de Proyectos, Red Latinoamericana de CDD, México, mail: politicaspublicas@cddmx.org, cddmx@cddmx.org
- Teresa Lanza, Coordinadora colegiada de la Red Latinoamericana de CDD, Bolivia, mail: cddb@entelnet.bo
- Marusia López Cruz, Coordinadora de Enlace con Movimientos Sociales, Red Latinoamericana de CDD, México, mail: cddmx@cddmx.org

- Janneth Lozano Bustos, Coordinadora colegiada de la Red Latinoamericana de CDD, Colombia, mail: codacop@colnodo.apc.org
- María Consuelo Mejía Piñeros, Directora Ejecutiva, Red Latinoamericana de CDD, México, mail: dirección@cddmx.org, mariam.mejia@gmail.com
- Miriam Ruíz Mendoza, Coordinadora de Género, Red Latinoamericana de CDD, México, mail: politicaspublicas@cddmx.org, cddmx@cddmx.org
- María Luisa Sánchez Fuentes, Directora de proyecto, Red Latinoamericana de CDD, México, mail: cddmx@cddmx.org
- Benjamín Acosta, Coordinador, mail: benjamín@consorcio.org.mx

#### **Unión Nacional de Escritores y Artistas de Cuba (UNEAC)**

- Gisella Arandia Covarrubias, Coordinadora/Color Cubano, Cuba, mail: giselaradndia@hotmail.com

#### **Organización de Mujeres para el Medio Ambiente y el Desarrollo/Women's Environment and Development Organization (WEDO)/Organisation des femmes pour l'environnement et le développement**

- Marcela Tovar, Consultora, Estados Unidos, mail: mtovar1967@yahoo.com

#### **Federación Mundial de Mujeres Metodistas y de la Iglesia Unida/World Federation of Methodist and Uniting Church Women (WFM&UCM)/Fédération mondiale des femmes de l'Eglise methodiste et en voie d'unification**

- Betty Herrera Cevalos, Intern, Ecuador, mail: roliveir@gbgm-umc.org
- Rosangela Soares de Oliveira, Representative to the UN in New York, USA/Brazil, mail: roliveir@gbgm-umc.org
- Ivonne Lorena Pereira Díaz, Representative to ECLAC in Santiago, mail: ivoonnela@yahoo.es
- Blanca Lucía Viracocha Chicaliza, Intern, Ecuador, mail: roliveir@gbgm-umc.org

#### **J. Otras organizaciones no gubernamentales Other non-governmental organizations Autres organisations non gouvernementales**

##### **Articulación Feminista Marcosur**

- Lucy Garrido, Coordinadora, Articulación Feminista Marcosur, Uruguay, mail: lgarrido@cotidianomujer.org.uy
- Ana Cristina González, Integrante, Articulación Feminista Marcosur, Colombia, mail: acgonzalez@adinet.com.uy
- Creusa Maria Oliveira, Integrante, Articulación Feminista Marcosur, Brasil, mail: creuzamaria@ig.com.br
- Milena Pereira, Colaboradora, Articulación Feminista Marcosur, Paraguay, mail: milenapf@gmail.com

##### **Campaña 28 de septiembre por la despenalización del aborto en América Latina y el Caribe**

- Ana María Pizarro Jiménez, Integrante de la Coordinación Regional, mail: ana500a@amnet.com.ni

##### **Comisión de Seguimiento Mujeres Indígenas México y Centroamérica**

- Margarita Antonio, Nicaragua, mail: antoniomargarita@yahoo.com.mx

**Confederación de Mujeres Ecuatorianas por el Cambio**

- María Julieta Logroño, Representante, mail: mercyjulieta@yahoo.com.mx

**Consejo Nacional de Mujeres Indígenas del Ecuador (CONMIE)**

- Tránsito Chela, Presidenta, mail: transitochela@hotmail.com
- Teresa Jimbicti, Vicepresidenta, mail: conmie.ecuador@yahoo.es, sechanua@yahoo.com
- Rosa Poaquiza, Capacitadora en Área de Violencia Intrafamiliar

**Consortio para el Diálogo Parlamentario y la Equidad**

- Daphne Cuevas O., Directora, mail: daphne@consorcio-org.mx

**Coordinadora Juvenil por la Equidad de Género**

- María Gabriela Cabrera Borja, Integrante equipo coordinador, mail gabyenverde@yahoo.es
- Aida Estefanía Quiñonez González, Integrante, mail: belleza\_negra17@hotmail.com
- Pamela Quishpe Caiza, integrante Ecuador Adolescente, mail: pamelaquispe@prodeserea.org

**Corporación Humanas**

- Lilian Talía Álvarez Carvallo, Integrante, Corporación Humanas, Ecuador, mail: humanas@uio.satnet.net
- Cecilia Lorena Barraza Morelle, Directora, Corporación Humanas, Colombia, mail: humanas@etb.net.co
- Romy Natalí García Orbegoso, Monitora, Articulación Regional Feminista, mail: romy@demus.org.pe
- Ana Lucía Herrera, Ministerio de Gobierno, mail: humanas@vio.satnet.net

**Foro Internacional de Mujeres Indígenas/International Indigenous Women's Forum**

- Berta Aarhus, Directora Ejecutiva, Enlace de Mujeres Negras de Honduras, mail: lacayobertha@yahoo.com
- María Eugenia Choque Quispe, Directora Ejecutiva, Centro de Estudios Multidisciplinario Aymara, mail: choque17@hotmail.com
- Ana Yao Yao, mail: anallaollao@hotmail.com

**Foro de la Mujer**

- Mary Travez, mail: ditraz@hotmail.com
- Flor María Sánchez, Coordinadora Foro de la Mujer de Piehinba, mail: formujer@.....
- Agueda de Jesús Vera Pluos
- Mirta Camelia Panchana Vera, Directora Ejecutiva, Foro Nacional de las Mujeres Guayas, mail: formujerquil@hotmail.com

**International Lesbian and Gay Association (ILGA)**

- Gloria Careaga, Representante Regional, mail: careaga@servidor.unam.mx

**Iniciativa Centroamericana Seguimiento a Beijing-Cairo**

- Indyra Aguilar, Coordinadora de la Red Lésbica Catrachas, Honduras, mail: catrachas@hotmail.com
- Dalys Batista, Coordinadora de Organización, Unión Nacional de Mujeres panameñas, Panamá, mail: dalysbatistap@yahoo.com.mx
- María Teresa Blandón, Red Feminista Centroamericana La Corriente, Nicaragua, mail: corrient@ibw.com.ni
- Alma Odette Chacón de León, Coordinadora General, Organización de Mujeres Tierra viva, Guatemala, mail: tierraviva@guate.net.gt

- Deysi Elizabeth Cheyne Romero, Directora Ejecutiva, Instituto de la Mujer (IMU), El Salvador, mail: deysicheyne@telesal.net
- Soledad Díaz Patén, Directora Ejecutiva, Asociación Madreselva, Derechos Humanos y Salud Integral, Costa Rica, mail: dakinis@ice.co.cr, madreselva06@yahoo.com
- Blanca Estela Dole Durón, Secretaria Técnica, Iniciativa Centroamericana Seguimiento a Beijing-Cairo, Honduras, mail: mujersu@cablecolor.hn, blancadole@yahoo.com
- Helen Gabriela Flores Rodríguez, Área Participación y Ciudadanía, Iniciativa Centroamericana Seguimiento a Beijing-Cairo, Honduras, mail: mujersu@cablecolor.hn
- María Isabel Grijalva de León, Miembra de la Junta Directiva, Comité Beijing Guatemala, mail: maisgridele@yahoo.es, beijing@intelnett.com
- Sandra Guevara, Directora Ejecutiva, Las Melidas, mail: edibelgp@yahoo.com
- Ana Lucrecia Jayes Melgar, Asesora Técnica, Comité Beijing Guatemala, mail: beijing@intelnett.com
- Kimberly Celeste Mejía Valladares, Coordinadora del área de Difusión de la Red de Jóvenes por los Derechos Sexuales y Reproductivos, Honduras, mail: mujersu@cablecolor.hn, celestemejia@gmail.com
- Mireya Peart, Coordinadora Técnica Iniciativa de Beijing, Panamá, mail: peartmireya@hotmail.com
- Patricia Pinto Quijano, Miembra de la Junta Directiva, Comité Beijing Guatemala, mail: patricia\_pintoq@yahoo.com, beijing@intelnett.com
- Alicia Amalia Rodríguez Illescas, Coordinadora General, Comité Beijing Guatemala, mail: beijing@intelnett.com
- Luz Marina Torrez, Colectiva 8 de Marzo, Nicaragua, mail: lacorriente@turbonett.com
- Rose Mary Madden, Red Feminista Centroamérica de la No violencia, mail: rmaddencr@gmail.com
- Gladys Lanza Ochoa, Coordinadora Nacional, Movimiento de Mujeres “Visitación Padilla”, Honduras, mail: visitacionpadilla@cablecolor.hn, gladyslantzap@hotmail.com
- Merly Eguigure Borjas, Subcoordinadora Nacional, Movimiento de Mujeres “Visitación Padilla”, Honduras, mail: visitacionpadilla@cablecolor.hn, meguigure@yahoo.com

#### **Instituto Andaluz de la Mujer**

- Soledad Ruiz Seguí, Directora, mail: directora.iam@juntadeandalucia.es
- Carmen Sáenz Martín, Vocal Asesora del Gabinete de la Directora, mail: carmenf.saenz@juntadeandalucia.es

#### **Movimiento de Mujeres de Sectores Populares**

- Ana María Zambrano Macías

#### **Movimiento de Mujeres del Oro**

- Narcisa Chacha, Ecuador
- Leonor Fernández, Abogada, Ecuador, mail: leonorfernandez7@yahoo.es

#### **Movimiento de Mujeres Negras (MOMUNE)**

- Imas Morales Lastra, Coordinadora, mail: fedoca2001@yahoo.com

#### **Movimiento de Mujeres por la Justicia Ecuador**

- Andrea María Isabel Quijije García, Coordinadora, mail: mujeresporlajusticia@hotmail.com

#### **Mujeres por la Vida**

- María H. Hernandez Enríquez, mail: mariahe66@yaoo.com

**Organización Negra Centroamericana (ONECA)**

- Jeanneth Cooper, Coordinadora de Proyectos, Asociación para el Desarrollo de la Mujer Negra Costarricense. Partido Acción Ciudadana, Costa Rica, mail: jcooper@pac.or.cr

**Plataforma Binacional de Mujeres de la Cuenca de Catamayo Chira**

- María Elizabeth Rodríguez Castillo, mail: mariaelizarodriguez\_23@hotmail.com
- Francisca Zavala Castillo, mail: fazc\_44@hotmail.com

**Red de Género y Comercio**

- Norma Sanchis, Coordinadora Red de Género y Comercio, mail: nsanchis@fibertel.com.ar

**Red de Mujeres Afrolatinoamericanas y Afrocaribeñas y de la Diáspora**

- Urenna Best Gayle, Miembro, Red de Mujeres Afro-Panameña, Panamá, mail: urennabest@yahoo.com
- Olga Cárdenas Medina, Sub Coordinadora Nacional Red de Mujeres Afro-Panameña, Panamá, mail: olgacm29@hotmail.com
- Dorotea Wilson, Coordinadora General, Nicaragua, mail: rmafroni@cablenet.com.ni
- Elizabeth Suárez García, Coordinadora Regional, Cono Sur, mail: afrosur@mujeresafro.org
- Clara Franco Pérez, Administradora, Colectiva Mujer y Salud, mail: colec.mujer@codetel.net.do, clarafrancoperez@gmail.com
- Paola Andrea Ortiz Murillo, Integrante, mail: paolaortizmu@yahoo.com
- Claudia Palma Campos, Investigadora, Centro Mujeres Afrocostarricense, Universidad Nacional, Costa Rica, mail: cpalmacampos@gmail.com
- Karen June Salomón Sinclaire, mail: kjune0267@hotmail.com
- Sonia Elizabeth Viveros, Coordinadora Andina, mail: pielafricana@yahoo.com

**Red de Mujeres de Partidos y Movimientos Políticos del Ecuador**

- María Fernanda Cañete Racines, mail: cedime@ecuamex.net.ec

**Red de Trabajadoras Sexuales del Ecuador**

- Elizabeth Molino, Coordinadora

**Red Latinoamericana de Mujeres Transformando la Economía**

- María Esther Ibáñez Roca, Representante, mail: gregoria@caoba.entelnet.bo
- Nalu Silva, Representante, mail: nalu@sof.org.br
- Renata Moreno, Representante, mail: tica@sof.org.br
- Rodica Weitzman, Representante, mail: roassessorias@yahoo.com.br
- Maria Isolda Moura, Representante, mail: risolda@cf8.org.br
- Angélica Alvarez Cerda, Representante, mail: mujerytrabajo@gmail.com
- Angie Mendoza Araneda, Representante, mail: angiemendoza\_a@yahoo.com
- Nelly Velandia, Representante, mail: anmuck@tutopia.com
- Martha Bernal, Representante, mail: marthalucia.bernal@gmail.com
- Lidia Núñez Uribe, Representante, mail: felicilida@yahoo.com.mx
- Miriam Martínez Méndez, mail: miriammar8@yahoo.com.mx
- Liliana María Moreno Betancur, Representante, mail: lilimore@une.net.com
- Ana Cecilia Hernández Bolaños, Representante, mail: amccpalm@sol.racsaco.cr
- Ana Felicia Torres, Representante, mail: cep\_genero@amnet.co.cr
- Ana Rosa Ruiz Fernández, Representante, mail: aruiz004@yahoo.com
- Alison Vásconez, Representante, mail: alisonvasconez@yahoo.com

- Gladys Afaro, México, mail: remtecoordinacion@sof.org
- Maritza Alva, Perú, mail: remtecoordinacion@sof.org
- Maritza Álvarez Cerda, Chile, mail: remtecoordinacion@sof.org
- Leonor Aida Concha, México, mail: remtecoordinacion@sof.org
- Nalu Faria, Brasil, mail: remtecoordinacion@sof.org
- Rosa Guillén, Perú, mail: remtecoordinacion@sof.org
- Brasil, mail: remtecoordinacion@sof.org
- Sohely Rua, Perú, mail: remtecoordinacion@sof.org
- Ana Tallada, Perú, mail: remtecoordinacion@sof.org
- Nelly Velandia, Colombia, mail: remtecoordinacion@sof.org
- Magali Huacon, Coordinadora Guayas, Ecuador, mail: Magali\_Huacon@hotmail.com

**Red Latinoamericana y Caribeña de Jóvenes por los Derechos Sexuales y Reproductivos (REDLAC)/Latin American and Caribbean Youth Network on Reproductive and Sexual Rights/Réseau jeunesse latinoaméricaine et antillaise pour les droits sexuels et de la reproduction**

- Alejandro Blancas Alvarado, Coordinador Regional, REDLAC México, mail: elige.ale@gmail.com
- Kalindy Bolívar, Coordinadora Juvenil por la Equidad de Género, Integrante equipo coordinador, REDLAC Ecuador, mail: kalindybolivar@yahoo.es, coordjuvenil@yahoo.es
- Jacqueline Aparecida Ferreira Romio, Integrante equipo coordinador, REDLAC Brasil, mail: jackieisis@hotmail.com
- Ana Gagliardo Adeve, Integrante equipo coordinador, REDLAC Brasil, mail: ana.adeve@gmail.com
- Fernanda Grigolin Moraes, Miembra del equipo coordinador, REDLAC Brasil, mail: fernanda.grigolin@gmail.com
- Eduardo Llumipanta Panchi, Integrante equipo coordinador, REDLAC Ecuador, mail: coordjuvenil@yahoo.es
- Perla Sofia Vásquez Díaz, Representante Legal, REDLAC México, mail: eligeperla@gmail.com

**Red Latinoamericana y Caribeña de Mujeres de Fe de Religiones por la Paz (LACWFN)/Latin American and Caribbean Women of Faith Network (LACWFN)/Femmes de foi pour la paix en Amérique latine et dans les Caraïbes**

- Valeria Gatti, Program Associate, Oficina Regional Latinoamericana y Caribeña, Conferencia Mundial de Religiones por la Paz (WCRP), Perú, mail: valeriag@religionesporlapaz.org
- Judith Van Osdol, Miembro del Comité Ejecutivo, Argentina, mail: vanosdol@fibertel.com.ar, mujer@clairp.com.ar
- Evelyn Zentner de Falck, Miembro del Comité Ejecutivo, Ecuador, mail: mfalck@uio.satnet.net

**K. Invitados  
Guests  
Invités**

- Carlos Alberto Álvarez, Presidente de la Comisión de Representantes Permanentes del Mercosur
- María Ángeles Durán, Investigadora, Consejo Superior de Investigaciones Científicas (CSIC), Instituto de Economía y Geografía, Madrid, España
- Saskia Sassen, Profesora de Sociología, Universidad de Chicago
- Casimira Rodríguez, ex Ministra de Justicia, Bolivia

- Epsy Campbell, Directora Ejecutiva / Presidenta, Asociación para el Desarrollo de la Mujer Negra Costarricense, Partido Acción Ciudadana, Costa Rica, mail: epsycampbell@ice.co.cr
- Ida Le Blanc, General Secretary, National Union of Domestic Employees (NUDE), Trinidad and Tobago
- Line Bareiro, Directora, Centro de Documentación y Estudios, Paraguay
- Rocío Villanueva, Profesora, Facultad de Derecho y del Instituto de Derechos Humanos, Pontificia Universidad Católica del Perú
- Gloria Ardaya, Doctora en Sociología y Coordinadora de la Maestría de Descentralización y Gestión Pública Postgrado de la Universidad Mayor de San Andrés, Bolivia
- Laura Pautassi, Consultora, Argentina
- Rocío Rosero, ex Directora Ejecutiva del Consejo Nacional de las Mujeres del Ecuador
- Flavia Marco, Consultora, Bolivia
- Corina Rodríguez, Consultora, Argentina
- Virginia Guzmán, Subdirectora, Centro de Estudios de la Mujer, Chile
- Magdalena León, Investigadora, Colombia
- Karen Bart-Alexander, consultora CEPAL

#### **L. Otros invitados**

**Other guests**

**Autres invités**

#### **Fondo de Cooperación al Desarrollo (F.O.S.)/Fund for Development Cooperation/Fonds de coopération au développement (FOS)**

- Lieve Daeren, Coordinadora FOS para Ecuador y Perú, mail: lievedaeren@speedy.com.pe

#### **Centro Internacional de Investigaciones para el Desarrollo (CIID)/International Development Research Centre (IDRC)/Centre de recherches pour le développement international (CRDI)**

- Claudie Gossein, Señor Program Specialist, Internacional Development Research Centre (IDRC), mail: cgosselin@idrc.ca
- Galia Mejía, Intern, Internacional Development Research Centre (IDRC), mail: gmejia@idrc.ca

#### **Centro Médico de Orientación y Planificación Familiar (CEMOPLAF)**

- Pilar Pérez Ordoñez, mail: rsevilla@vio.satnet.net

#### **Corporación de Desarrollo Afroecuatoriana**

- Alodia Borja Nazareno, Presidenta, mail: alodia70@hotmail.com

#### **Corporación Internacional de Cultura del Ecuador**

- Elbia Anchundia Pacheco, Presidenta Ejecutiva, Programa Nacional de Cultura de Paz, mail: culturadepazecuador@hotmail.com
- Antonio Leonel Ortiz, Representante Nacional, Programa de Cultura de Paz, mail: culturadepazecuador@hotmail.com
- Natalia Tobar Padilla, Coordinadora de Comunicación y Relaciones Públicas, Programa de Cultura de Paz, mail: naty\_tobar@hotmail.com

#### **Instituto Ecuatoriano de Seguro Social**

- Corina Cantuña, Seguro Social Campesino, mail: nayon20012001@yahoo.com

**Movimiento País-Ecuador**

- María Casco, Socióloga ,Coordinadora de Grupos Vulnerables
- Judith Aguirre, Coordinadora, Área de Salud, Dirección Nacional de Acción Política
- María del Carmen Zaldumbide, Área de la Mujer, Dirección Nacional de Acción Política, mail: milyzaldumbide@yahoo.com

**M. Secretaría  
Secretariat  
Secrétariat**

**Comisión Económica para América Latina y el Caribe (CEPAL)/Economic Commission for Latin America and the Caribbean (ECLAC)/Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC)**

- José Luis Machinea, Secretario Ejecutivo/Executive Secretary
- Sonia Montaña, Jefa, Unidad Mujer y Desarrollo/Chief, Women and Development Unit
- Nieves Rico, Oficial de Asuntos de Sociales, Unidad Mujer y Desarrollo/Social Affairs Officer, Women and Development Unit
- Luis Yáñez, Asesor Legal, Secretaría de la Comisión/ Legal Counsel, Secretary of the Commission
- Diane Alméras, Oficial de Asuntos Sociales, Unidad Mujer y Desarrollo/Social Affairs Officer
- Carlos Maldonado, Oficial de Asuntos Sociales, Unidad Mujer y Desarrollo/Social Affairs Officer, Women and Development Unit
- Vivian Milosavlevic, Unidad de la Mujer
- Irma Arriagada, Oficial de Asuntos Sociales, División de Desarrollo Social/Social Affairs Officer, Social Development Division

**Sede subregional de la CEPAL en México/ECLAC subregional headquarters in Mexico/Bureau sous-régional de la CEPALC à Mexico**

- Lourdes Colinas, Unidad de Desarrollo Social

**Sede subregional de la CEPAL para el Caribe/ECLAC subregional headquarters for the Caribbean/Bureau sous-régional de la CEPALC pour les Caraïbes**

- Neil Pierre, Director
- Sheila Stuart, Social Affairs Officer



## Annexe 10

**A. DOCUMENTOS DE TRABAJO/WORKING DOCUMENTS/DOCUMENTS DE TRAVAIL**

- |                        |   |
|------------------------|---|
| LC/L.2760(CRM.10/1)    | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Temario provisional</li> <li>- Provisional agenda</li> <li>- Ordre du jour provisoire</li> </ul>   |
| LC/L.2761(CRM.10/2)    | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Temario provisional anotado</li> <li>- Annotated provisional agenda</li> <li>- Annotations de l'ordre du jour provisoire</li> </ul>  |
| LC/L.2738(CRM.10/3)    | <ul style="list-style-type: none"> <li>- El aporte de las mujeres a la igualdad en América Latina y el Caribe</li> <li>- Women's contribution to equality in Latin America and the Caribbean</li> <li>- La contribution des femmes à l'égalité en Amérique latine et dans les Caraïbes</li> <li>- A contribuição das mulheres para a igualdade na América Latina e no Caribe</li> </ul> |
| LC/L.2670(CRM.10/4)    | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Hacia un horizonte paritario en América Latina: representación política de las mujeres</li> <li>- A gender parity horizon in Latin America: the political representation of women</li> <li>- Vers un horizon paritaire en Amérique latine: représentation politique des femmes</li> </ul>  |
| LC/L.2779(CRM.10/5)    | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Documentos presentados a la décima Conferencia Regional sobre la Mujer de América Latina y el Caribe</li> <li>- Documents presented at the tenth session of the Regional Conference on Women in Latin America and the Caribbean</li> </ul>   |
| LC/CAR/L.118(CRM.10/6) | <ul style="list-style-type: none"> <li>- The contribution of Women to the economy and social protection especially in relation to unpaid work performed by women in the Caribbean</li> </ul>  |
| LC/CAR/L.129(CRM.10/7) | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Women's political participation and gender parity in decision-making at all levels in the Caribbean</li> </ul>   |

## B. OTROS DOCUMENTOS/OTHER DOCUMENTS/AUTRES DOCUMENTS

- |             |  |
|-------------|--|
| LC/L.2773   | - Report of the Subregional preparatory meeting for the Caribbean for the Tenth Session of the Regional Conference on Women in Latin America and the Caribbean, St. John's, Antigua and Barbuda, 22-23 May 2007                        |
| LC/L.2774   | - Informe de la reunión subregional para Centroamérica y México preparatoria de la décima Conferencia Regional sobre la Mujer de América Latina y el Caribe, Ciudad de Guatemala, 16 y 17 de mayo de 2007                              |
| LC/L.2726   | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Manual de capacitación – Gobernabilidad democrática e igualdad de género</li> <li>- Training Manual – Democratic governance and gender equality in Latin America and the Caribbean</li> </ul> |
| LC/G.2321   | - Cuaderno de la CEPAL 92 – Estadísticas para la equidad de género. Magnitudes y tendencias en América Latina  |
| LC/R.2138   | - Los desafíos del Milenio ante la igualdad de género  |
| LC/L.2708-P | - Trabajo, educación y salud de las niñas en América Latina y el Caribe: indicadores elaborados en el marco de la plataforma de Beijing, <i>serie Mujer y desarrollo 82</i>  |
| LC/L.2709-P | - Incorporando un módulo de uso del tiempo a las encuestas de hogares. restricciones y potencialidades, <i>serie Mujer y desarrollo 83</i>   |
| LC/L.2721-P | - Violencia contra la mujer en la pareja: respuestas de la salud pública en El Alto, Bolivia, <i>serie Mujer y desarrollo 84</i>   |
| LC/L.2722-P | - Violencia contra la mujer en la pareja: respuestas de la salud pública en Santiago de Chile, <i>serie Mujer y desarrollo 85</i>  |

## C. DOCUMENTOS ELECTRÓNICOS A DISPOSICIÓN DE LOS PARTICIPANTES/ ELECTRONIC DOCUMENTS AVAILABLE TO PARTICIPANTS/DOCUMENTS ÉLECTRONIQUES

- |     |                             |
|-----|-----------------------------|
| N/A | - Informes/Reports          |
| N/A | - Series Mujer y desarrollo |
| N/A | - Documentación/Documents   |